52E ANNÉE MAI 1945 N° 2

OHIO STATE
UNIVERSITY
NOV 7 - 1945
LIBRARY

REVUE DE PARIS

COLETTE : Pour Hélène Picard

François MAURIAC : Les Mal Aimés

Harold NICOLSON : Le Parlement britannique pendant la guerre

Anatole FRANCE : Lettres inédites

Fr. CHARLES-ROUX : Bienvenue aux Américains

Aldous HUXLEY : L'Avenir du passé

Clarisse FRANCILLON : Le Bouquet de l'autre femme

Jean MASSIP : La Résistance aux Antilles

Henri MOUREU : Les Dernières armes d'un peuple traqué

Ed. GISCARD D'ESTAING : Nationalisations

Louise de VILMORIN : Le Théâtre de la mode

Jean ALLARY : Notes anglaises

Émile MAGNE et Maurice LANOIRE : Les Livres d'histoire

LA LIVRAISON : 40 FRS

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI 1945

		Pages
COLETTE	Pour Hélène Picard	1
FRANÇOIS MAURIAC	Les Mal Aimés	9
HAROLD NICOLSON	Le Parlement britannique pendant la guerre	21
ANATOLE FRANCE	Lettres inédites	28
FR. CHARLES-ROUX	Bienvenue aux Américains	37
ALDOUS HUXLEY	L'Avenir du passé	45
CLARISSE FRANCILLON	Le Bouquet de l'autre femme	51
JEAN MASSIP	La Résistance aux Antilles	64
HENRI MOUREU	Les Dernières armes d'un peuple traqué	72
ED. GISCARD D'ESTAING	Nationalisations	79
LOUISE DE VILMORIN	Le Théâtre de la mode	86
JEAN ALLARY	Notes anglaises	89
ÉMILE MAGNE et MAURICE LANOIRE	Les Livres d'histoire	93

* *

DIRECTEUR : MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

publiera prochainement

LA CAMPAGNE DE TUNISIE
par le Général Kœltz

L'ANTIQUAIRE D'ISPAHAN
par J. et J. Tharaud
(de l'Académie Française)

LETTRES INÉDITES
de Marcel Proust

NOTES INÉDITES
de Charles du Bos

ROMAIN ROLLAND
par René Lalou

ANATOLE FRANCE
par André BILLY

Pour Hélène PICARD

Le grand poète Hélène Picard vient de mourir. Une vie aussi pure que la sienne ne put manquer d'être mystérieuse, il n'est pas aisé de lire à travers la sphère de cristal. Chasteté, fierté, pauvreté, — elle vécut sur ces trois sommets. Ses dernières années, elle les passa au quatrième étage qu'elle habita rue d'Alleray, seule, pendant un quart de siècle environ. Une voisine, un enfant, un fournisseur obligeant portaient le nécessaire jusqu'à son aire, bien orientée, meublée uniquement de superflu, meubles légers, opalines bleues, images de piété, veilleuses Second Empire, force bibelots bleus.

Ses derniers voyages ne furent que de la rue d'Alleray à l'hôpital Saint-Antoine, puis de la rue d'Alleray au joli château du Val, près de Saint-Germain, aimable et familiale maison de retraite des légionnaires. Les déplacements qu'elle fit pour me rejoindre l'été, je ne les lui compte pas pour voyages, encore qu'elle ne les entreprît que dans l'agitation, et non sans égarer une valise, emporter l'inutile, oublier l'indispensable, s'égayer d'un contretemps, s'attrister de quitter Paris juste au moment où la Foire aux Puces du 14 juillet allume le square des Arts-et-Métiers. Plantée en pleine campagne, elle y prenait racine avec une force, une avidité uniques. Sa poésie profitait de tout, ennoblissait tout. C'est le privilège de ceux qui sont nés pour chanter...

Ses perruches aussi étaient bleues. Quand le millet et l'alpiste, au début de la guerre, se firent rares, Hélène s'ôta du cœur les oiseaux bleus et les donna à un amateur qui les pouvait mieux agrainer... S'il me fallait compter ses renoncements, accomplis avec une allégresse de nonne, j'en oublierais sûrement. Atteinte d'une grave lésion osseuse — un peu avant que l'arthrite ne me joignît moi-même pour ne plus me quitter — Hélène Picard renonça aussi aux visites que nous étions heureuses d'échanger, à nos entretiens dans la chambre d'azur, où cette ascète gourmande filtrait le café comme personne, cuisait comme personne un petit cassoulet de couennes qui nous servait de plat de résistance. J'apportais les mille-feuilles qu'elle aimait, et les éclairs crémeux de chez Flammang.

Il n'était guère question de nombre, de rythme, ni même de littérature dans nos entretiens intimes. Notre correspondance marque moins de réserve. Hélène, pourvue d'un don de tranchante et loyale critique, prenait feu pour ou contre une œuvre nouvelle, jugeait avec une sévérité d'ange. Autour d'elle,

les traces de la poétique abondance voltigeaient. Une de ses matinées suffisait, souvent, à ensemencer la chambre bleue. Chez cette fille de la solaire Ariège, qui se couchait tôt, s'éveillait avec les perruches, la lumière du matin mûrissait un poème. Elle se levait au jour, « passait » le café, empoignait le balai, abandonnait l'essuie-meubles pour la strophe, et son écriture aventureuse posait impatiente, sur d'infimes bouts de papier, au verso de la quittance du gaz et de la note du crémier, ses antennes aiguës. De quelles arabesques, de quelles rimes n'illustra-t-elle pas un catalogue d'appareils électriques, qui s'est trouvé sous la main du poète à l'heure tumultueuse où le poème exige d'éclore...

— Tu as travaillé, Hélène ?

— A merveille ! Mais j'ai égaré ce que j'ai écrit. Ça n'a pas d'importance !

Quel beau dédain, quel orgueil, quelle modestie... Elle enveloppait, d'un poème à peine séché, la part de gâteau, le triangle de fromage montagnard plus dur qu'une tuile, qu'elle glissait dans mon sac.

— Tu l'as recopié, au moins ?

Elle pivotait sur ses petits pieds, qui furent agiles et dansants. Elle riait, et parodiait le mot héroïque :

— Eh non ! J'en ferai d'autres !

Et j'admirais cette fastueuse, cette désordonnée, cette riche, avec un émerveillement de prosatrice économe...

Quand elle n'avait pas le temps de m'écrire, elle m'envoyait sous enveloppe un bouquet de ses derniers vers. Un 31 décembre, je reçus *Songe*[1] et ces mots : « Bonne année, et toute la tendresse d'Hélène. » Nous ne restions que peu de temps sans correspondre. Tantôt ses lettres étaient des pages d'un ton net et critique, tantôt de frais messages, des chroniques comme échappées à une pensionnaire de génie, empreintes d'une charmante humilité ménagère : « Aujourd'hui je suis toute au blanchissage de mes grands rideaux de mousseline brodée, ceux qui baignent mon petit salon d'une calme lumière de neige... Mes confitures sont des merveilles. Tant en fraises qu'en cerises, puis un peu plus tard en reines-Claude, je puis compter sur soixante pots pour mes repas de fourmi... J'ai devant moi un bel hiver de gourmande... »

Je ne sais plus de quelle année date notre amitié. Je me souviens qu'Hélène Picard, séparée de son mari — ancien sous-préfet — arrivait à Paris pour y savourer sa pauvreté et son indépendance ; elle trouvait à l'une et à l'autre le même goût véhément. Encore jeune, très jolie, blanche et brune comme une fille du Midi, l'œil pailleté, sa plus grande beauté lui venait d'un nez fier, fin, irritable. La première fois qu'elle entra dans mon bureau au *Matin*, elle était toute ornée, selon le goût un peu gitan que Paris n'assagit pas tout à fait, de petits peignes emperlés, de sautoirs à cabochons, de dentelles écrues, et ses longs cheveux roulés en coquillages lui couvraient les oreilles. Le sacrifice de sa chevelure, peu après, lui coûta des tergiversations, des regrets et même des pleurs ; mais elle y gagna un air charmant de bohémienne, un feuillage de boucles à profusion. Enjouée, frugale, spontanée, portant à tout ce qu'elle faisait les façons aimables, l'obligeance et la minutie de la province française, il était difficile de ne pas la croire quand elle nous assurait qu'une modique pension mensuelle lui constituait une manière d'aisance. Pour me convaincre, elle détaillait son budget en comptant sur ses doigts.

La séduction qui s'attache aux femmes enfantines ne quitta pas sa maturité. Elle verrouillait sa porte pour se livrer à un savonnage, à un repassage

1. Vers inédits.

de ménagère exemplaire, et oubliait pendant la nuit la clef à l'extérieur. Ces gais caprices de la confiance n'eurent qu'un temps. Peu à peu l'insociabilité foncière prenait le pas sur la sérénité, sur le goût de muser et de rire. Au coup de sonnette, Hélène s'approchait à pas muets de la porte qu'un coup de poing eût enfoncée, et écoutait. « Qui a sonné ? » criait-elle. Il lui arrivait d'ajouter : « Madame Picard n'est *pa* là... », peu soucieuse que ses « a » méridionaux, clairs et brefs, la démentissent...

Notre amitié une fois nouée, nous ne voulûmes plus que chaque année les vacances d'été la suspendissent ; Hélène Picard se joignit à la petite colonie que la canicule poussait vers la côte bretonne, et qui groupait Francis Carco et sa première femme, les Léopold Marchand, Germaine Beaumont, deux ou trois enfants d'Henry de Jouvenel, de lits divers... A tous je savais un gré extrême d'être de loin mes cadets, d'aimer la mer, le bain, le silence, la gaîté... Hélène Picard semblait la plus jeune de tous, grisée par la mer qu'elle connaissait peu. Elle sautillait dans la vague comme les enfants qui « font trempette », pâlissait, claquait des dents, protégeait, de ses mains en conque, sa gorge de jeune fille et se réfugiait sur le sable chaud, ou dans une combe de serpolet ras et sec...

Carco la plaisantait parfois assez durement. Mais elle se laissait molester par lui avec une sorte de gratitude. Léopold Marchand improvisait pour elle des anecdotes de corsaires, qu'elle écoutait abusée. Les vingt-cinq ans de Germaine Beaumont lui prodiguaient des conseils dits pratiques... Nous nous laissions aller, vis-à-vis d'Hélène, à une familiarité qu'elle ne tentait pas de brider.

Mais quelqu'un des effrontés rencontrait une page manuscrite égarée, toute zébrée de strophes, lisait, cessait de rire, levait un regard incrédule sur notre « petite Hélène », occupée de billes, de medicine-ball trop lourd pour ses poignets délicats ; — la page passait de main en main, et sur son trajet naissaient l'admiration, le respect, la muette promesse de traiter comme nous le devions notre « grande Hélène »... Elle n'eût pour rien au monde supporté longtemps les marques de notre considération. Mais elle ne pouvait empêcher qu'un vers isolé nous touchât, nous hantât de sa durable lumière :

— « *Houleuse fille blanche offerte aux matelots !* » déclamait Léopold Marchand sur la plage, les pieds dans l'écume...

— ..... « *suspendre*
Mon cœur, comme une perle, au cou du rossignol. »
soupirait Germaine Beaumont.

Pourrais-je séparer, de ces étés bretons, le souvenir de certains vers d'Hélène Picard, nourris d'une sensualité informulée, d'une incandescence secrète sur laquelle le poète n'a pas daigné s'expliquer... Cette Bretagne que je perdis, cette parcelle d'Armorique qui fondit entre mes mains imprudentes, du moins les vers d'Hélène me la conservent :

Domaine forestier, ensoleillé d'automne,
Arbres, secrètement sur la mer entr'ouverts...
Le sol sentait le fruit, l'eau morte, la Bretagne,
L'herbe amère....
Le chèvrefeuille errait dans l'ombre incriminée...

Elle nous donna sujet de rêver sur de plus étranges lyrismes. Le dernier recueil qu'Hélène Picard publia, elle l'intitule *Pour un mauvais garçon*. Les soixante-dix poèmes qui forment le volume se comportent comme des rébus voluptueux. Leur éclat, leur richesse plastique, autant que leurs ténèbres dorées, semblent voiler un nom, masquer un personnage... Quel mystique ne s'appliquerait à y discerner les caractéristiques d'un phénomène de possession ? Le volume tout entier, imprégné de mystère, semble soumis à l'envoû-

tement, éclairé par la seconde vue, jeté, comme une fleur assez maléfique, à un visage de chair, jeune et maudit. Baudelaire y rencontre, à peine étonné, les héros des romans de Carco, et parfois leur vocabulaire de langue verte... Les lecteurs de *Pour un mauvais garçon*, je sais qu'ils sont restés éblouis et incertains, qu'ils ont songé sans issue au plus singulier avatar que puisse autoriser une poésie effrénée et chaste. Pour n'être pas tenté de ternir la pureté du poète parmi tant de bouges, de brownings, d'absinthes, d'hôtels meublés et d'édredons jaunes, de coups de sifflet et de lames d'azur, il n'est que de lire ou relire, dans *Sabbat*[1], en quel mépris Hélène Picard tint toute sa vie la sorte avide de consommatrices qu'elle nomme les « Madame Combien-de-fois ».

Tiré à sept cents, le surprenant poème fit un prompt naufrage commercial, auquel il ne semble pas que son éditeur, André Delpeuch, ait survécu. J'eus le bonheur de sauver quelques volumes de *Pour un mauvais garçon*, outre celui que l'auteur me donna ; j'ai la chance de pouvoir le relire. Nous y sommes loin des premières œuvres d'Hélène Picard, de *L'instant éternel* couronné par l'Académie, de *Nous n'irons plus au bois*... Où sont les fontaines et l'humide clair de lune, le piano étouffé, tout ce qui pleure et tinte si cristallinement dans *Province et capucines ?* Où, le vers le plus audacieux — si jeune fille encore — de *L'instant éternel :*

« *Je l'aimais tant qu'il me semblait l'avoir volé !* »

Les forges d'un enfer personnel rougeoient dans *Pour un mauvais garçon.* L'étrange bourrasque immobile qui emporte Hélène Picard hallucinée, Berlioz l'eût appelée « Le voyage de Méphisto ». Mais le poète a décidé que son Tentateur porte casquette à carreaux et pochette groseille, sans que d'ailleurs sa puissance séductrice en soit diminuée. Il traîne donc sa proie bienheureuse et suppliciée à travers une gloire baudelerienne de démons aux yeux purs et d'anges gardiens à demi-damnés... Qu'est-ce à dire ? Et que nous faut-il craindre ?

Rien. Ce sont là des prestiges de la poésie, des mirages — bref ce qui est, à un poète, le plus facile. Ce que, confidente privilégiée, j'en pourrais traduire au profit de la stricte et trompeuse vérité, je le tairai. La vérité n'a jamais détourné Hélène de s'endormir tous les soirs sur son petit lit aux couleurs de la Vierge, d'y fréter son tapis volant et de courir ce qu'il est convenu de nommer « les bouges », d'enfreindre les seuils « infâmes », et, ayant effleuré la nuque parfumée des mauvais garçons, de s'éveiller au premier rayon, au premier appel des perruches jaseuses...

Ces grandes dissipations, ces grandes divagations ? Ce n'est rien, rien que la Poésie. La Poésie seule possède, prend, laisse, distribue, à ses tenants éternels, ce que, parcimonieux, l'amour humain émiette entre ses créatures.

Je n'écris pas ces lignes en vue d'analyser l'œuvre d'un poète qui s'égale aux plus grands, et qui se montre à chaque moment admirable. J'aimerais ranimer autour de son nom le mouvement d'attention, la mémoire, la juste déférence. De son vivant, je ne pouvais m'y employer. Elle ne me l'aurait pas permis. Car bien avant sa mort, sa volonté fut de disparaître, de nous quitter presque tous, de n'avoir plus contact qu'avec la musique des oiseaux et des ondes, à laquelle elle abandonnait, chaque jour davantage, son oreille sensible... Bien loin de travailler à la désespérer, son long, son cruel séjour à l'hôpital ranime en elle l'ancienne Hélène, une coquetterie de jeune femme, une curiosité émue pour la douleur humaine qui l'entoure, pour les enfants très jeunes, et surtout une joyeuse reconnaissance envers le professeur Moreau, qu'elle appelle son « azur total ».

Le ton de ses lettres s'assombrit pendant sa convalescence au joli petit

1. Un vol. prose, Ferenczi, éditeurs.

château du Val. Vain été, ombrages inutiles : je visite, là, une Hélène intolérante, frondeuse comme une lycéenne, irrévérencieuse envers les vieillards fussent-ils décoratifs, les anciens magistrats même imposants, coquette avec les lieutenants-colonels encore verts, et sévère aux rites de la table d'hôte... Elle n'y tient plus, s'évade, retourne à son petit logis parisien où du moins la canicule est blanche et bleue, où le bord de sa fenêtre accueille, entre la touffe de capucines et les promesses d'un glaïeul, un minuscule potager d'ail, de thym et de persil...

Expansive à ravir, Hélène, dans nos entretiens, semblait n'avoir pas de secrets. Mais un autre visage était celui de sa solitude. On ne le pouvait guère surprendre que par brefs et furtifs intervalles, et lorsqu'elle se laissait descendre dans une profonde rêverie. Quelle violence, sur des traits tout latins, pétris, remaniés par l'expression d'une mystérieuse fureur... La douceur venait, et comme par prudence, éteindre cette flamme : « Ne faites pas attention, ma Colette ! c'est l'heure où je fais peur aux enfants ! » Et elle rendait, à ses yeux pierre-de-montagne, leur paillette bienveillante. Quels buts visaient le courroux mystérieux, le lancer de fluide et de flèches ? Je ne sais.

Il est certain qu'une ombre funeste s'avance sur elle, et je ne parle pas seulement d'un dommage osseux, difficile à soigner, impossible à guérir. Ce n'est pas le mal physique qui ternit sa saine pâleur rosée, sa carnation de tubéreuse.

Longtemps auparavant, ses lettres laissent apparaître le soupçon morbide : « Je viens, m'écrit-elle, de faire poser à ma porte pour plus de cinq cents francs de verrous. J'ai l'intuition, la preuve *morale*, que l'on pénètre chez moi. » Et puis elle se met à croire qu'on détourne son courrier. Et puis elle ne se fie qu'à la poste restante... Elle m'écrit : « Si je ne tenais pas à cette maison par tant de fibres, je la quitterais, j'ai les preuves qu'on m'y épie. Mais ailleurs ce serait même chose ou pire... » La nuée menaçante va-t-elle s'épaissir ? Hélène Picard connaît des rémissions, elle n'en est pas encore à perdre son sens du comique, sa verte moquerie : « Mon père et ma belle-mère, venant de Foix, me firent visite, et je ne savais que leur dire. Une entrevue par quart de siècle, ça n'alimente pas la conversation. Enfin ils partirent, me laissant... une petite boîte de gâteaux secs. »

Sa vivacité d'esprit et d'observation l'entraînaient à des discours critiques, qui n'étaient ni tendres, ni injustes, mais scrupuleux, et beaucoup plus modernes que n'est son exaltation poétique. J'ai sous les yeux une lettre, où je vois qu'elle vient seulement d'apprendre la mort de la comtesse de Noailles, alors que depuis une semaine déjà l'illustre morte est en repos... Le regret d'Hélène Picard ne simule aucune douloureuse stupeur, n'emprunte pas de dehors affectueux. La poésie est seule en jeu, et au nom de la poésie Hélène Picard s'épanche.

« *Malgré mon admiration et l'étonnement dont me frappait ce grand poète, je ne me sens pas en deuil. Pouvait-on l'aimer, à la manière humaine ? Il semble que non. Comme un astre trop flamboyant, il repoussait toute effusion, toute confidence. Ce culte des héros, qu'Anna de Noailles a célébré avec un acharnement oriental, m'a toujours épouvantée. Je le lui ai dit un jour. Mais j'honore en elle sa fidélité à sa poésie, sa foi en son génie et, avec une indulgence attendrie, le sentiment qu'elle avait de sa destinée exceptionnelle. Tout cela est très grand, et l'a aidée à souffrir dans sa chair périssable, dans sa misère de n'être plus la Jeune Muse de l'époque barrésienne. Elle a été gronder et gémir sur les sommets. Mais si elle n'avait pas irrémédiablement oublié de rire dans les vallons, sans doute ne vous aurait-elle pas demandé, du sein de sa solitude orgueilleuse et aride,* « comment on

peut vivre sans l'amour » ? *Voilà qui pourrait faire douter de son authenticité poétique. Si pour le poète* tout *n'est pas amour, qu'est-ce donc que la poésie? On a l'importance qu'on se donne, a dit Lucie Delarue-Mardrus. Le mot est spécifiquement applicable à la comtesse de Noailles. Peut-être, pourtant, est-elle partie très pauvre, parce qu'elle n'a cru qu'à l'hommage idolâtre, qu'avec tant de désespoir elle a demandé à ce monde éphémère. Mais je lui dis avec beaucoup de tristesse adieu. Nous ne nous reverrons pas.* »

Ce ton un peu « article », cette sorte d'éloquence faite pour le parvis et l'estrade, Hélène Picard les atteignait sans le moindre effort, et je l'aurais bien étonnée en lui disant que par là justement elle ressemblait à madame de Noailles.

La prose lui était facile et négligeable ; sa véloce écriture inclinée — si différente des graphismes importants par lesquels beaucoup de femmes, aujourd'hui, affirment leur virilité — couvrait en quelques minutes des pages et des pages. L'alexandrin envahissant enfantait des rejets, s'élançait en pattes d'insecte, en mandibules aiguës... Active, sensible, joyeuse écriture, qui me transmit combien de messages précieux, et les puérils appels au secours : « A l'aide, ma Colette ! Voilà qu'encore une fois je n'ai plus de papier bleu ! Voilà que de nouveau, dans l'encre de chez ma papetière, on a délayé la voie lactée ! Voilà que les becs de ma dernière plume « sergent-major », brutalisée par ma poigne... d'adjudant, sont tordus, comme le bec de l'oiseau qui s'appelle — naturellement ! — le bec-croisé... »

Cette élégante écriture acérée, son immatérialité me troublait lorsque le poète la mettait au service de son vers, dirai-je, le plus pulpeux, vers ailé et massif tout ensemble, chargé comme d'un poids de chair :

« Toi qui fus ma bête et ma fleur,
Et la jungle de ma caresse...

. . . . . .

Cette bassesse sourde, amoureuse et pâmée...

. . . . . .

Chaque fois que mes yeux s'abîmaient dans tes yeux,
L'inceste nous frôlait de sa patte animale...

. . . . . .

Ton silence insolent, ta paresse légère,
Et ton cœur pavoisé, ô Chaland des faubourgs ! »

. . . . . .

Et cette menace, plus brutale encore qu'amoureuse, inattendue :

« Tu ne quitteras plus les hontes triomphales
Qu'inventa, cette nuit, mon vieux démon charnel. »

Nous bronchons sur ces deux vers sombres, sensuels et réticents, accordés à la température qui règne dans *Pour un mauvais garçon*. S'il s'agissait d'un autre poète, je me dirais que lorsqu'elle les écrivit, Hélène Picard arrivait à l'âge de la puissance, qui souvent coïncide avec le temps de l'exigence amoureuse. Mais sa « saison en enfer » n'a pas connu, j'en répondrais, de géhenne déshonorante. Fions-nous à des fraîcheurs verbales qui abondent sous sa plume :

« J'étais comme le vent incertain qui balance
Une rose narquoise à la porte d'un bal... »

Fions-nous au congé dédaigneux qu'elle donne à une jeune ombre virile, page crépusculaire qui prétend suivre ses pas :

« Mais comme il devint importun,
Il comprend que j'ai, dure et fine,
Des dards autour de mon parfum
Ainsi que la fière aubépine... »

Requise par un penchant au végétarisme, obsédée d'aversion pour le sang captif dans les viandes rouges, elle décida de ne plus toucher à la chair des bêtes ; une privation totale, administrée comme un caprice, hâta sa fin. Elle avait une si séduisante, une si gourmande manière de dépeindre ses frairies de champignons grillés, de radis roses, de poireaux en vinaigrette, que je fus loin de la croire en danger. J'ai dit qu'elle ne se trahissait jamais. Sa subtilité de bohémienne en savait plus long que nous, et d'ailleurs quelle dissimulation peut lutter avec celle d'un enfant ? Parmi tous les noms que je lui donnais, je l'appelais l' « enfant perfectionné ». Elle fut capable de taire si parfaitement, si longuement son mal, qu'aucun délai ne s'écoula entre sa dissimulation rassurante et la sombre nécessité d'envisager le pire.

Du moins les menaces directes de la guerre semblent avoir passé sur le toit fragile de la rue d'Alleray sans émouvoir celle qui dormait parmi les opalines bleues et les grands rideaux de tulle brodé. Elle ne croyait qu'aux périls des évocations. Du bord fleuri de sa fenêtre, elle suivait dans le ciel les trajectoires colorées, et entendait d'une âme ferme le bruit du canon, l'alerte chromatique. Rien n'aura, que la mort, interrompu « le rosaire des rimes » qui s'égrenait, à tout souffle, autour d'Hélène Picard. Qoiqu'elle ne bougeât plus, le reste de son existence fut une évasion progressive et concertée. Cette courageuse fuit ; cette vive présence perd son épaisseur ; l'errante, la fidèle des quartiers excentriques, des marchés colorés, des petites boutiques à portillons et à sonnette, se fige... Pis que cela : elle se résorbe. Elle supporte encore qu'un rayon bénin la touche : les regards d'un indifférent, d'un petit commerçant de son quartier, d'un enfant commissionnaire, elle les admet dans l'ombre d'un couloir, à la faveur d'une porte qu'elle entre-bâille... Il semble qu'elle craigne de fondre comme givre à la chaleur d'une commisération affectueuse... Je voudrais ne rien savoir, ne rien écrire d'un moment où la force ennemie la diminua, la courba appuyée sur deux bâtons, rabattit vers la terre le regard brun et doré épris de tout ce qui était haut, ailé, céleste — mais il faut pourtant qu'une ferveur affectueuse fasse connaître que le poète meurt à l'hôpital, en 1945, comme il fût mort en 1830.

Sauf la misère qui lui fut épargnée, un cruel romantisme disposa, autour de ce grand poète-ci, l'hôpital réduit à une salle commune, la journée d'hiver, un va-et-vient de passants inconnus. Au sein d'un tel décor, le poète meurt muet, évasif, terriblement attaché à sa solitude. A nous maintenant de rouvrir ses livres, de répéter son nom, de fleurir, au cimetière de Bagneux, le tertre nu qui n'a pas encore reçu d'autre hommage

« Sur un corps qui fut blanc, parfait et radieux.
Qu'une stricte poignée empruntée à la terre... »

COLETTE

Nous publions ci-dessous un poème d'Hélène Picard, extrait de son recueil : Pour un mauvais garçon.

DÉLIVRANCE

O perroquets si lourds d'un si léger plumage,
J'aime à vous voir régner sur le trafic des ports,
Dans ces limpides bars couleur du paysage
Où l'on tache de gin les nobles passeports.

Transpercé de couchant, qu'un phonographe saigne,
Qu'une fille s'enroue au brouillard de l'alcool,
Que l'excentrique mer brille comme une enseigne,
Qu'importe à l'arc-en-ciel captif de votre vol...

Qu'un jeu de dominos s'écroule sur la ruine
D'un frais marchand de fleurs, d'huîtres ou de corail,
Que la chanson des ports ait mal à la poitrine,
Qu'importe à la langueur de vos chauds éventails...

Qu'un triste matelot, sur son caban, épuise
Les ressources du soir et de l'accordéon,
Qu'importe à votre huppe orange, bleue et grise,
Pareille, vains oiseaux, au punch de l'horizon !

De toutes les couleurs, aux rires des fontaines,
Vous mangiez un biscuit quand Rimbaud s'embarquait,
Il ne vous atteint pas l'affreux cri des sirènes,
Dans les bars de cristal, éclatants perroquets,
Frivoles favoris des sombres capitaines.

HÉLÈNE PICARD

LES MAL AIMÉS

PERSONNAGES

M. DE VIRELADE, 60 ans.
ALAIN, 23 ans.
ÉLISABETH DE VIRELADE, 29 ans.
MARIANNE DE VIRELADE, 17 ans.
ROSE, 17 ans.

ACTE PREMIER

Le bureau de M. de Virelade, dans une grande maison de campagne. On voit de la verdure par les fenêtres. C'est le milieu d'une après-midi de printemps. Marianne de Virelade entre, suivie par son amie Rose, hésitante.

SCÈNE PREMIÈRE

Rose, Marianne.

ROSE. — Non, Marianne, tu sais bien qu'il est défendu d'entrer dans le cabinet de ton père...

MARIANNE. — Je déteste cette pièce, et pourtant j'y resterais des heures...

ROSE. — Si ton père arrivait tout à coup ! Je t'en prie, Marianne, viens.

MARIANNE. — N'aie pas peur : il reste à Bordeaux le plus tard possible... Et comme son vieux chauffeur met deux heures pour faire les soixante kilomètres qui nous séparent de la ville... tu vois que nous avons tout le temps...

ROSE. — Oui, mais quand c'est ton père qui conduit, il va à des vitesses folles.

MARIANNE. — Autrefois peut-être... C'est bien rare aujourd'hui qu'il prenne le volant.

ROSE. — Pourquoi cela ? Il n'est pas si vieux !

MARIANNE. — Parce qu'il n'est plus en état... Oh ! bien sûr, autant qu'il ait bu, il sait à peu près se tenir...

ROSE, *scandalisée*. — Marianne ! Comment oses-tu !

MARIANNE. — Cela m'amuse de te faire rougir. Voilà, mademoiselle, ce qu'il faut entendre quand on accepte de fréquenter la petite Virelade !

ROSE. — Tu sais bien qu'Elisabeth ne veut pas que nous parlions de ces choses.

MARIANNE. — Et s'il me plaît à moi d'en parler ! Je n'ai pas d'ordre à recevoir de ma sœur.

ROSE, *avec reproche.* — Oh ! Marianne ! c'est mal ! Une sœur qui t'a élevée, qui a été ta vraie mère, qui est ton aînée de dix ans !

MARIANNE. — De treize ans, tu veux dire : j'en ai dix-sept et Elisabeth touche à la trentaine sans en avoir l'air.

ROSE. — Pour cela non, elle n'en a pas l'air... J'ignore si c'est son regard ou son sourire qui lui donnent cette expression enfantine...

MARIANNE. — Parce que tu ne la vois pas le matin au réveil... Quelle horreur d'avoir trente ans ! Moi, quand j'aurai trente ans, je me tuerai.

ROSE. — Pourquoi fais-tu la méchante ?

MARIANNE. — Je ne fais pas la méchante... Je suis méchante.

ROSE. — Si tu l'étais, tu ne saurais pas que tu l'es.

MARIANNE. — D'ailleurs, au fond, comme vous tous ici, comme papa, comme ton frère Alain, comme les domestiques, j'adore Elisabeth...

ROSE. — Crois-tu que j'en aie jamais douté ?

MARIANNE. — Je l'adore, oui, mais sa perfection m'accable.

ROSE. — Tu exagères cette perfection. Elisabeth est plus humaine que tu ne crois, elle a ses faiblesses, je t'assure. Et même je lui en connais qu'elle n'ose pas t'avouer... Hier encore, elle me confiait...

MARIANNE, *avec irritation.* — Non et non ! C'est assez comme cela ! Ne parlons plus d'Elisabeth. Rappelle-toi ce que tu m'as promis : tu es venue pour moi, aujourd'hui, pour moi toute seule.

ROSE. — Que tu es compliquée, Marianne ! Qu'il est difficile de vivre avec toi !

MARIANNE. — Avoue-le, ce n'est pas moi que tu aimes, c'est Elisabeth.

ROSE. — Mais je t'aime aussi, Marianne !

MARIANNE. — Ah ! vraiment ? Tu m'aimes *aussi ?* Sais-tu ce que cet « *aussi* » a d'horrible ?

ROSE, *l'attirant à elle.* — Non, je ne le sens pas le moins du monde... Tu te rappelles, au lycée, quand Mademoiselle Gaudherot t'appelait : « Marianne, petite fille insatiable... » ?

MARIANNE. — Oui, elle disait aussi que j'avais une vocation de souffrance... Moi qui n'aime que le bonheur ! Embrasse-moi encore... Ah ! Rose, c'est vrai que je souffre.

ROSE. — Est-ce qu'on souffre à notre âge ? De quoi peut-on souffrir ?

MARIANNE. — Moi, je souffre... Oh ! des cigarettes ! et des douces, celles que papa déteste, mais qu'il offre aux dames... parce que tu sais, quelquefois, il reçoit des dames ici...

ROSE. — Comment ! Il reçoit des dames ?

MARIANNE. — Bien sûr que nous le gênons... Surtout Elisabeth ! Mais sa vieille amie, Madame Salvator, est terriblement jalouse, tu comprends ? A Bordeaux, elle le fait surveiller... Alors il n'est tranquille qu'ici.

ROSE. — Ecoute, si tu commences à me raconter des horreurs, je m'en irai.

MARIANNE. — Je pense à tout ce qui a dû se passer dans cette pièce... Crois-tu que les murs se souviennent de ce qu'ils ont vu ?

ROSE. — Tu parles à tort et à travers.

MARIANNE. — Ah ! Rose, je voudrais que tu m'aimes ! Mais c'est impossible... Tu ne comprends rien aux choses que je te dis.

ROSE. — Parce qu'elles n'ont ni queue ni tête. Ecoute, Marianne, le temps passe et il faut absolument que je te parle d'Elisabeth.

MARIANNE. — Encore Elisabeth ! Eh bien ! figure-toi que, moi aussi, je brûle de te confier un secret à propos d'elle...

ROSE. — Un secret ?

MARIANNE. — Oui, écoute : ce n'est pas vrai qu'Elisabeth soit une perfection : j'en possède la preuve.

ROSE. — Je devine ce que tu vas me raconter...

MARIANNE. — Tu ne peux le deviner... puisque je te dis que c'est un secret et que je suis seule à le connaître ! Mais je veux le partager avec toi, parce que tu es mon amie... Eh bien ! voilà : Elisabeth a fait quelque chose de mal, de très mal.

ROSE. — Quelque chose de très mal, Elisabeth ? Allons donc ! Je suis sûre d'avance que ce n'est pas vrai.

MARIANNE. — Ah ! s'il s'agissait de moi, tu le croirais tout de suite, avoue-le ! Et pourtant... Rose, sais-tu que ma mère, la veille de sa mort, a fait appeler Elisabeth ?

ROSE. — Oui, et qu'Elisabeth a refusé de répondre à cet appel...

MARIANNE. — Tu le savais ? C'est d'elle que tu le tiens ? *(Rose fait un signe d'assentiment.)* C'est donc qu'elle te raconte tout... Déjà !

ROSE. — Oui, elle m'a tout expliqué. Ton père lui avait interdit d'aller chez votre mère qui ne vivait pas seule...

MARIANNE. — Et papa, crois-tu donc qu'il vivait seul ?

ROSE. — Lui, du moins, ne vous avait pas abandonnées !

MARIANNE, *ardemment.* — Rose, il ne faut pas penser du mal de ma pauvre maman.

ROSE. — Quel âge avais-tu quand elle s'est enfuie ?

MARIANNE. — Près de trois ans... Mais il est vrai que je ne me souviens pas d'elle. Toutes ses photographies ont été arrachées de l'album. Pourtant, si elle ouvrait cette porte, tout à coup, je la reconnaîtrais...

ROSE. — Ah ! Marianne qui essaye d'être méchante ! Quel cœur tu as pour aimer encore une mère qui t'a abandonnée ! Moi, je ne pourrais pas. Comment peut-on abandonner ses enfants ? Moi, à ta place, je la détesterais.

MARIANNE. — Chère maman ! chère bien-aimée... Octavie, tu sais, ma nourrice, m'a raconté que, la nuit qui précéda sa fuite, maman est restée jusqu'au matin sans se déshabiller... Papa n'était pas rentré comme c'était son habitude... elle est restée assise, toute la nuit, contre mon berceau et m'a regardée dormir...

ROSE. — Si tu t'étais éveillée, tu aurais jeté les bras autour de son cou, et peut-être ne serait-elle pas partie...

MARIANNE. — Mais si ! Bien sûr ! Elle serait partie. Rien n'aurait pu la retenir, puisqu'elle aimait ! Tu comprends ce que cela veut dire ? elle aimait...

SCÈNE DEUXIÈME

Les mêmes, Elisabeth.

ELISABETH. — Vous êtes folles, mes petites, de fumer dans le cabinet de travail.

MARIANNE. — Père ne s'en apercevra pas : nous fumons des cigarettes douces.

ELISABETH. — Tu crois cela ? Eh bien ! moi, je te parie que la première chose qu'il verra en entrant, c'est cette cendre sur le tapis, sur la table...

MARIANNE. — Et après ! il ne nous mangera pas...

ELISABETH. — Je comprends que tu t'en moques, ma petite Marianne, ce n'est pas sur toi que l'orage risque de crever...

ROSE. — C'est vrai... je suis désolée ! Il faut nous pardonner, Elisabeth...

ELISABETH. — Voyons, mes petites, je vous gronde, mais c'est pour rire ! Toi surtout, Rose, qui arrives de ton couvent d'Angleterre, tu avais le droit d'oublier que ce cabinet est un lieu inviolable, le Saint des Saints ! Marianne aurait dû t'en avertir... mais tu la connais, elle se met toujours au-dessus des lois.

MARIANNE. — Pas au-dessus de celle-là, justement ! Père a raison de défendre sa solitude. Je trouve qu'il n'est rien de plus nécessaire au monde que quatre murs entre lesquels on ait le droit d'être seul... Moi, je n'ai jamais été seule depuis que je suis née.

ELISABETH, *avec douceur.* — Tu sais bien, ma chérie, que, si je partage encore ta chambre, c'est parce que notre père l'a exigé.

MARIANNE. — Mais je ne te reproche rien ! J'imagine que tu en souffres autant que moi et qu'à certaines heures tu dois avoir envie, toi aussi, de me jeter par la fenêtre.

ELISABETH. — Eh bien ! non, ma petite Marianne, figure-toi que je n'ai jamais eu cette envie. Bien au contraire ! Quand tu étais petite, je me sentais moins seule, quand je t'entendais respirer, la nuit, ou parler dans tes rêves... Et, aujourd'hui encore, ta présence me rassure...

MARIANNE. — Oui, crois-tu qu'à son âge, Elisabeth a peur, la nuit !

ROSE. — Dans cette grande maison mal fermée, j'aurais peur comme elle... au milieu d'une campagne perdue, à un kilomètre du village.

ELISABETH. — Ce n'est pas parce que j'ai peur que je suis heureuse de partager ta chambre, ma chérie. Quand tu dors, plus rien ne nous sépare, je ne t'irrite plus, j'ose t'embrasser...

MARIANNE. — Ce que tu es pathétique, aujourd'hui, Elisabeth ! Si tu continues sur ce ton, Rose va pleurer.

ELISABETH. — Pourquoi es-tu méchante ? Qu'ai-je fait encore ? Ah ! je devine ! Tu m'en veux d'avoir chargé Rose de t'avertir... C'est vrai que j'aurais dû t'annoncer moi-même... Je n'ai pas osé.

MARIANNE. — Tu avais chargé Rose de m'avertir ? A propos de quoi ?

ELISABETH. — Rose ne t'a rien dit ?

ROSE. — Non, Elisabeth, j'allais le faire quand vous êtes entrée... Vous savez comme est Marianne et comme c'est difficile avec elle de placer un mot...

MARIANNE. — Ah ! c'est toi qui m'avais envoyé Rose ! Je m'étonnais aussi ! (*Imitant Rose.*) « Je veux te voir seule, ma petite Marianne, toi seule, sans Elisabeth... » Je n'en revenais pas ! mais j'ai marché à fond, comme toujours.

ROSE. — Je te jure, Marianne, c'était bien toi que je venais voir... Ce n'est pas parce qu'Elisabeth m'avait chargée d'un message...

MARIANNE, *avec rage.* — Ainsi, tu es venue pour le compte d'Elisabeth, et moi, pauvre idiote, je me disais : « Aujourd'hui, c'est avec moi que Rose préfère passer cette journée... »

ROSE. — Mais, ma chérie...

MARIANNE. — Non, je ne suis plus ta chérie, c'est fini entre nous, je te déteste, va-t'en.

Marianne s'éloigne vers le fond de la scène, tandis qu'Elisabeth entraîne Rose vers la sortie.

ELISABETH. — Marianne ! Tu n'as pas honte (*A Rose, à mi-voix.*) Il vaut mieux la laisser, demain elle sera calmée. Tu connais son cœur...

ROSE. — Elisabeth, vous lui expliquerez...

ELISABETH. — Oui, ne t'inquiète pas... mais Dieu sait comme elle va prendre la chose... Il faut lui pardonner : c'est une enfant que tout blesse...

ROSE. — Alain ne va plus tarder... Ne le retenez pas trop longtemps, je vous en supplie, Elisabeth ! Vous pensez si maman et moi nous sommes impatientes.!

SCÈNE TROISIÈME

Les mêmes, moins Rose.

MARIANNE, *remontant.* — Il s'agit de son frère, n'est-ce pas ? Il s'agit d'Alain ?

ELISABETH. — Ecoute, Marianne : j'ai été sotte de ne pas te parler moi-même, j'ai manqué de franchise... Mais c'est que tu es tellement nerveuse depuis quelques jours, tellement irritable !

MARIANNE. — Il s'agit d'Alain et de toi ?

ELISABETH. — Oui... Tu vois qu'en fait de secret...

MARIANNE. — Non, je ne devine pas, je t'assure.

ELISABETH. — Voyons, ma chérie, tu sais bien qu'Alain...

MARIANNE. — Je sais que déjà au lycée il dépérissait à cause de toi, bien sûr ! Nous en avons assez ri, nous nous sommes assez moquées de lui...

ELISABETH. — Mais ce n'est pas vrai ! Moi je n'ai jamais ri !

MARIANNE, *avec une angoisse contenue.* — Où est donc le secret ? Il n'y a pas de secret. Que peut-il y avoir de plus que son amour pour toi ? Il ne peut rien y avoir de plus.

ELISABETH. — Réfléchis un peu, Marianne.

MARIANNE. — Il ne veut pas t'épouser ? Non tout de même ! ce serait trop drôle...

ELISABETH. — Drôle ? Pourquoi donc ?

MARIANNE. — Il veut t'épouser, toi, son aînée de dix ans ?

ELISABETH. — Non, de sept ans. Je trouve que cela suffit, n'en rajoute pas.

MARIANNE. — Mais tu ne l'aimes pas, Elisabeth ? Tu as beau dire, tu en riais avec moi, tu avais pitié de lui...

ELISABETH. — Maintenant, c'est de moi que j'ai pitié.

MARIANNE. — Je ne comprends pas.

ELISABETH, *l'attirant à elle.* — Ma chérie, tu vois, je me confie, je me livre comme j'aurais dû le faire depuis longtemps. C'est que tu es si ombrageuse ! J'avais peur de te faire de la peine... J'avais peur que tu me soupçonnes de vouloir l'abandonner. Mais sois tranquille, je ne te quitterai jamais, quoi qu'il arrive... Tu ne m'écoutes pas, Marianne...

MARIANNE. — Pourquoi disais-tu que c'est de toi que tu as pitié ?

ELISABETH. — C'est qu'il est terrible, à mon âge, de jouer sa vie sur un seul être et qui a vingt ans...

MARIANNE. — Pourquoi as-tu perdu toutes ces années ?

ELISABETH. — Oh ! toutes ces années ! C'est vrai que j'aurais pu l'épouser l'an dernier, à son retour du service... Il est encore heureux que je me décide maintenant... Telle que tu me connais, j'aurais été capable d'arriver à la vieillesse, sans m'avouer à moi-même que je l'aimais... Enfin, tu me comprends ? que je l'aimais d'amour...

MARIANNE. — Qu'est-ce donc qui t'a ouvert les yeux ?

ELISABETH. — Je ne puis te le dire.

MARIANNE. — Je crois que je devine.

ELISABETH. — Non, ma chérie, tu ne peux pas deviner.

MARIANNE, *sourdement.* — Il t'a prise dans ses bras... c'est cela, Elisabeth, dis ? Il t'a prise dans ses bras ?

ELISABETH. — Qu'est-ce que tu imagines ? J'ai honte de ce que tu penses. Tu ne vas pas croire...

MARIANNE. — Non, bien sûr, tu n'es pas sa maîtresse...

ELISABETH. — Tu me jures que tu ne le crois pas ?

MARIANNE, *très doucement.* — Et quand tu serais sa maîtresse, ça n'ajouterait rien à cette chose : il t'aime, il va t'épouser.

ELISABETH. — Tu me parles avec douceur, enfin !

MARIANNE, *se pressant contre sa sœur.* — Il va t'épouser !

ELISABETH, *l'embrassant.* — Il m'a suffi de t'ouvrir mon cœur, pour que tu redeviennes ma petite fille.

MARIANNE. — Mais non, je ne suis pas si mauvaise. Je veux bien que les autres aient du bonheur... Quand partez-vous ?

ELISABETH. — Tu veux dire : quand vous mariez-vous ? Cette après-midi, Alain a vu notre père. J'attends la réponse. Tu imagines mon angoisse !

MARIANNE. — Il n'y a pas de quoi être angoissée : il faudra bien, pour en finir, vous passer de son consentement...

ELISABETH. — Moi ? Me passer du consentement de papa ?

MARIANNE. — Tu ne me feras pas croire que tu comptes sur sa bénédiction ? Tu es presque toute sa vie, depuis que maman n'est plus là... Tu occupes même une plus grande place que Madame Salvator, « sa vieille habitude », comme l'appelle Alain...

ELISABETH. — Marianne, je souffre quand tu parles de ces choses, et sur ce ton de moquerie.

MARIANNE. — Je ne me moque pas : si notre père surnage, c'est que tu le retiens à la surface, toi, sa fille chérie...

ELISABETH. — Mais qui te dit que je songe à le quitter ? Alain achèvera sa thèse, il renonce à poursuivre les concours, il s'installera ici. Nous habi-

terons chez sa mère, à deux kilomètres de cette maison. Le docteur Landry se retire et lui passera peu à peu sa clientèle. Je continuerai de vous voir, papa et toi, chaque jour, plusieurs fois par jour...

MARIANNE. — Quel merveilleux programme ! Je suppose que tu l'as déjà exposé à notre père ?

ELISABETH. — Non, bien sûr, Pas encore... J'ai essayé de l'y préparer... mais tu le connais? Quand il ne veut pas comprendre... Bien sûr, il n'ignore rien de mon intimité avec Alain... il la supporte.. il se résignera...

MARIANNE. — Réfléchis une seconde, Elisabeth. Imagines-tu que notre père consente jamais à te partager avec quelqu'un d'autre ? Tu le connais pourtant. Tu es payée pour le connaître.

ELISABETH. — Il souffrira, mais il m'aime. Il souffrira, bien sûr ! mais il préférera sa souffrance à la mienne.

MARIANNE. — Comme si les autres existaient pour lui !

ELISABETH. — Je ne le laisserai pas seul. Tu seras là.

MARIANNE. — Tu sais bien qu'il ne m'a jamais regardée. Je serai toujours pour lui une petite fille qui peut faire n'importe quoi, jouer à n'importe quel jeu, pourvu que ça ne fasse pas de bruit.

ELISABETH. — Il ne faut pas lui en vouloir s'il a paru faire une différence entre nous... Songe que j'étais là, moi, le soir où il a été abandonné, alors que tu dormais au fond d'un berceau. J'étais là, j'ai senti le poids de sa tête sur mon épaule, je n'avais que seize ans. Huit jours après, il a démissionné, lui qui était un officier merveilleux. Je me le rappelle au Concours Hippique l'année où il a eu la coupe ; il se tenait alors... à cause de sa carrière. C'est depuis son malheur qu'il s'est laissé aller. Et moi, quoi qu'il ait pu faire, je ne l'ai plus jamais jugé. Il a été mon enfant, mon enfant malade... A quoi penses-tu ?

MARIANNE. — Je pense à ton courage quand il rentre quelquefois, le soir, dans un état à faire peur.

ELISABETH. — Tais-toi ! Cela n'est rien d'accomplir certains gestes, à condition de n'en jamais parler, de n'y faire aucune allusion... Pauvre papa ! La folie, vois-tu, ce fut de lui avoir consacré peu à peu ma vie entière, d'avoir engagé l'avenir... Que ne lui ai-je promis ! Les promesses alors ne me coûtaient guère. Je ne me connaissais pas moi-même...

MARIANNE. — Oui... C'était l'époque où tu te moquais d'Alain, de sa passion pour toi...

ELISABETH. — Je faisais semblant d'en rire : une grande fille a honte d'être troublée par un garçon si jeune... Je ne me l'avouais pas. Je me croyais une créature abjecte parce que je rêvais du petit voisin bien élevé que sa mère me confiait le jeudi et le dimanche, et avec lequel tu avais, toi, la permission de jouer...

MARIANNE, *amère.* — Maintenant ce n'est plus mon compagnon de jeu, c'est le tien !

ELISABETH. — Fais attention, Marianne : tu n'imagines pas comme il est facile de me blesser à propos d'Alain, de me faire du mal.

MARIANNE. — Je ne cherche pas à te blesser, mais pourquoi ne pas parler simplement des choses simples ? Tu as perdu tes belles années au service de notre père. Maintenant, c'est fini d'être héroïque, tu en as assez, tu veux profiter de ton reste... Tu as beau secouer la tête, tu sais bien que c'est là toute ta pauvre histoire ! Mais alors, pourquoi faire durer le supplice ? Un seul coup de hache suffit ! Puisque vous en arriverez toujours à faire ce que

vous avez envie de faire, Alain et toi, partez, partez, et que père n'entende plus parler de vous. Une fois le coup reçu, eh bien ! voilà, ce sera fini, il pourra essayer d'apprivoiser sa douleur, de s'établir dans le désespoir ; il s'arrangera pour attendre la mort...

ELISABETH. — Le crois-tu vraiment capable de tant souffrir ? Tout le monde ne possède pas ton cœur insatiable, Marianne... Rassure-toi : notre père ne recevra de moi aucun mal, je te le jure. Je n'épouserai Alain qu'avec son approbation. Qu'il l'exige, et je renonce à tout. D'avance j'accepte sa réponse, qu'Alain va m'apporter...

MARIANNE. — Si c'était vrai, ton compte serait bon. Mais ce n'est pas vrai : rien ne te retiendra de faire ce que tu as envie de faire. (*A voix plus basse.*) Rien ne nous retient jamais.

ELISABETH. — Depuis que tu es en âge de juger, tu devrais savoir que je suis capable de m'oublier et de souffrir...

MARIANNE. — Comment peux-tu parler de ta souffrance ? Tu aimes et tu es aimée de l'être que tu aimes... Qu'oses-tu demander d'autre au destin ? Qu'exiges-tu de plus que ce bonheur inimaginable ?

ELISABETH. — Tu parles comme une enfant... Tu me comprendras plus tard... Il ne me manque plus rien, il est vrai, plus rien que cette pauvre joie commune à toutes les créatures...

MARIANNE. — Mais si ! Je comprends : dormir librement entre ses bras, contre sa poitrine... tous les soirs, toutes les nuits, autant que vous en aurez à vivre...

ELISABETH. — Oui, Marianne...

MARIANNE. — Cette chose qui reviendra tous les soirs... ce bonheur...

ELISABETH. — Dans une maison qui sera à nous deux seuls...

MARIANNE. — Dans votre maison...

SCÈNE QUATRIÈME

Les mêmes, Alain.

ELISABETH. — Alain ! Alors ? Oui, tu peux parler devant Marianne...

MARIANNE, *moqueuse.* — Quelle drôle de figure tu fais, Alain ! Préfères-tu que je quitte la pièce ?

ALAIN, *troublé.* — Mais il n'y a pas de raison ! Tu sais bien que je n'ai jamais eu de secret pour toi...

MARIANNE, *de même.* — Pas de secret, vraiment ?

ALAIN, *de même.* — Je ne t'ai jamais rien caché... Mais, cette fois, ce n'était pas mon secret, c'était celui d'Elisabeth...

MARIANNE. — Quelle délicatesse !

ELISABETH. — Vous aurez plus tard tout le temps de vous disputer... Je t'en prie, Alain, raconte, vite. Père a été terrible, naturellement ?

ALAIN. — Non... pas si terrible : bizarre plutôt, insaisissable.

ELISABETH. — C'est chez Madame Salvator qu'il t'avait donné rendez-vous ?

ALAIN. — Oui, et j'ai presque dû forcer sa porte ! la vieille ne voulait pas me laisser entrer... J'ai compris pourquoi quand je me suis trouvé en face de M. de Virelade : il était dans un état... ou enfin il paraissait l'être...

ELISABETH. — Pourtant, tu peux être assuré qu'à cette heure-là il avait tout son bon sens...

MARIANNE. — Oui, il ne lui suffit pas de boire, il fait souvent semblant d'avoir bu.

ELISABETH. — Voyons, Marianne !

MARIANNE, *impatiente.* — Eh bien, quoi ? Je ne dis rien d'extraordinaire ! Tu le sais mieux que moi...

Marianne hausse les épaules et s'éloigne pour feuilleter un livre.

ALAIN. — C'est pourtant vrai qu'il feignait une espèce d'hébétude... Mais il a eu beau faire, je me suis aperçu qu'il était lucide : ce visage si pâle, je l'ai vu blêmir encore. Les yeux clos, la tête renversée contre le dossier, il cachait ses mains pour que je ne les voie pas trembler...

ELISABETH. — Tout de même, je lui en avais assez dit pour le préparer... Il a bien fallu qu'il finisse par comprendre ?

ALAIN. — S'il a compris ! Je n'avais pas ouvert la bouche qu'il savait déjà que je venais lui prendre sa fille... Lui qui depuis mon enfance m'appelle Alain, me tutoie, et qui m'a toujours permis de circuler ici, d'entrer et de sortir comme un petit animal familier, sans me prêter la moindre attention, il m'a regardé tout à coup... On aurait dit qu'il me voyait pour la première fois... Ma présence ne lui était plus physiquement supportable. Il m'a presque poussé vers la porte... Oh ! bien sûr, avec ses manières trop aimables, insolentes à force d'être polies, ses manières d'officier noble, quoi ! en protestant jusque dans le vestibule que c'était à toi de décider, que cela ne le concernait plus, qu'il te parlerait dès ce soir...

ELISABETH. — Eh bien ? Mais alors...

ALAIN. — Oui, mais sur quel ton de moquerie ! Je te jure qu'il ne mettait pas en doute que le petit étudiant en médecine qui était là, tremblant, allait être bientôt balayé... Il connaît sa force, il sait trop bien que tu ne lui résistes jamais !

ELISABETH. — Je lui résisterai ce soir, Alain...

ALAIN. — Non, non ! Tu te laisseras gagner par le mépris qu'il a de moi.

ELISABETH, *l'attirant à elle.* — Te mépriser ! Oh ! mon petit...

ALAIN, *se dégageant et à voix basse.* — Fais attention, Marianne nous observe.

ELISABETH, *de même.* — Qu'est-ce que ça fait, maintenant qu'elle est avertie...

ALAIN, *de même.* — Non ! Pas devant elle... Ecoute, ton père a raison, c'est tellement vrai que je suis indigne que tu m'aimes ! Et pourtant, c'est parce que tu m'aimes que j'existe. C'est ma vie, au sens le plus physique, oui, ma vie, que tu vas défendre ce soir... Si tu te retirais de moi, Elisabeth, tu me rejetterais au néant... Ça te fait rire ?

ELISABETH, *l'attirant encore à elle.* — Oui, je ris. Je suis heureuse parce que tu souffres...

ALAIN, *se dégageant.* — Non, ne m'embrasse pas... Je te dis qu'elle nous regarde.

MARIANNE, *se rapprochant.* — Je sais bien que je devrais m'en aller, je n'ai pas encore l'habitude...

ELISABETH. — Tu es folle, ma chérie ! Je t'interdis bien d'avoir de pareilles pensées !

ALAIN. — D'ailleurs, il faut que je rentre : ma mère et Rose m'attendent, elles doivent être impatientes... Je reviendrai ce soir aux nouvelles, après dix heures, lorsque M. de Virelade sera couché...

ELISABETH. — Oui, à cette heure-là, nous nous serons expliqués... Aie confiance, mon petit. A ce soir !

MARIANNE. — Tu ne l'accompagnes pas, Elisabeth ?

ELISABETH. — Oh ! non ! Si père rentrait plus tôt que de coutume et que je ne fusse pas là... Aujourd'hui surtout !

MARIANNE. — Ne puis-je l'accueillir à ta place ? Si tu nous quittes, il faudra bien pourtant qu'il s'habitue à ma figure !

ELISABETH, *hésitante.* — Vraiment, Marianne ? tu voudrais ? Mais non, c'est impossible, il est peut-être malade...

MARIANNE. — Ne t'inquiète pas : je sais ce qu'il faut faire, je l'aiderai à s'étendre, je lui donnerai ses gouttes d'ammoniaque... Profitez de ce qu'il fait jour encore pour passer par le bois de Berge. A cette heure-ci, vous y serez seuls.

ELISABETH. — Mais nous ne cherchons pas la solitude ! Après tout, c'est vrai que j'ai des chances d'être de retour avant que père soit là... Alors, à tout à l'heure, ma chérie. Faut-il prendre un chapeau ?

ALAIN. — Non, ce n'est pas la peine...

MARIANNE. — Mais si ! Le soleil couchant est mauvais. Je vais chercher ton chapeau de paille...

ELISABETH, *sortant.* — Non, laisse... Je crois qu'il est dans le vestibule.

Pendant sa brève absence, les quelques répliques suivantes s'échangent à voix basse et vite.

ALAIN. — Marianne !

MARIANNE, *tendre et calme.* — N'aie pas de remords, sois heureux.

ALAIN. — Je ne puis avoir de bonheur en ce monde, si tu souffres.

MARIANNE. — Je ne souffre presque pas.

ALAIN. — Je t'expliquerai...

MARIANNE. — Inutile : j'ai tout compris.

ELISABETH, *revenant avec son chapeau.* — Vous vous disputez encore ?

MARIANNE. — Au contraire, nous faisions la paix.

ELISABETH, *l'embrassant.* — Si papa rentre avant moi, dis-lui bien que je serai là pour le dîner...

Marianne demeurée seule va s'asseoir au bureau de son père et y demeure un instant, le regard fixe. Toujours assise, elle ouvre un tiroir, y prend quelque chose qu'elle regarde : c'est un revolver. A ce moment, M. de Virelade entre. Elle repousse vivement le tiroir et se lève. M. de Virelade dépose son chapeau et son manteau sur une chaise et aperçoit Marianne.

SCÈNE CINQUIÈME

M. de Virelade, Marianne.

VIRELADE. — Qu'est-ce que tu fais là ?

MARIANNE. — J'étais entrée par hasard... je me suis sentie fatiguée...

VIRELADE. — Pourquoi est-ce toi qui es là ? Où est Elisabeth ?

MARIANNE. — Elle vient de sortir. Elle sera rentrée pour dîner.

VIRELADE. — Elle est sortie seule ?

MARIANNE. — Oui, je crois... seule.

VIRELADE. — Ah ? Tu crois ? Tu n'en es pas sûre ? Il y a une chose en tout cas qu'il importe que tu saches : tu ne dois pas entrer dans cette pièce. Combien de fois faudra-t-il te le répéter ? Je ne permets à personne, pas même à ta sœur, d'y pénétrer en mon absence... Qu'est-ce que c'est que cette cendre-là, sur mon bureau et sur le tapis ? Tu viens fumer ici maintenant ? Ça, c'est le bouquet ! Tu n'as pas de langue pour répondre ? (*Il fait le tour de la table et s'approche de Marianne.*) Qui a ouvert ce tiroir ? C'est toi qui as ouvert ce tiroir ? J'espère que tu ne t'es pas permis de toucher au revolver ? Mais si ! On y a touché ! Il n'est plus à sa place...

MARIANNE. — Je l'ai regardé, simplement.

VIRELADE. — Que voulais-tu faire ? Dis ? Réponds !

MARIANNE. — Je n'avais aucune idée mauvaise, papa. Ce n'est pas la première fois que je m'amuse à regarder le revolver. Déjà, quand j'étais petite, c'était un de mes plaisirs, quand vous n'étiez pas là...

VIRELADE. — Est-ce donc si intéressant, un revolver, pour une petite fille ?

MARIANNE. — Mais oui... C'est drôle, je trouve, cet objet, cette chose qui tient tout entière dans la main et qui suffit à vous jeter hors de la vie...

VIRELADE. — Eh bien ! tu renonceras à cet amusement désormais ! C'est compris ?

MARIANNE. — Oui, papa.

VIRELADE. — Va-t'en, laisse-moi. (*Elle s'éloigne, il la rappelle.*) Marianne ! Je voulais te demander : pourquoi aujourd'hui plutôt qu'un autre jour ?

MARIANNE. — Je ne comprends pas votre question.

VIRELADE. — Pourquoi as-tu regardé ce revolver aujourd'hui plutôt qu'un autre jour ?

MARIANNE. — Est-ce que je sais, moi ? Par désœuvrement, je suppose!

VIRELADE. — En es-tu sûre ?

MARIANNE. — Mon pauvre papa, je vois bien que vous vous faites des idées... Non, rassurez-vous... je tiens terriblement à la vie, je m'y accroche de toutes mes griffes ; je ne sais pas ce qu'il faudrait pour me faire lâcher prise !

VIRELADE. — Que se passe-t-il donc qui te force à te raccrocher à la vie ?

MARIANNE. — C'est une façon de parler... Je suis quelquefois un peu triste, comme beaucoup de jeunes filles, je suppose. Toutes les jeunes filles ont des moments de tristesse... Ne vous faites pas de souci.

VIRELADE. — Marianne, écoute, tu as pu croire que je me désintéressais de toi...

MARIANNE, *vivement.* — Oui, papa, vous avez trouvé : c'est pour cela que je suis triste. Je sais bien que vous m'aimez, au fond, mais vous ne le montrez guère...

VIRELADE. — Non, ce n'est pas pour cela que tu es triste. Ne me crois pas aveugle. J'observe les gens sans en avoir l'air, surtout quand je n'en ai pas l'air. J'écoute des rapports. J'ai été un chef, autrefois. J'ai commandé... Il m'en reste quelque chose malgré tout et plus que tu ne pourrais croire. J'ai beaucoup souffert. Souffrir occupe un homme et l'absorbe. Pourtant, rien ne m'échappe de ce qui se passe ici. Rien, tu entends ? Rien !

MARIANNE. — Je ne sais pas à quoi vous faites allusion, papa.

VIRELADE. — Tu es sûre de n'avoir rien à me confier, mon enfant ?

MARIANNE. — Mais non ! A quel propos ? Je n'ai pas de secret...

VIRELADE. — A propos d'Alain et de toi...

MARIANNE. — Que voulez-vous qu'il y ait eu entre Alain et moi ?

VIRELADE. — Tu ne sais pas mentir, Marianne. C'est une justice à te rendre.

MARIANNE, *en larmes.* — Il n'y a jamais rien eu entre Alain et moi ! je vous le jure, papa, il n'y a jamais rien eu.

RIDEAU

FRANÇOIS MAURIAC
(*de l'Académie Française.*)

(*Suite et fin dans le prochain numéro.*)

LE PARLEMENT BRITANNIQUE[1]

PENDANT LA GUERRE

Le Parlement britannique, comme on le sait, se compose de deux Chambres. Dans la Chambre haute, — ou Chambre des Lords — siègent, par droit héréditaire, les pairs du royaume ; elle a des pouvoirs très limités, et son influence est grande. Il ne faut pas perdre de vue que les personnalités les plus marquantes de la Chambre des Lords sont des hommes qui ont une grande expérience des affaires de l'Etat, soit qu'ils aient exercé des fonctions ministérielles à la Chambre des Communes, soit qu'ils aient servi leur pays à l'étranger comme vice-rois, gouverneurs généraux ou ambassadeurs. Elle constitue en fait, dans le gouvernement du pays, un Conseil des Anciens, et ses opinions ont un grand poids.

La Chambre basse, — ou Chambre des Communes — est élue au suffrage universel et au scrutin d'arrondissement. Comme nous sommes un peuple peu logique, et que nous avons une tradition politique fort ancienne et profondément enracinée, nous n'avons pas adopté le système de la représentation proportionnelle. Nous n'ignorons pas que ce système est plus rationnel que le nôtre, et plus équitable à l'égard des minorités. Mais nous savons aussi qu'il engendre un grand nombre de petits partis ; et nous pensons qu'il est préférable d'assurer la stabilité des Gouvernements — et du système parlementaire lui-même — en maintenant, si cela est possible, deux partis seulement, clairement conscients de leur responsabilité. Dans la Chambre des Communes actuelle, la majorité est détenue par le parti conservateur ; le deuxième grand parti est le parti socialiste. Il s'y ajoute quelques libéraux, quelques indépendants, et un communiste. Mais, dans l'ensemble, on peut dire que ce système des deux partis : le parti du Gouvernement de Sa Majesté, le parti de l'Opposition de Sa Majesté, est celui qui s'est révélé le plus favorable au bon fonctionnement de notre machine parlementaire. Les membres de l'opposition savent qu'ils peuvent être appelés à tout moment à constituer eux-mêmes le Gouvernement ; leur critique du Gouvernement est modérée et réfléchie, tandis que, dans une Chambre comportant de nombreux partis, le risque d'irresponsabilité est inévitable.

Cependant depuis 1940, les deux partis forment une coalition que dirige Mr Churchill. Les trois chefs travaillistes : Mr Attlee, Mr Bevin et Mr Morrison, avec d'autres socialistes, ont rendu d'immenses services au Cabinet de Guerre. Le succès de cette coalition a été énorme ; le Gouvernement qu'elle

1. La présente étude a fourni la matière d'une conférence prononcée au Théâtre des Ambassadeurs. (Cycle de conférences organisées par *Carrefour*.)

nous a donné est peut-être le meilleur que la Grande-Bretagne ait jamais eu.

L'opposition, si on peut lui donner ce nom, se réduit à quelques indépendants ; mais ils ont fait peuve eux aussi, dans les moments critiques, d'un sens réel de leur responsabilité.

La Chambre des Communes actuelle fut élue en 1935 ; par conséquent elle ne reflète plus exactement l'opinion du pays. Mais tout le monde a reconnu que les élections générales ne pouvaient avoir lieu pendant la phase aiguë de la guerre, et elle est disposée à attendre la défaite de l'Allemagne. Le Gouvernement s'est d'ailleurs engagé, dès que cette défaite sera consommée, à dissoudre la coalition et à organiser des élections générales.

Dans ces conditions, comment avons-nous cherché, tout en accordant à l'Exécutif des pouvoirs illimités, à assurer au Parlement le maintien des droits et des devoirs qui lui permettent de protéger le citoyen contre l'abus de ces mêmes pouvoirs ?

Au début de la guerre, par un « acte » du Parlement, la Chambre des Communes accorda au Gouvernement un pouvoir à peu près absolu sur la personne et sur les biens de tous les citoyens du royaume. Deux réserves simplement furent formulées. Aux termes de la première, la Chambre des Communes conservait le droit de critiquer tout abus de ce pouvoir quasi-discrétionnaire ; la seconde spécifiait que toutes les mesures imposées par le Gouvernement devaient peser d'un poids égal sur tous les citoyens. On pensait, avec raison, qu'en temps de guerre la nation est prête à accepter toutes sortes de restrictions et de gênes, pourvu qu'elle soit certaine que chacun les supporte également et qu'il n'y a pas de privilégiés ou de favorisés.

Le contrôle de l'action gouvernementale est assuré en fait par le libre exercice du droit de parler et d'écrire. La Chambre des Communes peut, à n'importe quel moment, par un vote hostile, entraîner la chute du Gouvernement. Mais, sans aller jusqu'à cette sanction finale, que personne ne désire prendre, la critique peut s'exercer librement dans la presse et à la Chambre elle-même.

Depuis la guerre, la censure fonctionne sans difficulté chez nous, et toute notre presse fait preuve d'une admirable conscience de ses devoirs. On peut dire qu'en général ce sont les journaux eux-mêmes qui se sont censurés. Pour ce qui touche à la sécurité, les directeurs de journaux sont informés confidentiellement de ce qui peut être publié et de ce qui ne doit pas l'être. De cette façon, la publication des nouvelles militaires et autres est contrôlée, et l'expression de l'opinion reste entièrement libre.

Nos journaux peuvent critiquer le Gouvernement autant qu'ils le veulent ; et ils le critiquent en effet, parfois même avec violence.

Nous pratiquons, à la Chambre des Communes, en dehors des débats fréquents sur la politique du Gouvernement, le système des « questions » parlementaires. Pendant la première heure de chaque séance, les ministres doivent répondre à des questions — une soixantaine environ chaque jour — portant sur des sujets aussi variés que les fournitures de cigarettes aux troupes, la mise en congé d'un instituteur ou un modèle nouveau de char blindé. Ce système des questions permet d'exercer un contrôle constant sur le pouvoir exécutif.

Je ne prétends pas, bien entendu, qu'un système créé par les hommes puisse être parfait. Mais je prétends qu'en Grande-Bretagne nous avons réussi à concilier, pendant toute cette guerre, les pouvoirs dictatoriaux d'un Gouvernement de guerre et les principes d'une démocratie agissante. Nous sommes particulièrement fiers d'avoir résolu un problème aussi difficile. Il faut ajouter que nous n'y serions par parvenus si tous les partis politiques

ne s'étaient pas mutuellement fait confiance et si chacun n'avait pas pratiqué à l'égard de l'opinion d'autrui cette tolérance qui est le fondement de notre sagesse politique.

***

Après la libération de la France, quand j'ai su que j'allais venir à Paris, quand j'ai compris que j'allais voir de nouveau cette ville adorable — la capitale de tous les hommes civilisés — et quand j'ai réfléchi à l'héroïsme et l'endurance avec lesquels Paris a reconquis lui-même sa liberté, sa dignité et son éternelle jeunesse, alors, j'ai eu le courage de me livrer à un exercice que je n'avais pas osé pratiquer pendant ces quatre années terribles. J'ai eu le courage de relire le journal que chaque soir j'avais tenu durant les sombres mois de 1940.

A mesure que je tournais les pages et relisais ce que j'avais écrit, l'horreur de cet été sans nuage, mais si chargé d'orage, me revenait à l'esprit et j'éprouvais un serrement de cœur douloureux. Mais nous, citoyens français ou sujets britanniques, nous qui avons transformé notre commune défaite en une victoire remportée en commun, nous n'avons plus à redouter désormais les souvenirs de cette époque-là. Ils sont la tragédie qui a épuré nos âmes. Me conformant aux suggestions de mon « Journal », je demanderai d'abord au lecteur de m'accompagner un moment à la Chambre des Communes, dans cette vieille Chambre qui, depuis lors, a été réduite par Herr Hitler en un amas de cendre, de poutres calcinées et de charpentes enchevêtrées.

4 juin 1940. Le soleil qui pendant tous ces jours pèse si lourdement sur nos souffrances éclaire les vitraux, répandant une lumière verte et tamisée comme celle d'un aquarium. J'étais obligé, cet après-midi-là, de gagner ma place de bonne heure car, étant alors un des plus jeunes membres du Gouvernement, j'avais à répondre à trois ou quatre interpellations.

A peine avais-je terminé mon discours que le Premier Ministre entra, me bousculant pour atteindre sa place à notre banc. Il était pâle et fatigué, mais on lisait sur son visage une expression de suprême résolution. Toutes les rangées étaient combles et les députés discutaient tout bas les graves nouvelles du front. Le Premier Ministre se leva à son banc et disposa ses papiers sur la table placée devant lui. Il parlait lentement et calmement. Il donnait des chiffres. Il nous exposait les faits. Il ne cherchait pas à atténuer la gravité des événements. Il nous disait la vérité toute nue, l'horrible vérité. « Nous avons subi, disait-il, un désastre militaire immense. » Un sentiment de profonde angoisse étreignait le cœur de chacun. Lentement, calmement, sans emphase, le Premier Ministre dévoilait toute la réalité. Nous écoutions intensément. Puis Mr Churchill enleva ses lunettes, se redressa, fit face à la Chambre des Communes et prononça la péroraison désormais fameuse :

« Nous irons jusqu'au bout, nous nous battrons sur les mers et sur les océans. Nous nous battrons dans les airs avec une force et une confiance croissantes ; nous défendrons notre île à tout prix. Nous nous battrons dans les plages, nous nous battrons sur les aérodromes. Nous nous battrons dans les champs et dans les rues, nous nous battrons dans les montagnes. Nous ne nous rendrons jamais. »

Sa voix, à chaque seconde, était devenue de plus en plus forte ; il pliait les genoux et plaquait ses poings sur le pupitre devant lui. J'ai vu des poses plus élégantes, mais je n'en ai jamais vu qui s'accordât plus parfaitement à une résolution farouche et, comme il semblait alors, désespérée. L'effet sur la Chambre fut foudroyant. Nous savions qu'un grand désastre nous était arrivé. Nous savions que des dangers terribles nous menaçaient, mais nous savions

aussi que sous la conduite d'un homme de cette trempe nous réussirions finalement à nous sauver, et, qu'avec le temps, nous serions même capables de porter secours à nos amis abattus. Nous savions que l'Angleterre avait trouvé son Clemenceau.

Nous ne nous sentions pas découragés. Nous savions que nous avions subi une immense défaite militaire ; nous savions que nous allions perdre presque tout notre matériel ; que notre petite aviation allait être exposée bientôt à une épreuve qui serait presque au-dessus de ses forces et que, en dépit de trente kilomètres de mer, nos champs et nos villes risquaient d'être, dans peu de jours, à la merci des divisions blindées allemandes. Mais nous savions aussi que pesait sur nous une responsabilité illimitée ; nous savions que vous, ici à Paris, vous nos amis et nos alliés, vous aviez, pendant ces semaines de catastrophe, mis tout votre espoir en nous.

Je feuillette les pages de mon journal et je revois les jours qui suivirent : ils se succédèrent avec une pesanteur de plomb. Je relève ce passage à la date du vendredi 14 juin : j'avais déjeuné ce jour-là avec quelques-uns de ces Français qui allaient bientôt rendre leurs noms fameux dans l'équipe de la B.B.C. Ce fut, à la vérité, le plus pénible déjeuner auquel j'aie jamais pris part. Nos regards restaient fixés sur nos assiettes ; nous parlions à mi-voix ; nous savions que la plus grande des tragédies de l'histoire allait se jouer.

« Comme nous avançons dans la rue (je cite mon propre texte), nous croisons un marchand de journaux qui vend les éditions du soir. Les manchettes occupent toute la largeur de l'*Evening Standard*. LES ALLEMANDS SONT ENTRES DANS PARIS. Je lis ces mots, il me semble que quelqu'un m'a frappé du poing en plein visage. Je tourne le coin de la rue pour fuir la foule. « Ces pauvres gens », dis-je en gémissant, « ces pauvres gens ».

Deux jours plus tard, Mr Churchill, à la Chambre des Communes, fit un autre discours historique. Nous savions que la situation militaire était presque désespérée : nous savions que, pour le moment, la France était perdue. Et, le 16 juin, à la Chambre, Mr Churchill prononça ces paroles :

« La Chambre aura pris connaissance de la déclaration par laquelle, répondant au désir de nombreux Français et au vœu de notre cœur, nous avons proclamé que nous étions prêts, à l'heure la plus sombre de l'histoire de la France, au plus fort de cette lutte, à réaliser l'union totale entre les citoyens des deux Empires et à mettre en commun toutes nos ressources. Quoi qu'il advienne à la France, au Gouvernement français actuel, ou à d'autres Gouvernements français, nous, dans cette île, ou dans l'Empire britannique, nous conserverons toujours le sentiment fraternel que nous éprouvons pour le peuple français. Si nous sommes appelés à souffrir ce qu'il a souffert, nous imiterons son courage, et si la victoire finale couronne nos efforts, il en partagera les fruits avec nous, je l'affirme, et la liberté sera rendue à tous. »

On reconnaîtra, je pense, que c'était peut-être là l'offre la plus généreuse qui eût jamais été faite à un pays par un allié en une heure désastreuse. Quoique les circonstances politiques aient évolué depuis lors, les promesses faites par Mr Churchill, à la veille même de l'armistice, ont été tenues... Ce fut un grand jour pour moi. Je savais que, quoi qu'il pût nous arriver, nous ne sacrifierions pas une amitié précieuse.

Je tourne encore quatre feuillets de mon journal et j'arrive au 18 juin. De nouveau la scène se passe à la Chambre des Communes. De nouveau Churchill parle. C'est alors qu'il prononce cette phrase qui, plus qu'aucune autre, nous pénétra, mes collègues et moi-même, de ce sentiment de responsabilité qui nous a soutenus par la suite. « Et sachons nous conduire — dit Winston

Churchill, — de telle sorte que si ce pays et cet Empire durent quelque mille ans encore, les hommes puissent toujours dire : « Ce fut leur plus belle heure ».

Cette phrase ne fut saluée par aucun applaudissement ; on entendit seulement un sourd murmure d'approbation.

Mais ce ne fut pas là ma seule expérience du 18 juin 1940. Il me reste un autre tableau à évoquer. La veille, nous avions appris que le maréchal Pétain avait demandé un armistice. Si j'ai jamais compris le sens des mots « pitié et terreur », ce fut ce jour-là. J'étais accablé de tristesse comme si j'avais appris la nouvelle de la mort d'un ami cher. Cette nuit du 18 juin, j'allai à la B.B.C. Dans le corridor, je rencontrai un homme grand et élancé qui marchait rapidement : il portait un uniforme de général français. Il passa près de moi et entra dans un bureau. Pour la première fois, je venais de voir Charles de Gaulle. Ce fut cette nuit-là, à ce moment-là, que furent lancées dans les airs les paroles les plus fières qu'un Français ait jamais prononcées : « La France a perdu une bataille, la France n'a pas perdu la guerre ».

Je sus alors que mon ami n'avait pas été tué ; il voulait vivre et se battre encore.

Puis ce fut ce que nous appelons la bataille d'Angleterre ; la Luftwaffe tenta de conquérir la maîtrise des airs. Nuit après nuit les sirènes mugissaient autour de nous, les bombardiers allemands vrombissaient au-dessus de nos têtes, le tir de barrage tonnait, les bombes tombaient avec un sifflement déchirant. Un soir, alors que j'étais de service comme « Firewatcher » au sommet de la grande tour du palais de Westminster, je vis le ciel s'embraser du côté de l'Est, et le dôme de Saint-Paul, comme un immense globe noir, se profiler sur un ciel de feu. Un autre soir, une bombe tomba sur la Chambre elle-même, je veux dire la Chambre des Communes, et la détruisit complètement... Et toujours cette odeur de fumée dans les narines et le bruit des sirènes qui résonnait dans les oreilles.

Nous n'avons pas su à cette époque que nous avions gagné la bataille d'Angleterre. A chaque instant, nous attendions le début de l'invasion. Mais l'automne passa, et l'hiver passa, et à cette année de cauchemar 1940 succéda l'année 1941.

J'ai cru bon d'évoquer ces quelques tableaux de la Chambre des Communes en temps de guerre, pour rendre sensible la tension constante dans laquelle nous avons vécu, pour faire mieux connaître aussi notre Churchill à la fois fougueux et calme, dominant les orages et les incendies, un sourire batailleur sur les lèvres.

⁂

Qu'arriva-t-il au peuple anglais pendant les sombres années qui suivirent ? Comparées à celles que vous avez endurées, et que vous endurez encore, je le crains, nos souffrances n'étaient que de « petits inconvénients ». Nous avions le blackout, nous avions les restrictions, nous avions de graves difficultés de transport. Je ne m'y arrêterai pas. Pas un Anglais qui vécut les années 1940 et 1941 n'oubliera jamais la dette immense que nous avons contractée à l'égard de nos amis américains. Non seulement ils nous donnèrent le matériel si indispensable, mais aussi la nourriture et le pétrole et tout ce qui était essentiel. Ces dons conféraient une résonance nouvelle aux mots « générosité », « gratitude ». Par-dessus tout, ils nous donnaient l'espoir. Peu à peu l'obscurité se dissipa. Le jour vint où nous sentîmes qu'enfin nous étions à l'abri de l'invasion ; le jour vint où nous sûmes que nous ne pouvions pas être conquis ; le jour vint où Hitler commit la suprême

erreur d'attaquer la Russie ; le jour vint où l'Amérique se rangea à nos côtés ; le jour vint où tout l'Empire français avec tout son matériel et ses richesses combattit à nos côtés ; le jour vint enfin où la victoire fut certaine.

Mais avant que ce jour n'arrivât, nous connûmes d'autres périodes de découragement : l'époque où la Grèce et la Yougoslavie furent submergées par les troupes allemandes ; l'époque où les armées de Rommel atteignirent les portes de l'Egypte ; le jour néfaste de Singapour ; les nombreux mois où les ravages des U-boats semblaient menacer nos vies mêmes. Mais toujours résonnaient à nos oreilles les mots que nous avions entendus le 4 et le 18 juin : « Nous ne nous rendrons jamais... Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et qui vous dis que rien n'est perdu pour la France ». Patiemment nous attendions un revirement du sort.

Dans cette tempête, nos vieilles institutions parlementaires prouvèrent leur solidité, mais des institutions nouvelles étaient également instaurées. La Chambre des Communes, les deux Maisons du Parlement, continuaient à jouer leur double rôle en informant et en guidant l'opinion publique. Toutes les ressources humaines du pays étaient mobilisées et les machines commençaient à tourner. Notre flotte tenait les mers avec une puissance toujours accrue. Notre petite aviation devenait rapidement une des plus redoutables machines de guerre qui aient jamais été construites. Pour nous, nos dominions et nos colonies versaient à flots leur sang et leur argent. Pourrons-nous jamais assez célébrer les hommes du Canada, d'Australie, d'Afrique du Sud, des Indes et de Nouvelle-Zélande qui traversèrent les océans pour combattre à nos côtés ?

Je ne crois pas que pendant toute notre histoire notre administration ait été plus active. Le Ministère du Ravitaillement veilla à ce que nos approvisionnements, qui étaient limités, fussent distribués équitablement et qu'il n'y eût pas plus de nourriture pour le riche que pour le pauvre. Je peux assurer, en toute sincérité, qu'au cours de ces quatre années, je n'ai jamais, dans les restaurants, les clubs ou les maisons particulières, été fondé à soupçonner une seule fois que je mangeais quoi que ce fût provenant du marché noir. Je ne prétends pas que cela ait été la conséquence d'une supériorité morale ou le résultat d'une organisation excellente. Les raisons étaient très simples : les Américains, les Canadiens, les Australiens et les autres peuples de notre race avaient fait tous leurs efforts pour assurer une répartition équitable des vivres ; la marine de guerre, la marine marchande et l'aviation avaient permis l'acheminement de toutes ces ressources vers les centres de distribution.

Nos Ministères du Travail et du Service National insistèrent pour qu'une semblable égalité de sacrifices fût instaurée dans les services et les emplois. Il n'y eut pas de favoritisme, pas d'embusqués et, par conséquent, pas de réclamations. Mr Bevin, notre ministre socialiste du Travail, a réalisé là une œuvre splendide.

Dans ces conditions, qu'est-il advenu de la structure sociale de l'Angleterre ? On ne peut faire qu'une seule réponse à cette question : une révolution sociale totale a été librement acceptée.

L'avouerai-je ? Nous sommes assez fiers en Grande-Bretagne d'avoir réussi, au XIXe siècle, à instituer l'égalité politique sans désordre intérieur. C'est notre espoir qu'au cours du XXe siècle nous réussirons à établir l'égalité sociale sans révolution. D'après Karl Marx, l'Angleterre était le seul pays du monde où une complète révolution sociale pût s'accomplir sans bouleversement. Je suis convaincu que les dix années à venir justifieront cette prophétie.

Déjà, en pleine guerre, nous avons changé tout notre système d'éducation.

Il n'y a plus de classes privilégiées : le fils d'un maçon a les mêmes chances de réussite (pourvu qu'il soit travailleur et intelligent) que le fils d'un millionnaire. Déjà toutes les anciennes inégalités sociales ont été nivelées par les impôts. Je ne sais pas dans quelle mesure on a compris, à l'étranger, à quel point notre système fiscal est draconien. Personne, dans les affaires, ne peut réaliser un bénéfice supérieur à celui de 1939 ; tout l'excédent va à l'Etat. Et ce n'est pas tout. Au-dessus d'un certain chiffre, les revenus sont intégralement confisqués. Cela, en soi, est déjà une révolution sociale.

De plus, il est dans notre intention, sitôt la guerre terminée, d'adopter le vaste projet d'assurances sociales connu sous le nom de Plan Beveridge. Ce projet demande de trop longues explications pour qu'il soit possible de l'exposer complètement ici. Mais il peut se résumer ainsi. Chaque citoyen, si pauvre ou si riche soit-il, est placé sous le même régime d'assurances sociales. Assurance qui joue contre le chômage, la maladie, la vieillesse, la maternité, etc. Le but de ce projet est de protéger chacun — homme, femme ou enfant — contre la peur de la misère. C'est un projet magnifique. Peut-être le plus compréhensif et le moins exclusif qui ait jamais été conçu.

***

Je pense qu'au fond nos expériences n'ont pas été très différentes. Je sais que les Français ont souffert plus que nous et je rends à leur endurance un hommage affectueux. Après tout, notre histoire peut se résumer en peu des mots : nous avons subi une défaite commune et nous avons remporté une victoire commune.

Un dernier tableau avant de terminer. Le jeudi 24 août, nous avons appris que Paris était libéré. Le matin du jour suivant des rumeurs inquiétantes commencèrent à circuler : les Allemands s'étaient encore joués de nous et ils venaient de déclencher une contre-attaque. J'allais ce matin-là à la B.B.C. pour voir mon vieil ami Jacques Duchêne. Je le trouvai à son bureau, en manches de chemise comme d'habitude, pâle et inquiet. Il me tendit une liasse de messages. Durant ces dernières heures, nous avions, non sans difficultés, reçu quelques-uns des messages que nous lançait l'Hôtel de Ville. Ils n'étaient pas encourageants. C'étaient des appels de la Résistance demandant des renforts dans tel ou tel arrondissement et réclamant des armes. Nous nous regardions tristement. A ce moment, un des assistants de Jacques Duchêne entra dans la pièce. Sa figure rayonnait. Il tendit à Duchêne un autre message. Celui-ci le lut et me le passa. « La division Leclerc est entrée dans la ville. Le carillon de Notre-Dame sonne la délivrance. » Nous demeurions silencieux. Mais Duchêne, avec un geste dont je me souviendrai toute la vie, leva les bras au-dessus de sa tête : « Enfin », cria-t-il, « enfin ! ».

HAROLD NICOLSON

LETTRES INÉDITES D'ANATOLE FRANCE

Anatole France, on le sait, a été, pendant de longues années, l'un des principaux collaborateurs de la *Revue de Paris* à laquelle il avait donné, dès 1894, *Le Lys Rouge* qui parut au cours des mois d'avril, mai et juin. Pendant les années qui suivirent, outre de nombreuses études historiques et littéraires, il publia dans notre Revue, *Histoire comique* (1903), *Jeanne d'Arc* (1902-1906 et 1907), *Les Dieux ont soif* (1911), *Le Petit Pierre* (1914), *Souvenirs* (1916-1918), *La Vie en Fleur* (1921). Le dernier essai qu'il nous envoya (*Christianisme et dieux d'Asie*) figure dans la livraison du 15 novembre 1928 (Anatole France, on le sait, est mort le 12 octobre 1924).

Aussi sommes-nous particulièrement heureux de pouvoir, grâce à l'obligeance de M. Lucien Psichari qui nous a confié les lettres de son grand'père qu'on va lire, nous associer par la publication de textes inédits à la célébration du centenaire de la naissance d'Anatole France (centenaire que les circonstances, à la vérité, ont contraint de décaler d'une année, France étant né en 1844). Il n'est pas un de ces textes, simples billets ou lettres, qui n'apporte une curieuse précision sur le caractère de France, ses travaux ou ses goûts littéraires. (N.D.L.R.)

A Mme Ernest Renan[1].

2 octobre 1892.

Madame,

Laissez-moi vous dire la part que je prends à votre douleur. Vous connaissant, je la sais incomparable et proportionnée à la perte que vous faites en même temps que tout le monde. Car tout le monde pleure avec vous le génie du siècle. Mais pour être un deuil public, votre deuil, Madame, n'en est pas moins cruel. Ce qui peut seulement l'adoucir, c'est le souvenir des longues années, charmantes et magnifiques, où vous fûtes la digne compagne d'un homme de génie qui vous dut le bonheur et qui rendit publiquement hommage à votre charme et à vos vertus. Vous vivez dans la gloire, Madame, et je n'ose pleurer avec vous. Pourtant je pleure, dans le fond de moi-même, mon maître bien-aimé, le plus grand et le meilleur des hommes.

Daignez agréer, Madame, avec mes douloureuses sympathies, l'hommage de mon plus profond respect.

1. Lettre écrite au lendemain de la mort d'Ernest Renan.

A Mme Jean Psichari[1].

13 septembre 1904.

Madame,

Il y a un an, jour pour jour, vous assistiez avec votre mari, dans la ville de Tréguier, à une fête de l'esprit humain, qui était aussi pour vous une fête de famille[2]. Vous aviez veillé tous deux avec une égale énergie à ce que cette fête fût célébrée d'une manière digne du grand homme qui en était l'objet, c'est-à-dire avec le zèle de la seule vérité.

Il m'est impossible, en rappelant le souvenir d'Ernest Renan, de ne pas rendre hommage à celle en qui revivent les traits les plus charmants et les plus purs de son beau génie, l'intelligence, la bonne foi, le courage et la douceur.

Vous, sa Noémie, veuillez donc agréer la respectueuse amitié du plus humble des disciples de votre père.

Je ne contenterais ni mon cœur ni le vôtre si je ne mêlais aux souvenirs que j'évoque celui des morts et des vivants qui vous sont chers : votre mère, votre frère Ary, Jean Psichari, si plein de science, d'imagination, de générosité, vos chers enfants, enfin... Mais ils sont, ceux-là, associés à ma pensée et je vous écris en harmonie avec eux.

A sa fille, Suzanne France.

Hôtel Beauséjour, sans date[3]

Ma bonne petite Suzon,

Je suis à Rome où il pleut. Le ciel est sombre et je vois de ma fenêtre la colonne Trajane plus noire que la colonne Vendôme. Grâce à ses collines, Rome se voit de Rome et l'on découvre à tout moment, de la ville même, les horizons de la ville et les monts couronnés de pins. Mais par la pluie, tout cela ne vaut pas Montmartre. Je vais un peu mieux. A cela près que toute la nuit les muletiers font retentir les dalles sonores du forum de Trajan, je goûte ici le repos qui m'était nécessaire. Tu recevras dans quelques jours l' « Histoire comique ». Je te prie d'aller voir nos antiquaires de la rue de l'Abbaye, que nous nommons entre nous le Petit-Pont, et de leur remettre de ma part la carte que je joins à cette lettre et avec laquelle ils pourront aller voir *Crainquebille*. Tu leur diras aussi de m'envoyer le bureau Louis XIII, dès qu'il sera réparé. Enfin je te donne un crédit de 20 francs que tu emploieras chez eux à ton sentiment.

Je t'embrasse tendrement, ton papa.

Mon adresse est :
Hôtel Beau-Séjour,
Foro Traiano,
Rome.

Je te prie de t'en servir le plus possible et de ne la donner à personne.

A Pierre Louÿs,

19 avril 1896.

Monsieur et cher Confrère,

Je devais vous remercier tout de suite de la faveur que vous m'avez faite en m'envoyant votre *Aphrodite*, mais j'ai voulu relire ce beau récit que j'avais déjà lu dans le *Mercure*. Je garde à votre livre une admiration char-

1. Fille d'Ernest Renan.
2. Il s'agit de l'inauguration de la statue d'Ernest Renan.
3. Anatole France omettait souvent de dater ses lettres.

mée. On y trouve une plastique ardente et vive, un sentiment subtil et fort de la beauté, de sorte à plaire à ceux que le vieux Barbier nommait « les amis de la forme et des Dieux », votre *Aphrodite* enfin est pleine de vénusté. Vous avez bien raison de vous féliciter d'être resté polythéiste et de n'avoir pas livré votre inaltérable courtisane à l'amour de quelque moine chrétien. Les dieux vous aiment. Permettez-moi de faire comme eux et croyez, Monsieur et cher Confrère, à mes sentiments affectueux et dévoués.

A M. Alfred Giard, professeur à la Sorbonne, membre de l'Académie des Sciences[1].

Paris, le 26 mars 1905.

Mon cher Confrère,

L'exquise bienveillance de votre lettre me touche d'autant plus que je sais quel savant vous êtes et que je connais de votre œuvre tout ce qui a pu en être vulgarisé. Je voyais, l'autre jour encore, dans un beau livre de synthèse scientifique, la grande place que vos découvertes occupent dans le développement des connaissances humaines.

Voici le texte de Vasari dont j'ai tiré mon petit conte des blattes[2]. Vous verrez qu'il n'est pas question dans ce texte du mouvement circulaire. Je l'ai indiqué d'après une observation que j'avais faite un jour sur un scarabée blessé. Mouvement dont j'ai donné d'ailleurs, comme vous l'avez vu, une explication absolument erronée, peut-être parce que j'ai songé confusément et mal à propos au « manège » des oiseaux dans une galerie vitrée, des rats et des souris dans une chambre, à la recherche d'une issue.

Croyez, mon cher Confrère, à l'expression de mes sentiments dévoués.

A. M. Louis Barthou[3].

La Béchellerie, 1er janvier 1915.

Mon cher Ami,

Pourquoi faut-il qu'en ce premier jour de l'année, où l'on forme des souhaits, je ne puisse vous envoyer que des condoléances ? Je prends d'autant plus part à votre deuil incomparable que ce fils, que vous pleurez, m'intéressait depuis longtemps déjà par son esprit charmant. N'est-ce pas lui qui, tout petit, dans un jour de grosse fâcherie enfantine contre son cher papa, vous a dit : « Ton Anatole n'a pas de talent », n'imaginant rien qui pût vous contrarier davantage ? Quand il grandit, on lui reconnut une intelligence supérieure et un beau caractère. Il montra bientôt un grand cœur. Sa mort, qui est belle, n'en est pas moins cruelle pour sa mère, pour vous, pour tous les siens.

Combien je vous aime, mon cher Barthou, depuis votre malheur !

Hélas ! lorsqu'à Athènes, j'admirais dans la céramique la tête funéraire de Dexileos qui périt à vingt ans en combattant les ennemis de sa patrie, je ne prévoyais pas qu'un jour je me rappellerais le marbre adorable avec des sanglots et des larmes, en pensant à votre Max.

Je vous embrasse de tout mon cœur. Présentez, je vous prie, mes hommages les plus respectueux et les plus émus à Madame Barthou.

1. Cette lettre appartient à M. René Giard.
2. Première partie du conte : Le Joyeux Buffalmacco, dans le Puits de Sainte-Claire.
3. Le fils de Louis Barthou, Max, venait d'être tué au front.

La Béchellerie, sans date.

A. M. J.-P. Oury.

Cher Ami,

Votre excellent père est venu avec un entrepreneur et ils sont tous deux d'accord sur les moyens d'assainir la ferme.

La Bibliothèque sera peinte du ton que vous indiquez : on a déjà donné une couche.

Vous vous rappelez don Quichotte et Sancho dans les jardins du comte, quand, les yeux bandés, ils enfourchent le cheval de bois sur lequel ils doivent accomplir une glorieuse aventure. Les duègnes barbues leur crient : « Voilà que vous vous élevez dans les airs ! Vous émerveillez le monde ! » Ils se croient dans l'empyrée. Le cheval de bois éclate. Les chevaucheurs tombent par terre. Stupéfaits de se voir dans le même jardin d'où ils étaient partis. Ne trouvez-vous pas que sous le régime de la censure et bernés par nos journaux, nous ressemblons assez à don Quichotte et à Sancho ? Et, pour compléter la ressemblance, certains de nous croient tout, avalent toutes les bourdes comme le chevalier et d'autres doutent quelque peu, comme le bon Sancho, son écuyer.

Je vous espère. A vous tendrement.

z *La Béchellerie, Saint-Cyr-sur-Loire*[1] *sans date.*

Mon cher et excellent Préfet,

Permettez-moi de vous présenter la requête de ces pauvres Juifs d'Orient à qui l'on interdit l'accès des marchés parce qu'ils sont nés Turcs, et qui sont ainsi condamnés à mourir de faim. Ils vivent depuis longtemps en France et n'ont que des sentiments français, au témoignage de ceux qui les approchent. Et comment en pourrait-il être autrement ? Jugez leur cause. Je m'en rapporte à vos sentiments de justice, de sagesse et de bonté, qui ne se démentent jamais. Je vous aurais porté moi-même leur supplique si je n'avais été obligé de quitter la Touraine pour une quinzaine de jours.

Agréez, mon cher Préfet, l'expression de mon très affectueux dévouement.

A. M. le docteur A. Mignon.

Bien cher Ami,

Mademoiselle Ti-Co[2] me recommande de vous faire tous ses compliments.

Il sera fort difficile de réformer l'enseignement de l'orthographe. Il faudrait commencer par montrer comment on mettait l'orthographe aux belles époques des lettres, des sciences et des arts. C'est pourquoi je vous envoie la note ci-contre.

Vives amitiés.

Note : Henry Beyle, étant employé comme expéditionnaire au bureau de la guerre en 1800, M. Daru découvrit que ce jeune homme, très intelligent et très fort en mathématiques, écrivait cela par deux *l : CELLA*.

Beyle passe aujourd'hui pour un grand esprit et un excellent écrivain. Pour ma part, je le mets bien au-dessus de Chateaubriand.

1. Cette lettre appartient à M. Chauveau.
2. Emma Laprivotte, seconde femme d'Anatole France.

La Béchellerie, Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).

Lion[1], féroce, ravissant, rugissant, dévorant, fier, beau, énorme, royal, terrible, velu, digitigrade, bondissant, fauve, imposant, impétueux, cruel, amoureux, altéré, magnanime, sourcilleux, zodiacal, héraldique, rampant, armé, couronné, lampassé, haut, naissant, diffamé, dragoné, léopardé, issant, à la demande de Léopold, je vais, sans désemparer, préparer la publication en livre de *la Vie en fleur*, et je te prie de m'envoyer tout de suite à la Béchellerie, qui a retenti de tes rugissements, la liste des pièces qui entrent dans ce volume. Je ne suis pas sûr de les avoir toutes. Si tu ne m'expédies pas cette liste, je ferai savoir au monde que tu n'es pas le lion de la bibliographie, mais une descente de lit.

Prends-moi par la patte, ô digitigrade, pour me mettre aux pieds de la plus jolie lionne du monde et de son lionceau.

26 octobre 1921.

A M. P.-L. Couchoud[2].

Paris, 26 août 1911.

Votre lettre, cher ami, m'a fait grand plaisir. Elle m'a trouvé finissant un article sur Prud'hon, qui paraîtra dans l'*Illustration* de Noël. Comme vous avez bien voulu songer à le craindre, Gamelin et Brotteaux sont guillotinés[3]. Le père Longuemare aussi. Il a récité au pied de l'échafaud les prières des agonisants. Ce que vous m'en donnez me suffit. Quant à Elodie, vous pensez bien qu'elle est trop sage pour ne plus aimer. Le livre est fini, mais je n'ai pas recopié encore les derniers chapitres, ce qui veut dire, en réalité, que je ne les ai pas achevés. Mais Baschet ne pouvait pas attendre davantage. Pendant que vous vous brouillez avec l'écoulement des hommes et des choses, je commence à me mettre du parti des morts. Ils sont le nombre et je crois qu'ils sont dans le vrai, et que c'est la vie qui est absurde. Ce que j'en dis n'est pas pour vous décourager de rendre nos tissus incorruptibles. « Qu'il se dépêche, le docteur, de nous rendre immortels », me disait ce matin la petite Madame B. qui est venue me voir avec son mari. Elle a beaucoup maigri et changé, à Aix, ses rhumatismes contre l'étisie, si je puis dire. J'en suis peiné. Mais voici bien une autre affaire. Entendez cela. J'ai relu d'affilée, sans débrider, l'*Hippolyte* d'Euripide et la *Phèdre* de Racine, et les deux tragédies se sont écroulées l'une sur l'autre dans ma tête. Ç'a été une catastrophe épouvantable. Il ne m'en reste plus que débris. Racine des m'a gâté Euripide parce qu'il a de la vraisemblance et qu'Euripide n'en a pas, qu'il sait conduire une action et développer un caractère. Euripide m'a gâté Racine en m'apportant le charme d'un naturel et d'une simplicité que Racine ignore et en me montrant que la poésie des Grecs, comme leur sculpture, a une beauté dont rien n'approche. Et puis, tout à coup, la rime m'a paru très ridicule. Tout à coup, il m'a semblé absurde qu'Hippolyte, cheval, ô Couchoud ! dieu ou homme, affecte de ramener régulièrement deux sons pareils dans tous ses discours. La quantité des syllabes, au contraire, c'est la passion, c'est la vérité, c'est la vie. Depuis cet événement, je demeure stupide. Et je suis de plus accablé par le spectacle de la bêtise des hommes, et ce spectacle nous est étalé et à tout l'univers.

Je vous embrasse tendrement.

1. Jacques Lion, grand ami d'Anatole France, possesseur d'une célèbre bibliothèque francienne.
2. Historien et essayiste, grand ami d'Anatole France.
3. Personnages des *Dieux ont soif*.

A M. Jules Couët, bibliothécaire de la Comédie-Française.

La Béchellerie, 20 mars 1915.

Non, cher, ami, je n'ai trouvé ni à Véretz, ni à Tours une vue du monument élevé par Madame Courier à la mémoire de son mari dans la forêt de Larçay[1]. Les cartes postales commencent à manquer faute de bristol. C'est un des effets de la guerre, qui en compte de plus cruels. Je ne suis pas allé jusqu'aux hauts de Véretz que couvre la forêt. Je n'ai pu pénétrer dans la Chavonnière, qui était close et déserte. C'était du temps de Courier une grosse ferme avec une habitation de maître. Depuis elle a perdu une aile, sa grande, qui était belle et vaste, ses communs. Je n'ai pas vu le taudis où Courier avait établi sa bibliothèque et faisait la sieste sur un tas de fagots. Pourrai-je retrouver un jour la place où Paul-Louis surprit, dans la nuit, Herminie [2], en camisole, entretenant Phorien Dubois, le charretier semblable, pour la force et la beauté, au Doryphore et au Diadumène ? Fille d'un magistrat intègre, d'un helléniste distingué, elle-même instruite dans l'élégance et les arts, Herminie, blanche, souple, bien faite, l'air innocent et frêle, tomba dans les bras de deux rustres sur le conseil de la nature et l'influence du ciel et de la terre. La solitude sauvage avait changé cette jolie demoiselle de Paris en une nymphe des bois et fait d'elle, selon l'expression des gens de Véretz, qui ne savaient point la mythologie, une putain charretière. Elle causa la mort de son vieux mari, et pourtant, après avoir lu toutes les pièces du procès, je la crois innocente de cette mort. Elle inspira le crime et ne le conseilla pas. Voilà, cher ami, comme cette histoire renouvelée des Grecs, occupe les loisirs de la Béchellerie pendant que l'Europe est à feu et à sang. Ainsi le moine Nestor rédigeait sa chronique dans sa paisible cellule, au milieu des incendies, des viols et du carnage.

A Monsieur X...

Sans date.

Mon cher Confrère,

Je vous remercie de tout cœur de ce que vous avez dit de l'auteur du *Lys rouge*.

Mais si j'avais eu assez de talent pour mettre ma pensée dans tout son jour, vous auriez bien vu que le *Lys rouge* n'est pas un livre conservateur et mondain.

Croyez-le bien, Choulette n'est par Verlaine. Ce n'est pas non plus Nicolardot. Mais ce sont ces deux personnages fondus et exaltés. Choulette dit aux oisifs et aux mondains des vérités terribles.

Je ne prétends pas vous obliger à penser de mon petit livre ce que j'en pense moi-même et il me reste à vous remercier de la grande faveur que vous m'avez faite en la jugeant dans la droiture de votre conscience et avec l'autorité de votre talent.

Bien à vous.

Sans date.

A M. Jules Couët.

Vous voulez savoir, mon cher Jules Couët, pourquoi, dialoguant une farce sur un canevas de Rabelais, j'en ai transporté l'action au XVIIe siècle. J'eus pour le faire une raison qui n'est pas littéraire, mais que vous êtes trop

1. Paul-Louis Courier fut assassiné sur sa terre de Véretz en 1825 par son garde-chasse.
2. Femme de Courier.

galant pour ne pas trouver bonne, quand vous la connaîtrez. Apprenez-la donc, mon ami. Cette farce de la *Femme muette* devait être jouée chez mon ami Gaston Calmann[1] par de très jolies femmes à qui les modes du XVIe siècle faisaient horreur et qui trouvaient charmant l'habit Louis XIII. Il fut convenu qu'elles prendraient leurs costumes dans les estampes d'Abraham Bosse. Un deuil empêcha la représentation. Je ne touchai pas à mon texte, jugeant, à la réflexion, qu'il était plus périlleux d'imiter la langue de Rabelais que de suivre celle de Tabarin.

A vous cordialement.

Au même. *La Béchellerie, 20 avril 1915.*

Bien cher ami, cette Touraine, où l'on voudrait tant vous voir, est vraiment une terre de délices. L'air y a une douceur qui passe cette douceur angevine, vantée par un poète. Les premières fleurs du printemps sont blanches ou d'un rose pâle. Mais bientôt les baisers du soleil feront pâmer nos ardentes pivoines. Un merle est venu faire son nid très bas dans l'épine blanche, près de la Bibliothèque, et chante à gorge déployée, tandis qu'une chatte, qui s'est installée à la Béchellerie pour y faire ses couches, se repose au soleil et regarde le nid pour lequel je tremble. Des millions d'hommes s'entre-tuent sans relâche et l'on s'inquiète du sort de trois œufs de merle.

Rappoport[2], conspirateur et métaphysicien, à qui la trive (*sic*) sacrée donne des loisirs, est venu samedi dernier, à cinq heures du matin, nous annoncer la prise de Lille et de Lens, dont il tenait la nouvelle de la bouche même de trois ministres et de deux généraux. Et quand je m'inquiétais de savoir si le fait était arrivé, il méprisa cette curiosité frivole, les faits n'ayant, selon lui, de réalité que dans notre esprit.

Rappoport pense, comme Couchoud, que cette guerre aura beaucoup fait pour le rapprochement des peuples.

Je n'en suis pas sûr.

Le major Maurice Boigey, qui était à Vauquois, m'écrit une lettre dont je copie pour vous quelques lignes intéressantes.

« Si quelque jour, l'histoire de cette guerre est écrite de façon véridique, « on s'apercevra que jamais armée n'a plus souffert que celle de l'Argonne. « Les tranchées de Vauquois ont bu dernièrement, en deux semaines, le sang « de 8 000 Français et de 10 000 Allemands. Et ce misérable coteau n'a pas, « à son sommet, plus d'un demi-kilomètre de longueur. Il n'est même pas « très élevé : son altitude ne dépasse pas 150 mètres.

« Nos adversaires sont tenaces et nullement démoralisés comme on le dit. « Parmi nos soldats, beaucoup sont les dignes héritiers des volontaires de « l'An II.

« Mais s'il y avait quelque part une armée de Condé, quelques-uns « seraient dignes d'aller y servir... »

Or, le major Maurice Boigey, qui écrit ces lignes simples et pleines sur la prise de Vauquois, a célébré le même fait d'armes en un sonnet que je joins à cette lettre et dont vous admirerez, je pense, la forme austère. Ce Maurice Boigey m'est tout à fait inconnu.

Je reçois du front, en assez grand nombre, des lettres dont le ton grave et résolu contraste avec cet air de légèreté et de violence qui me rend la lecture des journaux tout à fait insupportable (je ne parle pas des *Débats*, cher Couët).

Cependant nous transformons l'orangerie en bibliothèque et nous achetons

1. Il s'agit de M. Gaston Calmann-Lévy, éditeur de France.
2. Homme politique, ami de France.

une ferme et un champ qui nous donne accès au chemin du Vau-Ardeau. Ce champ, d'un arpent et demi, nous cache les Carpathes, l'Argonne et les Flandres. Mais nous ne pouvons trouver les propriétaires d'une pièce qui nous permettrait de construire un escalier monumental et de percer une allée princière. Tout n'est qu'heur et malheur, dit-on. L'heur est rare.

Je vous embrasse tendrement.

Au même.

La Béchellerie, 14 avril 1917.

Cher Ami,

Mademoiselle Laprévotte a trouvé sa maison pillée. Elle a chassé les domestiques qui avaient volé l'argenterie, les poulets, les lapins, les pommes de terre, le grain, le bois et le charbon et nous ont réduit à un entier dénuement. J'ai la satisfaction de l'avoir prévu. Le jardin est inculte, la terre en friche. Le mastodonte des Alpes[1] passe seul et tranquille sur cette désolation. Salvago est venu passer quelques jours chez nous. Sa blessure s'est fermée et il a eu plus de quarante de température. Ce matin il est sauvé. Parmi tant de soins et de soucis, Emma garde sa bonne santé et sa bonne mine.

Puisque vous le voulez bien, cher ami, donnez ma réponse à Sylvain. Je ne saurais trouver un meilleur interprète que vous. Vous lui plairez en lui annonçant mon refus.

Voltaire a dit, en 1716 :

Ah ! plus que moi cent fois Couët est séducteur.

(Beuchot, t. XIII, p. 33.)

Il est vrai qu'alors vous étiez abbé. Dites de ma part à votre illustre ami que je ne puis écrire la préface qu'il me fait l'honneur de me demander, que je suis, en ce moment, hors d'état d'écrire vingt lignes de suite, que la *Revue de Paris* attend en vain ma copie promise et annoncée.

Je viens de lire, avec beaucoup de plaisir, la nouvelle *Andromaque*. Sylvain fait les vers aussi bien qu'il les dit. Dans son *Andromaque*, comme dans son *Philoctète*, il triomphe de difficultés qui semblaient insurmontables. Il suit aisément tous les détours d'une pensée subtile. Il est simple et naturel.

Enfin j'aurais été heureux de louer son œuvre s'il m'avait été possible.

Le jeune Oury a eu le plaisir de vous voir. Mais vous étiez très occupé. Je n'en suis pas surpris. Et je trouve bon que vous manquiez de loisirs si je considère que dès que j'ai le temps de réfléchir, je tombe dans un abîme de tristesse.

A vous tendrement.

Au même.

La Béchellerie, 15 novembre 1917.

Bien cher Ami,

Nous avons eu un bel été de la Saint-Martin, et il est sage de croire que nous le devons à l'intercession du bienheureux Martin qui, précisément, fut évêque de Tours. Mais il a donné à Mademoiselle Perfection[2] des maux de reins et à moi un rhume pour nous punir de n'avoir pas porté d'argent à sa basilique. Il est vindicatif et l'on remarque qu'un historien, qui a émis des doutes sur son intelligence, a été tué à la guerre. Beaucoup d'autres ont été tués aussi. Mais je vois dans cette mort d'un impie la main de saint Martin.

Je n'ai pas lu la pièce déposée à la Comédie et ne la lirai pas, n'y ayant

1. France donnait volontiers des surnoms à ses serviteurs.
2. Il s'agit de Mademoiselle Laprévotte.

aucune part. Elle est de Madame M..., qu'on m'a dit être fort intelligente. Robert Dell[1] est bien celui que vous connaissez. Il s'était chargé de présenter l'ouvrage au public anglais. Je ne sais ce qu'il en est, ayant cessé de le voir.

Il n'y a plus de bornes à ma tristesse et à mon inquiétude. Je ne vous dis rien des événements parce que je ne trouve pas les mots pour m'exprimer et si je les trouvais ils feraient saigner les oreilles et les cœurs.

Mademoiselle Perfection vous dit mille choses et moi mille, ce qui ne fait que mille en tout, car ce sont les mêmes et toutes de tendresse.

Au même.

Hôtel du Cap-d'Antibes, Antibes, 30 janvier 1918.

Cher Ami,

Je n'ai aucun souvenir des conventions passées à l'Odéon entre Thomé et moi. Mais Busser m'écrit qu'Emile Fabre a levé toutes les difficultés et qu'il est, lui, Busser, chargé de faire la musique de scène.

Dans le calme où je suis et qui me fait sentir plus cruellement le trouble universel, j'ai cherché une distraction dans l'occupation la plus inutile, la plus frivole, la plus vaine qu'il me fût possible de choisir ; j'ai écrit deux nouvelles pour ajouter aux récits du *Petit Pierre*.

Mademoiselle Perfection se porte bien et vous aime tendrement.

Au même.

Hôtel du Cap-d'Antibes, 24 janvier 1921.

Cher Ami,

Nous avons fait un voyage charmant. A Aix, j'ai visité la Méjane et le bibliothécaire m'a montré de belles reliures armoriées, en mosaïque, et ce qu'il préfère à tout, en velin, avec petits fers. Mais mon plaisir a été gâté parce que je ne pouvais vous le faire partager. Nous jouissons à Antibes d'un climat très doux et d'un paysage très beau. Ti-Co se porte bien. Ma santé s'est à peu près rétablie, mais je ne puis encore travailler, ce qui me fâche, car Gaston Calmann me presse de lui donner *La Vie en fleur*. Hélas ! es-ce à moi, tout caduc et chenu, de parler de vie en fleur ? Je lis un livre bien intéressant de Charles Samaran sur Casanova. Il y a une chapitre tout à fait joli sur Silvia et la comédie italienne. Avec Monsieur Samaran, je vis dans le XVIIIe siècle. C'est un moyen de vivre longtemps plus sûr que de se faire greffer des testicules de porc.

Bonsoir, mon très cher ami, nous suçons vos berlingots qui sont délicieux !

Ecrivez-moi.

A Monsieur X...[2].

Monsieur,

Les portraits que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer m'ont plu par le style et par le caractère. Quant à ceux de mon extrême vieillesse que vous voulez bien m'envoyer, ils m'étonnent par leur caractère monumental. Je voudrais que le temps prêtât à mon œuvre un peu de la force et de la grandeur que vous imprimez à vos compositions.

Excusez les quelques mots d'un vieillard sincère.

ANATOLE FRANCE

1. Journaliste anglais.
2. Dessinateur.
3. Cette lettre, écrite au crayon, à la Béchellerie, en août ou en septembre 1924, est la dernière lettre connue d'Anatole France.

BIENVENUE AUX AMÉRICAINS

L'article de notre collaborateur M. Charles-Roux était déjà composé, lorsque nous avons appris la mort du Président Roosevelt. Cette mort est ressentie par les Français comme un deuil national. L'action personnelle du Président a eu sur le développement de la guerre une influence décisive. Doué d'une intelligence exceptionnelle et d'une intuition rare, Roosevelt a su à quoi s'en tenir, bien des années avant la guerre, sur les desseins de l'Allemagne. Il a compris que Hitler voulait conquérir non seulement l'Europe, mais le monde, et il a réussi à arracher petit à petit ses compatriotes à la religion isolationniste. Homme d'action il a été l'animateur du prodigieux effort qui a permis aux Etats-Unis de constituer en deux ans une armée puissante et de mener à bien des armements gigantesques. Politique profond, il eût exercé sur les négociations de paix une influence décisive, qui n'eût pas manqué d'être heureuse pour la France, car Roosevelt savait que les intérêts de la France et ceux des Etats-Unis sont solidaires. L'espoir et la conviction des Français sont que le successeur de M. Roosevelt, M. Harry S. Trueman, continuera sa politique. Il a d'ailleurs fait déjà une déclaration en ce sens. Notre dette à l'égard du Président reste immense. Il a été, avec W. Churchill, un des grands artisans du salut de la France — et son nom mérite d'être honoré chez nous comme l'est, de l'autre côté de l'Atlantique, celui de La Fayette. (N.D.L.R.)

Ce que la France représente aux yeux des Américains n'est pas aisément définissable. Au moins ne l'est-ce pas si l'on fait abstraction des circonstances actuelles. Car c'est, en temps normal, quelque chose d'infiniment divers, qui varie à l'extrême avec des millions d'individus d'outre-Atlantique, qui diffère du tout au tout selon les cas ; quelque chose qui va d'une image précise au ni vu ni connu ; qui, aux mémoires mêmes où se sont gravés des souvenirs, en évoque de très dissemblables : tantôt Paris seulement, tantôt autre chose que le seul Paris ; avec Paris même, une ville de plaisirs ou un foyer de civilisation.

Est-ce à dire que, sous l'écho du nom de la France, aux Etats-Unis ne puisse être discernée aucune signification assez généralisée pour être considérée comme générale, assez spéciale pour lui être une sorte d'attribut ? Certainement pas, si l'on se place, pour dégager cette signification, dans les circonstances tout autres que normales où le monde se débat depuis cinq ans. La France représente alors aux yeux des Américains un pays auquel étaient attachées l'idée de liberté, et qui subissait la servitude ; l'idée de démocratie, et qui était livré à la tyrannie des nazis ; l'idée de civilisation,

et qui se raidissait contre la barbarie hitlérienne ; l'idée de fierté, de gloire, et qui endurait l'humiliation de l'occupation ennemie ; l'idée de révolte contre le joug étranger, et qui le secouait sans même attendre le secours du dehors. Voilà le son que rendait le mot France aux oreilles des Américains, à l'heure où leurs colonnes s'acheminaient vers la Seine.

Ce son est, à tout prendre, assez plein pour que nous l'enregistrions avec satisfaction. Ce ne sera pas, de notre part, que justice, mais aussi sagesse. Car le sens, la valeur donnés à notre pays, à cause des grandes idées que l'on identifie avec lui, sont une sorte de capital dormant qui se réveille aux heures solennelles pour nous rapporter de la sympathie. C'est, à sa manière, un avoir français à l'étranger. Nous avons ainsi, de par le monde, plusieurs de ces avoirs moraux, impondérables et cependant de grand poids, formés au cours des âges par les services que nous avons rendus à l'humanité.

Il en est où entrent des services rendus à certains pays en particulier, des concours prêtés à leur émancipation nationale. C'est le cas pour la patrie de Franklin et de Washington. Ce titre à la gratitude des Américains n'est, aujourd'hui encore, pas méconnu d'eux. Il a contribué à nous les amener en 1917. Il a donné à leur intervention d'alors une partie de sa substance idéaliste, spécialement à leur arrivée sur nos champs de bataille son allure de générosité, de chevalerie. « La Fayette, nous voilà ! »

Cette fois-ci, il en a été un peu autrement. Certains journaux américains nous l'ont dit : la dette était payée. Mais pour nourrir d'idéalisme une assistance dictée par d'impérieux motifs politiques et stratégiques, il restait tout ce que nous représentons d'idéal commun. Il restait aussi la force efficace d'une solidarité, deux fois déjà affirmée dans les combats, scellée dans le sang. La France captive, mais impatiente de rentrer dans la lutte où l'avait précédée la France libre, représentait également aux yeux des Américains cette solidarité politique et militaire, qui renaît à chaque occasion, qui s'était ressoudée en Afrique et en Italie.

Le désastre de la France en juin 1940 les avait plongés dans la stupeur : ils ne s'étaient attendus à rien de tel. Sa chute les a consternés, sans lui rien enlever de leur affection. Ils la lui ont manifestée, dès le 14 juillet 1940, par des démonstrations populaires, sans doute platoniques, mais significatives de ce qu'elle demeurait pour eux. Sa captivité les a émus. Ils ont compati à ses souffrances matérielles et morales pendant l'occupation allemande. Les risques qu'elle a courus avant d'être libérée les ont trouvés tout autres qu'insensibles. Sa libération, les circonstances de sa libération, les ont enthousiasmés. Ainsi rien de ce qui affecta ou réconforta notre nation ne les a-t-il laissés indifférents.

Encore faut-il, pour être équitable, tenir compte d'un fait trop souvent négligé : c'est qu'ils n'ont eu qu'une connaissance incomplète, insuffisante, du calvaire gravi par notre population. Ils n'ont connu qu'imparfaitement ce qu'elle a enduré de privations, d'exactions, de cruautés, d'humiliations ; ce qu'elle y a opposé de courage, de résistance, d'esprit de sacrifice et d'héroïsme ; ce qu'elle a pu craindre de pire encore que son sort, avant que ne vînt l'y soustraire une libération dont la rapidité a tenu du miracle.

Un peuple s'imagine volontiers que rien de son martyre n'a été ignoré de l'étranger, de ses amis en tout cas. Mais c'est compter sans les lacunes de l'information et sans le scepticisme du public en matière d'atrocités. Le fait est que, pour ces deux raisons, beaucoup d'Américains n'ont qu'une très vague idée des proportions atteintes, sous l'oppression allemande, par les arrestations, déportations, exécutions et massacres ; par les horreurs qui se perpétraient dans les prisons, tortures qui se pratiquaient dans les geôles de la Gestapo, actes de barbarie qui se commettaient dans nos villes et bour-

gades, pillages dont nos biens étaient victimes. Il en est qui, ayant entendu parler de tels faits, ont refusé d'y croire, comme invraisemblables. Très peu se doutent qu'il s'en est fallu de quelques heures de plus de combat dans les rues de Paris pour que les monuments qu'ils voient écorniflés par les obus ne fussent irréparablement endommagés ; très peu, qu'il a tenu à un cheveu que Paris ne fût mis sens dessus dessous par les explosions dont Hitler avait donné l'ordre. Il leur reste beaucoup à apprendre sur tout cela ; en sorte que, compte tenu de leur relative ignorance des maux dont nous avons souffert et de ceux auxquels nous a soustraits la Providence, nous devons encore leur savoir gré d'avoir compati comme ils l'ont fait à l'affreuse situation d'où nous a tirés la libération et vibré, comme ils l'ont fait aussi, à notre délivrance.

J'en ai rencontré qui m'ont signalé l'intérêt que nous aurions à édifier, à documenter leur peuple sur les abominations que le nôtre a subies. Il dépend encore de nous de le faire.

⁂

Passons maintenant au second volet du dyptique : ce que les Etats-Unis représentent aux yeux de la France.

Ici encore, telle est, en temps normal, la diversité des idées évoquées, que l'on en pourrait facilement composer une page d'antithèses heurtées, où s'opposeraient les notions les plus rudimentaires et les plus étendues, les plus frivoles et les plus sérieuses, les plus superficielles et les plus approfondies. Mais ce serait d'autant plus vain que, dans les circonstances actuelles, nous avons moins à nous creuser la tête pour savoir quelles idées essentielles éveille dans nos esprits le nom des Etats-Unis.

Nous voyons en eux le pays dont l'intervention dans la guerre a, en 1917, fait pencher la balance en faveur des Alliés ; dont la masse nous a paru, dans cette guerre-ci, devoir encore décider de la victoire ; vers lequel nous avons, aux pires moments de notre détresse, tourné les yeux comme vers une ancre de salut ; dont l'assistance, même pendant sa neutralité, a permis aux Anglais et aux Russes de tenir le coup ; dont les armées ont reparu en libératrices sur notre sol ; enfin dont la puissance économique pourra être utile à notre reconstruction.

Sans doute ces constatations sont-elles élémentaires, au point d'être des vérités de la Palisse. Mais c'est souvent de ces vérités qu'est formé l'instinct populaire qui, en l'espèce, ne s'égare pas et constitue une boussole sûre. Le fait est que, pendant la douloureuse période de cinq ans dont nous venons de sortir, l'instinct populaire a eu raison, sur toute la ligne, contre les prévisions et déductions dont nos crânes ont été bourrés par les augures les plus autorisés et les politiques les plus retors : il a mis à leur place, par rapport à nous, l'Allemagne et ses ennemis, vu plus juste et plus clair, dans le destin des belligérants, que les devins officiels. Le bilan sommaire qu'il dresse, sous la rubrique des Etats-Unis, inscrit bien à leur actif l'essentiel de ce qui leur revient.

Une guerre n'avait pas fait oublier l'autre au point que nous eussions perdu le souvenir du soulagement éprouvé quand, pendant la dernière, les Etats-Unis s'étaient mis de la partie de notre côté. Nous avions alors eu l'intuition, la certitude même, que leur entrée en guerre décidait du sort de la lutte ; et nous ne nous étions pas trompés. Nous nous le rappelions, lorsque le conflit actuel a éclaté. Ce fut pour beaucoup dans la ténacité, plus instinctive que raisonnée, avec laquelle notre peuple s'est accroché à la conviction que les Etats-Unis finiraient encore par être belligérants et

que, de nouveau, leur participation à la guerre serait décisive. Mais une chose est de croire que l'histoire se répétera, et une autre de la voir se répéter. Pour qu'elle se répétât, il fallait que de grands Américains l'y aidassent ; et ils avaient fort affaire pour cela.

L'éclat du « précédent » historique qui a entretenu nos espoirs ne doit pas, en effet, nous masquer les difficultés que les Etats-Unis avaient à s'y conformer. Elles étaient nombreuses. L'on peut même se demander si le « précédent » n'était pas à compter parmi elles. Car avoir déjà fait une chose peut être une raison de ne pas la refaire, aussi bien que de la recommencer. En 1919, j'entendais un ambassadeur des Etats-Unis me dire : « Une chose est certaine, c'est que nos troupes ne repasseront plus l'Océan une seconde fois. » Elles l'ont repassé cependant, et pas, cette fois, pour débarquer l'arme à la bretelle, dans un port où nous les attendions sur le quai avec la fanfare. Plus d'un Français de marque pensait, après la dernière guerre, comme le diplomate américain qui prophétisait de travers. L'expédition d'Outre-Atlantique en France ayant alors été considérée comme énorme, un collègue français me disait : « Pareille migration militaire se fait une fois, mais pas deux dans le même siècle. » Le siècle pourtant n'est pas fini, et nous avons vu la migration se renouveler à beaucoup plus grande échelle, dans des conditions bien autrement laborieuses, en Afrique et en Normandie.

La présence chez nous d'immenses armées américaines, qui maintenant poussent de l'avant en Allemagne, constitue donc un événement dont la répétition laissait incrédules de bons esprits, il y a vingt-cinq ans. Elles arrivent, ces armées, de beaucoup plus loin que la rive opposée de l'Atlantique : elles arrivent à l'isolationnisme; et la distance est infiniment plus grande de l'isolationnisme à l'intervention armée en Europe, que de New-York à Paris. Au propre donc, traversée océanique ; mais au figuré, trajet plus colossal encore.

Ce long trajet, de l'isolationnisme à l'intervention, les Américains l'ont couvert par étapes, où nous les avons suivis avec une impatiente confiance. A vrai dire, nous ne les y avons pas seulement suivis ; nous les y avons précédés, et de combien ! Tandis que se consommait notre désastre de juin 1940, c'est d'eux que nous attendions les avions et les tanks qui nous faisaient défaut ; à eux, que nous demandions de faire acte d'hostilité contre notre ennemie, d'engager leur flotte contre elle. A l'envoi d'une force de terre, nous n'osions faire allusion que pour en exclure nous-mêmes l'éventualité. Du matériel de guerre, ils nous en accordèrent dès lors ; mais le temps manqua pour qu'il nous parvînt. Faire acte d'hostilité à l'Allemagne, devenir belligérants, il n'en pouvait alors être question pour eux. Pas davantage, de réagir contre les prétentions sur l'Indochine, que bientôt le Japon démasqua : pour cela aussi, nous tendions la perche aux Etats-Unis dès juillet 1940. Ils ne pouvaient pas non plus la saisir. Nous avions anticipé de beaucoup sur leurs dispositions et sur leurs moyens. Mais nous avions compté sur eux dès que nous avions eu besoin d'eux. En cela, nous avions eu tort au comptant et raison à terme.

Le terme se faisait attendre, mais l'attente n'ébranlait pas chez nous la confiance du populaire. Toujours impatient de voir les Américains accélérer leur marche, il persistait à ne pas douter de leur arrivée au but. Sa foi en leur intervention dépassa même, à certains moments, ce qu'autorisaient les pronostics sur leur évolution. « Je suis sûr que les Etats-Unis interviendront par les armes, mais je ne peux pas vous dire quand », me disait un Américain qualifié pour parler. L'incertitude totale sur la date n'était pas sans affaiblir la certitude du fait. Encore d'autres n'osaient-ils pas être aussi caté-

goriques sur le fait même. Malgré cela, dans notre peuple, quiconque refusait de considérer la France hors du jeu, — et c'était presque tout le monde — tint toujours l'Amérique pour notre alliée virtuelle pendant sa neutralité. Nous lui avons su gré des services vitaux qu'elle rendait à l'Angleterre et à la Russie, comme de services rendus à nous-mêmes. Nous nous sommes réjouis d'apprendre l'arrivée de ses convois de matériel dans un port anglais ou russe, dans la mesure même où nous avons compris qu'un secours apporté aux Anglais ou aux Russes nous l'était aussi. Et ses secours étaient massifs. Il suffit de savoir quelle part de ses fabrications de guerre l'Amérique a livrée à ses alliés — un conférencier américain, M. Callender, l'indiquait récemment — pour se rendre compte de ce que lui doit la résistance britannique et moscovite.

L'inepte agression japonaise, concertée avec l'Allemagne, a transformé pour nous les Etats-Unis d'alliés éventuels en alliés effectifs. Ainsi les a considérer presque unanimement la France enchaînée. Elle en a conçu de solides espoirs, sur lesquels est restée inopérante même la douche que Pearl-Harbour versa d'abord sur eux. Là encore a parlé l'instinct populaire. Il a senti que, par la puissance des Etats-Unis désormais en guerre, le rapport des forces ne pouvait pas, plus ou moins vite, ne pas être renversé. Le fait est que nous l'avons vu depuis se renverser peu à peu par la formidable préparation matérielle, sur laquelle nous renseignaient, de-ci de-là, quelques chiffres entendus à la radio.

Renseignés à cet égard, nous le sommes mieux aujourd'hui : une production de guerre partie de rien pour monter à 5 milliards de dollars par mois, à 64 milliards de dollars en 1944, soit presque au total de celle du reste du monde ; 14 milliards de dollars dépensés à la construction et à la réparation de navires ; en deux ans, de 1942 à 1944, 4 500 cargos neufs sortis des chantiers, jaugeant ensemble environ 44 millions de tonnes ; 6 milliards de dollars absorbés en un an par la fabrication de munitions ; plus de 18 millions d'hommes employés à l'effort de guerre ; l'effectif des forces armées, passé de 700 000 hommes à près de 12 millions ; en trois ans, 30 700 avions mis en service, 203 000 chars d'assaut, 1 796 000 camions, 883 000 pièces d'artillerie ; dans le même laps de temps, 16 810 000 tonnes de bâtiments de guerre mises à flot (y compris les péniches de débarquement), etc.

Pareils résultats n'ont pu être obtenus que moyennant une véritable révolution économique, qui a adapté aux exigences de la défense nationale, non seulement l'industrie américaine, mais l'ensemble des ressources et de la production du pays entier, l'activité de toute sa population, rurale comme urbaine : bref, moyennant une mobilisation générale conçue sur un plan infiniment plus vaste que le seul plan militaire, et génératrice de transformations qui se répercutent sur tous les domaines, économie publique, finances, état social.

Parallèlement à cette colossale préparation matérielle, s'opérait outre-Atlantique une préparation morale qui n'était pas moins indispensable. Elle tendait à déterminer une évolution de l'esprit public. Les Américains devaient être persuadés de leur intérêt direct, vital à entrer dans la lutte avec tous leurs moyens, sur tous les fronts. Seule la notion de cet intérêt pouvait les faire passer de leur isolationnisme initial à l'acceptation des devoirs de l'intervention intégrale, poussée à fond. Leur conscience nationale devait s'ouvrir à cette conviction, pour que leur pays, tout en restant l'arsenal de ses alliés, participât à des opérations combinées, ne s'hypnotisât pas sur sa guerre avec le Japon, considérât l'Allemagne comme la clef de voûte de la coalition à vaincre. La manière dont cette évolution a été, de la Maison-Blanche, guidée

et menée à bien, restera sans doute comme un modèle de savoir-faire, un exemple de ce qu'est l'art de gouverner une démocratie.

L'opinion publique française s'en est avisée. Il suffit de nous rappeler la curiosité intéressée avec laquelle fut, par deux fois, attendu chez nous le résultat d'élections présidentielles américaines, et furent appris les premiers arrivages de troupes des Etats-Unis en Grande-Bretagne. Élections et arrivages eurent, à nos yeux de Français, la valeur barométrique et thermométrique qui, effectivement, était la leur : nous y avons vu l'indication du climat politique et de la température nationale, dont les progrès nous importaient.

A cet égard aussi, la confiance de la France, pourtant emprisonnée par l'occupation, a été surprenante. Pour s'en rendre compte, il n'est que de se souvenir. Combien de fois nous a-t-on prédit que les États-Unis allaient, soit réserver leurs immenses ressources à la seule guerre du Pacifique, soit même faire la paix avec l'Allemagne en y entraînant l'Angleterre. Chaque fois, ces bobards, réédités jusqu'en 1944, se sont heurtés chez nous au scepticisme de la masse ; chaque fois, la réponse de l'homme de la rue a été : « Pas si bêtes ! »

Masse, homme de la rue, Français moyen ont exulté de joie et tressailli d'espoir, à la nouvelle du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord. J'étais de passage au Maroc et en Algérie huit jours avant. Il y avait un peu de fièvre dans l'air : on s'attendait à quelque chose, sans savoir d'où cela viendrait, des Germano-Italiens ou des Anglo-Saxons ; l'on sentait qu'au point où la guerre arrivait, notre Afrique septentrionale ne pouvait tarder à y être englobée, soit par l'un, soit par l'autre des deux camps. Le malaise de l'attente s'aggravait d'une prévision douloureuse : c'est que, si les Anglo-Saxons arrivaient les premiers, nos gens se croiraient tenus à leur tirer dessus. Dans la semaine de ma rentrée en France, le débarquement se produisait. Pas la moindre hésitation dans la métropole à s'en réjouir ; pas la moindre, à déplorer l'éphémère, mais impolitique résistance qui y fut opposée. « Irruption providentielle », déclarait ouvertement un chef militaire, qui avait vécu dans cette expectative depuis deux ans. Le public souscrivait à ce jugement, qu'il ne connaissait pas. De toute part, nos jeunes gens se ruaient vers les Pyrénées, pour les passer. Le surcroît de souffrances qui s'abattait sur la mère-patrie, l'occupation de la zone Sud, la dissolution de l'armée d'armistice, le sabordage de la flotte de Toulon, la saisie de la marine marchande n'enlevaient pas de l'esprit des Français torturés cette idée, qu'un pas décisif venait d'être fait dans la voie de la délivrance. Pourquoi ? Parce que nos ennemis pouvaient désormais être expulsés de la Méditerranée ; qu'une base était créée à l'intervention de nos alliés sur nos côtes de Provence ; que l'Empire colonial français, et avec lui la France entière, rentraient dans la lutte ; enfin que les Etats-Unis avaient passé à l'action, engagé de gros effectifs, manifesté leur résolution d'attaquer la « forteresse européenne » où nous étions prisonniers.

Prolongeant cette évolution politique, qui conditionnait elle-même l'effort industriel et militaire, une autre enfin devait être entreprise, à laquelle nous ne sommes pas moins intéressés. C'est celle qui conduirait les Américains à se convaincre que leur tâche ne serait pas finie avec les hostilités, leur intérêt pas satisfait par la seule victoire des armes alliées, pas même par la conclusion d'une paix conforme à leurs vues. Il fallait encore qu'ils en vinssent à la notion de responsabilités permanentes à assumer par eux, pour le maintien de la paix rétablie. Là était la plus difficile des évolutions à faire accomplir par l'opinion publique américaine. Là est celle qui est actuellement suivie en France avec le plus d'attention.

L'on n'en saurait dire le terme atteint ni le résultat acquis. Du moins le principe de responsabilités à prendre par les Etats-Unis a-t-il été affirmé avec force par leurs dirigeants, les raisons qui doivent les leur faire assumer ont-elles été énoncées explicitement, les modalités qui les traduiraient en actes ont-elles été mises à l'étude, déjà discutées dans des conférences, inscrites à l'ordre du jour d'autres délibérations prochaines.

Nous sommes ici en présence d'une évolution en cours, voire en bonne voie, mais inachevée. Elle est d'importance primordiale. La leçon du passé semble de nature à la favoriser. A nous, Français, malheureusement mieux placés que d'autres pour juger du cas en connaissance de cause, il ne paraît pas douteux que si les Etats-Unis n'avaient pas, en 1920, tiré leur épingle du jeu européen, s'ils ne s'étaient pas désintéressés du sort d'une paix dont les dispositions essentielles avaient été inspirées par leur propre plénipotentiaire, les événements en Europe et dans le reste du monde auraient pu ne pas prendre la tournure qu'ils ont prise. Il s'agirait donc, en fin de compte, pour nos alliés américains, de ne pas retomber dans l'erreur qu'ils ont, à leur propre détriment en même temps qu'au nôtre, commise il y a vingt-cinq ans.

D'autres erreurs que celle-là ont, il y a vingt-cinq ans aussi, obnubilé leur jugement. Ils ont alors pris pour des conceptions arriérées, routinières, voire pour des réminiscences d'ambitions ataviques, ce qui ne procédait chez nous que des durs enseignements de l'expérience. Il y a heureusement des raisons de croire que leur optique à notre endroit s'est modifiée. Mais j'aurais incomplètement défini ce que les Etats-Unis représentent actuellement à nos yeux, si je ne notais qu'à un égard, celui de leurs responsabilités internationales dans l'avenir, ils représentent encore pour nous une demi-inconnue, suffisamment déchiffrée pour autoriser les meilleurs espoirs, pas assez pour bannir toute perplexité.

J'entendais dernièrement un conférencier américain, Mr Tyler, parlant à l'Ecole des Sciences Politiques, dire que l'Europe doit prendre garde de ne pas déterminer aux Etats-Unis une seconde crise de dégoût des affaires européennes. Soit, d'accord. Mais il ne faudrait pas non plus qu'un dégoût préconçu des affaires européennes servît aux Etats-Unis de prétexte à se replier sur eux-mêmes ou bien à se concentrer sur le continent américain, ce qui reviendrait à peu près au même, le panaméricanisme n'étant guère qu'une forme étendue d'isolationnisme, une sorte de rallonge à celui-ci.

Même mitigé de panaméricanisme, l'isolationnisme paraît bien s'être avéré irréalisable aux Etats-Unis sans grave déconvenue pour eux. On reprend quelquefois sur nos scènes un vaudeville intitulé : « Les surprises du divorce. » Le divorce avec l'Europe a valu à l'Amérique des surprises, somme toute, très coûteuses. L'opinion publique américaine est trop intelligente pour ne pas s'en rendre compte.

Les peuples préfèrent généralement aux retours sur le passé les anticipations sur l'avenir. Or les anticipations sur l'avenir devraient conduire les Etats-Unis à la même conclusion que les retours sur le passé. Les progrès de la science ne vont pas s'arrêter. L'homme continuera à les utiliser pour perfectionner l'art de tuer et de détruire. La distance de Berlin à New-York sera, en fait, écourtée encore, par rapport à ce qu'elle est actuellement. Dès l'instant que des V1 et des V2 peuvent être lancés d'Allemagne sur Londres, il n'est pas chimérique d'admettre que, dans quelques années, il devienne possible d'en diriger du même point de départ sur New-York. Du moins l'hypothèse n'en est-elle pas exclue à priori par certains savants. Je prends ici à dessein l'exemple le plus frappant pour faire comprendre qu'il suffira de

moins en moins à un continent de s'isoler politiquement d'un autre pour être hors de son atteinte.

« Efforçons-nous donc de nous comprendre, ne nous séparons pas trop », concluait, récemment aussi, un autre conférencier américain, Mr Callender, parlant en Sorbonne. Il ajoutait : « La puissance industrielle de l'Amérique pourra être très utile à une France en reconstruction et, de son côté, l'Amérique aura besoin d'une France forte en Europe. » Je dirais volontiers, surenchérissant sur cette conclusion : nous ne pouvons pas ne pas nous comprendre, parce que notre but commun est de prévenir le retour d'une tourmente comme celle à laquelle nous faisons face ensemble ; nous ne devons pas nous séparer du tout, parce que nos intérêts mutuels s'en trouveraient très mal. Mais nous nous comprendrons d'autant mieux que la parole sera donnée à la France pour faire entendre à temps ses avis sur des sujets auxquels elle est directement intéressée ; et nous nous séparerons d'autant moins qu'elle sera moins tenue à l'écart. D'autre part, une France forte en Europe, c'est-à-dire redevenue forte, suppose remplies des conditions dont certaines dépendent d'elle seule et d'autres pas seulement d'elle. Par exemple, il faut que soient rapidement reconstituées des forces militaires, qu'il ne dépend pas actuellement d'elle d'équiper et d'armer ; que sa reconstruction soit considérée comme une tâche d'intérêt commun à ses alliés et à elle ; qu'aucune divagation nébuleuse ne mette en question ses droits légitimes sur des territoires d'outre-mer qui font corps avec elle ; que les futurs aménagements européens, ceux qui résulteront de la victoire alliée, soient étayés de garanties autres qu'illusoires. Il n'y a rien là qui puisse raisonnablement rebuter les Etats-Unis.

Au surplus, l'amitié n'exclut-elle pas les explications. Elle en est même la condition. Car si l'on peut se dire ses vérités sans être amis, on ne se les dit utilement qu'entre amis. Pendant la période d'occupation allemande, les Français, qui avaient les yeux fixés sur l'Amérique, ne pouvaient entendre sans se hérisser la plus légère critique contre elle, la moindre réserve à son propos, le moindre doute sur son orientation. C'est qu'il leur eût paru, en y prêtant l'oreille, souscrire à l'affreuse consigne de germanophilie et d'américanophobie qu'ils rejetaient avec horreur. Il en était d'ailleurs de même pour l'Angleterre et la Russie. Maintenant, les temps sont changés. L'amitié, qui veillait dans tous les cœurs français, est de nouveau mise en pratique dans les rapports politiques qui sont, en fait, des rapports d'alliance militaire. Elle permet de se confier les uns aux autres, sans y porter atteinte, pour la fortifier au contraire, comment chacun en conçoit l'application à la politique. Personne chez nous ne songe à en tirer, pour nous, d'autre profit que les suivants : maintenir la paix, dont les Etats-Unis ont tant contribué à rendre possible le retour ; reconstruire la France, qu'ils ont tant concouru à libérer.

FR. CHARLES-ROUX

de l'Institut.

L'AVENIR DU PASSÉ

Il y a, à présent, des succès retentissants, à gros tirages, parmi les livres d'histoire, et l'archéologie a bel et bien pris rang de « nouvelles diverses » dans les journaux. Du point de vue du rédacteur en chef, la découverte d'un nouveau surtout de table, hideux et art nouveau, de Tutankamon, est un événement au moins aussi important qu'un vol transatlantique. Nous nous intéressons tous, à présent, à l'histoire.

Mais l'histoire, nous a assuré un jour Mr Henry Ford, c'est de la fichaise.

En conséquence, si Mr Ford a raison, nous nous intéressons tous à la fichaise. A-t-il raison? Je crois que oui, jusqu'à un certain point. Car la majeure partie de ce qui passe pour de l'histoire est, en réalité, parfaitement insignifiant et trivial. Pourquoi donc nous y intéressons-nous? Parce que nous aimons les choses insignifiantes et les trivialités, — nous les préférons (notre frivolité étant à ce point insondable) aux choses importantes qui exigent qu'on les prenne au sérieux, qu'on les juge et qu'on y réfléchisse. De plus, les insignifiances et les trivialités historiques sont non seulement pleines d'agrément en soi, mais constituent encore de la culture. Nous sommes donc moralement fondés à y trouver un divertissement, de même que nous ne sommes pas moralement fondés à trouver un divertissement dans les romans. Car les romans, à moins qu'ils ne se trouvent être l'œuvre d'écrivains aujourd'hui morts, ne sont pas de la culture.

La culture, comme l'a fait voir Emmanuel Berl, dans une de ses brochures brillantes et divertissantes, ressemble à la masse de connaissances spéciales qui s'accumule dans n'importe quelle famille unie et constitue la propriété commune de tous ses membres. « Te rappelles-tu le cornet acoustique de tante Agathe? Et le jour où Léon a saoulé le perroquet avec des morceaux de pain trempés dans du vin? Et ce pique-nique sur le lac du Bourget, où le bateau a versé et où l'oncle Paul a failli se noyer? Te rappelles-tu? » Et nous nous en souvenons tous, certes; et nous nous esclaffons, ravis; et le malheureux étranger qui est tombé chez nous par hasard se sent complètement perdu. Eh bien! voilà ce qu'est la culture (sous son aspect social et mondain). Lorsque nous nous rencontrons, nous autres membres de la grande famille des gens cultivés, nous échangeons des souvenirs sur l'aïeul Homère, sur cette vieille rosse de docteur Johnson, sur la tante Sapho, sur ce pauvre Johnny Keats. « Et vous rappelez-vous cette chose absolument épatante, que disait l'oncle Virgile? Vous savez bien : *Timeo Danaos*... Epa-

tant! Je ne l'oublierai jamais! » Non, certes, nous ne l'oublierons jamais; et, qui plus est, nous prendrons bien soin que ces sales gens qui ont eu l'impertinence de nous faire une visite, ces misérables parias qui n'ont jamais connu le vieil oncle Virgile, — si plein de sagesse, le cher homme! — ne l'oublient jamais, eux non plus. Nous leur rappellerons constamment qu'ils sont étrangers à notre clan. Cette répétition des potins de la tribu est tellement agréable aux membres de la famille des gens cultivés, elle leur procure une telle auréole de supériorité satisfaite, que *le Times* trouve profitable d'employer un rédacteur à la besogne exclusive de nous parler tous les matins de nos chers vieux oncles et tantes-en-culture et de leurs charmants amis. Ces quatrièmes « éditoriaux » sont véritablement extraordinaires [1]. « Comme les jours diminuent! » comme disait tristement le Cygne de Lichfield [2]. Les feuilles jaunies et sèches, « les sanglots longs des violons de l'automne », remplissent certains cœurs d'une « douce tristesse » et font naître dans certains yeux les *lacrymæ rerum*. Mais il en est d'autres — *quot homines, tot disputandum est* — pour qui la « saison des brumes et de la maturité féconde » est non seulement réconfortante, mais encore enivrante, à la différence de la tasse de thé que prenait chaque après-midi le pauvre Cowper. Car « Vive la rentrée! », comme nous chantions en remontant le Boul' Mich', aux jours disparus comme neiges d'antan. Souvenirs mélancoliques! *Nessun maggior dolore che ricordarsi del tempo felice nella miseria.* Ces vers splendides de Lactance nous montent d'eux-mêmes aux lèvres :

« A ab absque, coram, de;
Palam, clam, cum es et e;
Sine tenus, pro et præ... »

C'est avec délices, je l'avoue, que je savoure ce genre de prose quand elle est bien composée. J'éprouve un plaisir réel à reconnaître une saillie de quelque oncle-en-culture, et me sens couvert de honte quand je tombe sur des paroles ou des exploits avunculaires qui devraient m'être familiers, mais qu'inexcusablement je ne connais point. Bien mieux, j'éprouve un grand plaisir à écrire moi-même des potins de famille de ce genre.

Toutes les figures vraiment pittoresques de l'histoire sont nos oncles et tantes-en-culture. Si vous êtes capable de parler savamment de leurs actes et de leurs paroles, c'est signe que vous êtes « dignus intrare », que vous appartenez à la famille. Au contraire, si vous ne savez pas, par exemple, que « la sœur de Sidney, la mère de Pembroke » [3] se plaisait à observer l'accouplement de ses juments et de ses étalons, si vous ne savez pas que Harrington [4] était convaincu que sa sueur engendrait des mouches et qu'il imagina même une expérience cruciale pour le vérifier, — alors, ma foi, il est bien évident que vous n'êtes pas vraiment des nôtres.

Nous distraire et nous fournir des oncles et tantes-en-culture, ce sont là, pour la plupart des lecteurs, les deux fonctions principales de l'histoire écrite. Mr Ford la traite de fichaise, et ce n'est pas surprenant. Nous ne

1. *Le Times* (qui paraît, comme on sait, sur un très grand nombre de pages) publie tous les jours trois ou quatre « éditoriaux », dont le dernier est souvent consacré, en effet, à de simples réminiscences philologiques ou littéraires, et présente un intérêt topique fort mince. (N. du Tr.)

2. Anna Seward, contemporaine et amie d'Erasmus Darwin et de Walter Scott. — (N. du Tr.)

3. Il s'agit de la comtesse douairière de Pembroke qui protégea Ben Jonson et les autres poètes de son temps; la citation qui la désigne est extraite de son épitaphe par William Browne. — (N. du Tr.)

4. Philosophe et historien républicain du XVIIe siècle; auteur de *The Commonwealth of Oceana* et fondateur du Rota Club. — (N. du Tr.)

pouvons qu'être surpris de sa modération. Travaillant en toute sincérité et exclusivement *ad majorem Industriæ gloriam* (comme eût pu dire notre oncle-en-culture Loyola), ce missionnaire ascète, ce saint du nouvel ordre de choses, ne pouvait manquer de détester l'histoire. Car la lecture de l'histoire distrait, elle est une tueuse de temps, et, grâce à la culture, une tueuse de temps accréditée et légitime ; or, le temps est un sacrifice réservé exclusivement au dieu de l'industrie. Par ailleurs, l'histoire fournit aux gens des normes du snobisme de la culture ; or, la seule catégorie de snobisme permis à un adorateur de la divinité nouvelle est le snobisme des biens matériels. Le dieu de l'industrie fournit à ses adorateurs des objets, et ne peut exister qu'à condition que ses dons soient acceptés avec reconnaissance. Aux yeux d'un industriolâtre, le premier devoir de l'homme est de collectionner autant d'objets que possible. L'orgueil familial que donne la possession des oncles-en-culture, et, en général, tout snobisme de la culture, contrecarre l'orgueil que procurent les objets ou snobisme des possessions matérielles. Le snobisme de la culture est une insulte, et même une menace à l'égard du dieu de l'industrie.

Le saint du nouvel ordre de choses ne peut que haïr l'histoire. Et non pas seulement l'histoire. S'il est logique, il faut qu'il haïsse la littérature, la philosophie, la science pure, les arts, toutes les activités mentales qui détournent l'humanité d'un intérêt acquisitif porté aux objets.

« De la fichaise », — c'est là le terme injurieux choisi par Mr Ford pour déprécier l'histoire. De la fichaise : car comment l'histoire, même sérieuse et philosophique, pourrait-elle être édifiante? L'histoire est une relation des faits et gestes de gens qui ont vécu avant que fussent inventées les machines-outils et les banques par actions. Comment peut-elle nous dire quelque chose d'important, à nous, étant donné le rôle si énorme que jouent dans notre vie, directement ou indirectement, les machines-outils et les banques par actions? Non, non ; l'histoire, c'est de la fichaise.

Il y a des arguments, de bons arguments, à mon avis, à l'encontre de l'épithète de fichaise attribuée à l'histoire. Mais je ne puis les développer ici. Je m'occupe simplement, ici, du fait que, fichaise ou non, tous, nous trouvons l'histoire intéressante. Intéressante parce qu'elle tue si agréablement le temps, parce qu'elle justifie ce meurtre du temps par sa qualité de culture, et enfin parce qu'elle traite précisément de ces hommes d'avant les machines-outils, dont les actes doivent paraître, à tout industriolâtre convaincu, si ridiculement illogiques et à côté de la question. Nous lisons des récits du passé, parce que le passé, si différent du présent, est pour nous plein de fraîcheur. Une bonne part de l'histoire est écrite, soit délibérément, soit inconsciemment, à titre de réalisation de désirs.

Le passé et l'avenir sont des fonctions du présent. Chaque génération possède son histoire particulière, son genre spécial de prophétie. Ce qu'elle doit penser du passé et de l'avenir est déterminé par ses propres problèmes immédiats. Elle se tournera vers le passé pour y chercher un enseignement, de la sympathie, des justifications, de la flatterie. Elle lancera ses regards vers l'avenir, pour y trouver une compensation au présent, — et vers le passé aussi. Car le passé lui-même est susceptible de devenir une utopie compensatrice qui ne se distingue point des paradis terrestres de l'avenir, si ce n'est qu'en ce que les héros y portent des noms historiques, et ont vécu entre des dates connues. D'époque en époque, le passé se recrée. Une nouvelle série de Waverley Novels [1] est fondée sur un nouveau choix des faits. Les Waverley Novels d'une époque traitent des Romains ; ceux d'une autre

1. C'est le titre d'ensemble des romans historiques de Walter Scott. — (N. du Tr.

époque traitent des Grecs ; ceux d'une troisième, des Croisés ou des Chinois anciens.

L'avenir est aussi divers que le passé. Le monde à venir est habité, à un moment, par des politiciens ; à un autre, par des artisans et des artistes ; tantôt par des utilitaristes parfaitement rationnels, tantôt par des surhommes, tantôt par des sous-hommes prolétariens. Chaque génération paye son écot et fait son choix.

N'importe où, n'importe où, pourvu qu'on s'évade du monde. Nous effectuons notre sortie, en avant ou en arrière, par la machine à explorer le temps. (Il y a encore des gens, il est vrai, qui préfèrent les machines « vieux jeu » à explorer l'éternité, avec lesquelles Dante et Milton ont fait leurs vols transcosmiques records ; mais ils sont relativement peu nombreux.) Effectuerons-nous toujours des sorties du même genre avec nos machines à explorer le temps ? En d'autres termes, quel sera l'avenir probable du passé ? Et l'avenir de l'avenir ? Seule une étude de ce que furent et de ce que sont le passé et l'avenir nous permettra de hasarder une réponse qui puisse présenter quelque plausibilité.

Au cours des cinq ou six siècles qui ont précédé 1800, le passé a été à peu près exclusivement Rome, la Grèce (connue indirectement au travers de Rome, puis par contact direct) et la Palestine.

Le passé hébraïque est demeuré relativement stable au cours de toute cette longue période. Associé comme il l'était aux livres sacrés de la religion établie, comment pouvait-il changer ?

Le passé gréco-romain a été moins stable. Dans la dernière période du moyen âge, les Grecs et les Romains étaient, avant tout, des hommes de science. Avec la Renaissance est apparue cette admiration passionnée et exclusive de l'art et de la littérature classiques, qui a persisté jusqu'en plein XIXe siècle. Pendant plus de trois cents ans, les Grecs et les Romains ont été les seuls sculpteurs et architectes, les seuls poètes, dramaturges, philosophes et historiens.

Durant cette même période, les Romains ont été les seuls hommes d'État.

Pour les sceptiques du XVIIIe siècle, la Grèce et Rome étaient des empires de la raison, magnifiquement différents du monde réel, dans lequel les préjugés et les superstitions avaient si manifestement le dessus. Ils ont utilisé les exemples classiques comme des verges pour battre les prêtres et les rois, comme des leviers pour renverser la morale courante. Et ils ne se sont pas bornés exclusivement à la Grèce et à Rome. C'est à cette époque que la Chine fut, pour la première fois, présentée comme un exemple de douceur et de raison, pour faire honte à la folie de l'Occident plongé dans les ténèbres de l'ignorance. En frappant l'Occident avec des verges extrême-orientales, les écrivains contemporains tels que Lowes Dickinson [1] et Bertrand Russell [2] n'ont fait que ressusciter une tradition littéraire des plus respectables. Les utopies primitives et préhistoriques de D. H. Lawrence et d'Elliot Smith ont un arbre généalogique aussi reluisant. Nos ancêtres étaient parfaitement au courant de l'état de nature et du noble sauvage.

Les dernières années du XVIIIe siècle et les premières du XIXe ont été une période de changement rapide et violent. Le passé s'y est modifié avec le présent ; la Grèce et Rome ont pris une succession de significations nouvelles. Pour les hommes de la Révolution française, elles étaient importantes pour autant qu'elles représentaient le républicanisme et le tyrannicide. Pour Napoléon, la Grèce, c'était Alexandre, et Rome, c'était Auguste et Justinien. En Allemagne, cependant, l'attention était concentrée principalement sur la

1. Historien et philosophe, curieux d'éthique et d'histoire religieuse. — (N. du Tr.)
2. Mathématicien et philosophe, aux opinions politiques très avancées. — (N du Tr.)

Grèce. La Grèce, pour les contemporains de Schiller et de Gœthe, était un monde d'art, avant tout un monde où l'on vivait d'une vie riche d'individualité. Il est difficile, comme l'a indiqué Rousseau, d'être à la fois citoyen et homme. Celui qui veut devenir un bon citoyen d'une société moderne doit sacrifier quelques-unes de ses tendances humaines les plus précieuses et les plus fondamentales. Là où il y a trop de spécialisation, trop de division organisée du travail, un homme se voit aisément abaissé au niveau d'une simple fonction incarnée dans un corps. C'est parce qu'ils se rendaient compte de ce fait que Schiller et Gœthe sont retournés chez les Grecs. Ils croyaient découvrir parmi les Grecs l'homme individuel pleinement et harmonieusement développé.

La chute de Napoléon fut suivie d'une réaction religieuse et politique. Inévitablement, le moyen âge fit son apparition sur la scène mentale. Pendant la moitié du siècle, le moyen âge réalisa les désirs de trois catégories de gens : ceux des romantiques par tempérament, qui trouvaient sordide l'industrialisme nouveau et avaient besoin de passion et de pittoresque ; ceux des chrétiens missionnaires, qui réclamaient une foi universelle ; ceux des aristocrates, qui réclamaient des privilèges politiques et économiques.

Plus tard, après que l'industrialisme et la politique du laissez-faire eurent eu le temps de produire leurs résultats les plus affreux, le moyen âge commença à représenter quelque chose d'assez différent. Le monde correspondant à leurs désirs, que recherchaient dans le passé William Morris [1] et ses amis, était pittoresque, certes, mais n'était point particulièrement catholique ni féodal ; c'était un monde, avant tout, de bonne organisation économique, un monde anté-mécanique, peuplé d'artisans-artistes médiocrement spécialisés.

Parmi tous les passés divers, le médiéval est encore l'un des plus vivaces. Il a inspiré plusieurs idéals politico-économiques contemporains, dont l'un, la version fasciste du socialisme corporatif, a été effectivement converti en politique pratique et a été appliqué. Ce passé médiéval est l'objet des désirs pleins de regrets des ennemis du capitalisme, des ennemis de la démocratie, des ennemis de l'état industriel et hypertrophié, de tous les ennemis artistiques de la production en série, des catholiques, des socialistes, des monarchistes, indistinctement. Ce n'est que dans un présent confus et compliqué qu'un fragment du passé peut avoir simultanément tant de sens différents.

Mais le passé médiéval n'est en aucune façon le seul auquel nous nous intéressions à titre de réalisation de nos désirs. C'est ainsi qu'un passé hindou fabuleusement spiritualiste a été inventé par les théosophes, à titre de compensation idéale au présent occidental, bien éloigné du spiritualisme. De même, la Grèce est l'utopie rétrospective de ceux qui, comme Schiller, trouvent que le fait d'être citoyen d'un état moderne est déshumanisant. (Depuis la dénonciation de Socrate par Nietzsche, l'utopie grecque est anté-platonicienne. La Grèce platonicienne et post-platonicienne est trop moderne pour constituer un monde pleinement satisfaisant de désirs réalisés. L'époque hellénistique a été, sous bien des aspects, fort abominablement semblable à la nôtre.) Les découvertes archéologiques de ces vingt dernières années [2] ont ouvert une perspective triomphale d'utopies nouvelles, fuyant dans un passé plus lointain. La Crète, Mycènes et l'Étrurie, Ur et la vallée de l'Indus, sont devenus ce que je pourrais appeler des stations historiques populaires, des séjours de vacances pour hommes d'affaires surmenés. A Harappa, il n'a été trouvé pour ainsi dire aucune arme. Pour ce trait seul elle mérite que notre monde blessé par la guerre, l'aime et la chérisse.

1. William Morris, peintre, industriel, poète et socialiste militant (1838-1896). — (N. du Tr.)
2. Écrit en 1929. — (N. du Tr.)

Et enfin il y a les sauvages — pas même nobles à présent ; c'est tout juste si nous ne les préférons pas ignobles. Nos contemporains du point de vue physique, mais appartenant, du point de vue mental, à une culture beaucoup plus ancienne et beaucoup moins avancée que celle d'Ur et de Harappa, les quelques peuplades primitives qui subsistent encore sur la terre bénéficient d'une popularité prodigieuse parmi ceux qui ont des désirs à réaliser, popularité dont Mr Wyndham Lewis, dans son *Paleface*, a probablement raison de s'irriter.

Voilà ce qu'on peut dire du passé et du présent du passé ; que penser de l'avenir du passé ? Il semble assez évident que les problèmes essentiels de notre génération continueront à être les problèmes essentiels des deux ou trois générations qui succéderont à la nôtre. Nos difficultés industrielles, politiques et sociales n'approchent certes point d'une solution et ne peuvent guère, selon toute vraisemblance, être résolues à bref délai. L'avenir immédiat du passé ressemblera donc, en toute probabilité, à son présent. Dans les nombreuses demeures du moyen âge, les réformateurs politiques et sociaux continueront, sans doute, à découvrir chacun sa petite utopie confortable, féodale, socialiste ou catholique. A chaque accroissement de l'irréligion prolétarienne correspondra un relèvement de la spiritualité de l'Orient ancien. Une Inde peuplée de gens qui contemplent leur nombril et louchent le long de leur nez jouira probablement de la même faveur populaire que, parmi les bruits et les affairements imbéciles des villes futures, une Chine ancienne, pleine de mandarins magnifiques comblés de loisirs, et de confucianistes rationnels.

Si la société continue à se développer suivant sa ligne actuelle, la spécialisation augmentera nécessairement. Les hommes seront considérés de plus en plus, non pas comme individus, mais en tant que fonctions sociales personnifiées. Il résultera de là un intérêt accru à l'égard des Grecs et de tous autres personnages historiques qui pourront avoir été censés vivre une vie pleine et harmonieuse en tant qu'individus et non en tant que rouages d'une machine industrielle. Mais les Grecs, voire les Crétois et les Harappiens, ne suffiront plus, dans cette ère à venir, ère de spécialisation intensive et de routine de plus en plus dénuée de sens. Il y aura probablement, en dépit de Mr Lewis, une admiration croissante par les primitifs. (A mesure que les véritables primitifs disparaissent, sous l'influence de la boisson et de la syphilis, d'une part, et de l'éducation, d'autre part, cette admiration à leur égard tendra à croître ; les idéals les plus satisfaisants sont ceux qui ne possèdent pas de matérialité effective susceptible de gêner l'imagination.) Avec chaque avance de la civilisation industrielle, le passé sauvage sera de plus en plus apprécié, et l'on peut s'attendre à ce que le culte du *Dieu sombre* de D. H. Lawrence se répande parmi un cercle d'adorateurs qui ira toujours en s'élargissant.

Beaucoup de visions consolantes du passé s'évanouiront certainement à mesure que s'étendront nos connaissances. Mon impression personnelle est que le paradis terrestre sera constamment reculé de plus en plus loin dans le fond des âges inconnus et inconnaissables de la préhistoire. La connaissance se trouvera si régulièrement être la connaissance de faits surtout désagréables, que les utopistes seront contraints, en simple légitime défense, de se réfugier soit dans l'ignorance délibérée de ce qui est connu, soit dans les ténèbres commodes qui s'étendent au delà des confins les plus lointains de l'histoire qui a laissé des traces.

ALDOUS HUSLEY

(Traduction J. CASTIER.)

LE BOUQUET DE L'AUTRE FEMME

L'AUBERGE, elle se nomme *Au Vieux et au Nouveau.*

Sur l'enseigne ovale, ornée d'une grappe dorée, un vieux militaire, coiffé d'un shako à plumet, serre la main d'un jeune soldat, vêtu d'une tunique neuve ; tous deux se détachent contre le fond bleu du Léman craquelé par le soleil et la pluie. Mais quand on pousse la porte de la salle, on ne pense plus aux soldats, anciens ou jeunes. Ici, on boit le vin du pays de Vaud. Et le raisin gonfle le long des pentes, à l'abri des murs tièdes, entre la lumière du ciel et la lumière du lac.

Pourtant, ce soir-là, il fallait bien penser à des soldats. On buvait le vin tout comme les autres jours, mais à travers la fumée déjà épaisse, on distinguait, autour des *décis* à larges goulots, bien plus d'uniformes gris-vert que de blouses de paysans.

Irène hésita sur le seuil. Derrière elle, la voix de Catherine dit : « Entrons quand même. »

Les deux jeunes femmes s'avancèrent. Groupés dans un coin, des soldats entonnèrent en chœur :

Venez beaux rayons du soleil !

Irène rougit, mais elle n'osa pas s'en retourner. Catherine, sans se troubler, s'assit à la table la plus rapprochée de l'appareil de T.S.F.

Une table d'où l'on aurait certainement très bien entendu « les informations », si le vacarme n'avait pas été aussi assourdissant. Par la porte ouverte, des gens arrêtés au milieu de la petite place pavée tentaient d'écouter aussi, et quelqu'un disait que l'Angleterre... on disait que Hitler... et que la frontière suisse.. mais on disait tant de choses depuis quelque temps. Irène accepta la cigarette que lui offrait Catherine. La bière moussa dans leurs verres. Comme la ferme du *Gros-Crêt* ne possédait pas de radio, toutes les deux étaient descendues aux nouvelles.

Irène laissa errer ses regards vers l'entrée voûtée d'une maison, de l'autre côté de la place, vers le laurier en pot et les volets peints de flammes vertes et blanches. Elle se sentait un peu lasse et engourdie par cette merveilleuse journée d'août passée au soleil. Faner, cela paraît une besogne toute simple quand, au bord d'une route, on s'arrête un instant, la main protégeant les yeux, pour observer les faneurs. On s'y met : on s'aperçoit que c'est très difficile. Mais alors, cette odeur de foin lancé dans l'air trem-

blant de chaleur et qui retombe sur la javelle !... La petite May court autour de la ferme, serre dans sa jupe les épluchures de pommes pour les lapins. Qu'elle est devenue brune et belle, May, pendant ce mois à la campagne ! Son père la reconnaîtrait à peine.

Irène trempa ses lèvres dans la mousse.

— Fatiguée ? demanda Catherine.

— Mais j'aime ça, répondit Irène, et elle abaissa à demi ses paupières alourdies.

Catherine rit :

— Vous venez en pension chez nous et vous trimez comme...

Elle avait cette habitude de ne jamais terminer ses phrases... Catherine, ses grandes mains, son buste long, toujours un peu incliné, son éternel petit chignon noué sur la nuque... Un pantalon d'homme serré à sa taille par une courroie, elle conduisait la charrue aussi bien qu'un homme, mais pour Irène, elle choisissait les fourches les plus légères, les rateaux les moins encombrants. Catherine, si simple et saine, ne fût-elle point tombée raide de saisissement si elle eût deviné ? Irène travaillait comme une journalière pour ne pas voir Ric, pour ne pas se trouver seule en présence de Ric, et à cause de Ric, elle épuisait les forces de son corps.

— Eh bien ! ça paraît aller assez mal dans le monde, dit Catherine, et, à ce moment-là, le vacarme redoubla, dans la *pinte*. Catherine, assise de côté, le coude appuyé au dossier de sa chaise, trouvait le moyen de saisir au vol quelques fragments des dépêches lancées de partout. Irène, au contraire, incapable de suivre la moindre idée, se fondait, lui semblait-il, dans cette salle boisée et basse, dans ce village entouré de jardinets où les tournesols trop lourds retombent sur les barrières dans cette nuit d'été déjà brumeuse qui descend parmi les vergers.

Quelques ouvriers entrèrent. Ils travaillaient souvent au *Gros-Crêt*. Ils saluèrent Catherine. Irène suivit des yeux leurs chemises de coton, leurs pantalons de velours à côtes. Elle eut envie de demander à Catherine : « Votre frère viendra-t-il plus tard ? » Puis elle cessa d'évoquer l'image de Ric, et elle se mit à examiner les assiettes à dessins en relief qui ornaient les murs : la chapelle de Guillaume Tell et, en face, une barque aux grandes voiles croisées. Près de la fenêtre, un bégonia laissait pendre jusqu'au plancher ses mille petites feuilles mauves, luisantes et grasses. « Nous sommes les deux seules femmes assises dans cette salle » et Irène s'aperçut alors que quelqu'un, derrière sa chaise, s'entretenait avec Catherine. Elle se retourna légèrement. Le monsieur dont elle ne se rappelait pas le nom, du revers de sa main, chassait la fumée qui piquait ses yeux. Il portait toujours une jaquette noire. Par le petit train, il venait de remonter de Morges où il déchiffrait de vieux actes et prenait part à de nombreux comités.

Il refusa la cigarette offerte par Catherine et allongea ses doigts minces sur son pantalon à rayures. Il commanda un citron pressé. Oui, ses comités (on s'occupait des chômeurs de l'Arbre de Noël, des indigents, du prochain Culte des récoltes) le surmenaient, mais, ajouta-t-il, « dans peu de jours, nous risquons d'avoir à affronter des fatigues d'un autre genre ».

— Ah ! s'exclama Catherine.

— En ville, on parlait cette après-midi des troupes de couverture...

Catherine saisit le poignet de l'archiviste :

— Mon Dieu, mon Dieu, s'écria-t-elle, ça ne va pas arriver ; peut-on croire...

— Allons, dit Irène, il ne faut pas se tourmenter encore.

— Moi, reprit Catherine, je pense à tous ces hommes qu'on tuerait, aux noyés, aux noyés surtout. La nuit, cette image m'empêche...

D'un air de reproche, Irène répéta :

— Catherine !

Mais elle se souvint que vers le milieu du jour, assise au fond du jardin, elle-même sanglotait. Par la faute de May. En regardant un convoi de camions militaires soulever un nuage de poussière sur la route, May soudain éclata en pleurs. Pourtant, des soldats, la petite en apercevait souvent depuis leur arrivée. Ce n'est pas ça qui manque dans une région où l'on instruit les recrues. Alors pourquoi, tout à coup ? Elle entendait trop de choses, cette enfant. Trop sensible et trop intelligente ; et de la voir ainsi, Irène sanglota à son tour. Les hydrangées de Catherine projetaient une ombre courte contre le pavillon en treillis de bois... Ces hydrangées qui, plus tard, deviendraient roses, et Irène essuyait ses larmes avec son bras nu, mais non, elle ne se sentait pas triste. Et bien plus qu'à cause de *leur* guerre, elle pleurait à cause de ce soleil dur, de cette matinée trop belle qui finissait, de ces nuages bleutés au-dessus du Jura. Et ce Ric, tantôt sur son chemin, tantôt sortant par une porte quand elle entrait par l'autre... Elle ne savait pas ce qui l'énervait le plus. Mais triste, non. Si les gens tenaient absolument à faire la guerre, qu'y pouvait-elle ? Cette idée de guerre faisait naître en elle, au contraire, une impression confuse : quelque chose arriverait enfin, une sorte d'impression d'aventure, quelque chose romprait la suite monotone des semaines.

L'archiviste se tourna vers Irène :

— Comment se porte votre charmante petite fille, madame ? Et votre mari ?

— Il va bien. Il n'a eu que dix jours de vacances, lui. En somme, juste le temps de nous conduire ici, puis de repartir.

Elle souffla une miette de tabac tombée sur sa robe de toile claire ; elle aurait dû ajouter : « Malheureusement » ; elle n'aurait pas dû allumer une autre cigarette ; mais elle fumait si peu, d'habitude, et jamais devant l'enfant. Puis elle revit cette soirée de la fin de juillet où tous trois étaient arrivés au *Gros-Crêt*, une ferme indiquée par des amis de Soleure : « Vous verrez un chic coin, des gens épatants, du miel en rayon, de la crème... On quitta la route pour s'engager dans le chemin creusé d'ornières. Au sommet de la colline, cinq peupliers entourent la maison au grand avant-toit. On entend le bruit de la fontaine. Au printemps, disent-ils, les prés se couvrent de scillas et de primevères. Je voudrais revenir ici au printemps. Mais où serons-nous alors ? Toutes les existences ne vont-elles pas être bouleversées ?

Quand le groupe des officiers entra dans l'auberge, Irène ne jeta vers eux qu'un regard distrait. Devant ses yeux intérieurs flottaient encore les images de son arrivée au *Gros-Crêt*. Paul portait l'enfant sur ses épaules. Dans le ciel du soir, la ligne du Jura se dessinait contre une bande orange, presque dorée. Les montagnes devenaient roses. Devant la porte, la vieille dame et Catherine attendaient les voyageurs, et la mère et la fille dirent, l'une après l'autre : « On vous souhaite la bienvenue chez nous. » Mais Ric, Irène ne le vit qu'après le dîner, plus tard.

Cependant, la servante de l'auberge s'approcha, se pencha vers Catherine. Elle désigna les officiers :

— Ces messieurs font demander s'ils peuvent venir à la table de ces dames. Ils s'excusent bien, y a plus de place nulle part.

Catherine et Irène ne répondirent pas. Elles se serrèrent un peu. Les officiers suspendirent leurs casquettes et, d'un côté s'alignèrent les robes

de toile, de l'autre les uniformes gris-vert. Le costume de l'archiviste formait une tache noire. Avant de s'asseoir, le capitaine, talons joints, s'était incliné. De petits éclairs brodés luisaient sur son col raide ; les trois autres officiers, plus jeunes, eurent quelque peine à glisser sous la table étroite leurs jambes bottées.

L'archiviste toussa.

Un des officiers gratta une allumette contre le cendrier de porcelaine blanche. Un autre chuchota quelque chose à son voisin, regarda les trois personnes en face de lui, mais il ne parla pas. La servante attendait debout derrière eux, sa serviette pendant le long de sa jupe. Enfin le capitaine demanda :

— Nous permettez-vous de vous offrir quelque chose ?

L'archiviste écarta légèrement les mains et regarda Catherine avec une expression qui semblait dire : « Je n'ai pas voix au chapitre. » Irène, sans lever les yeux vers ces visages d'hommes, examinait la rangée de boutons brillant sur les tuniques. Elle pensa à Paul. Si Paul partait, mobilisé comme les autres, deviendrait-elle une femme décidée et libre ? Pareille à l'une de ces jeunes filles qu'elle voyait, le soir, quitter les bureaux et se disperser dans les rues de Soleure ? Rentrer chez soi, changer de robe... Les dimanches d'hiver, s'en aller, ses skis sur l'épaule, du côté de l'Oberland et, plus tard, chercher l'autre saison dans la région des lacs et revenir, les bras chargés de chatons de saule...

— Pour moi, un kirsch, alors, dit Catherine.

— Pour moi aussi, dit l'archiviste.

Le capitaine se tourna vers Irène :

— Et Madame ?

Ce qu'elle désirait boire ? Elle ne savait pas. Elle n'entrait jamais dans un café. Elle reprisait les chaussettes de Paul, empesait les petites robes de May et, le soir, faisait tremper dans l'eau froide les flocons d'avoine pour le déjeuner du lendemain. Soudain, elle envia Catherine. Catherine avait suivi les cours d'une école d'horticulture en Hollande, elle prenait des leçons de chant ; quand elle descendait à Morges, en voiture, pour les achats de sucre ou de café, elle rencontrait des camarades. Irène pensa aux côtelettes de mouton grillant dans sa cuisine, à Soleure ; elle respira une odeur de graisse chaude ; elle vit les souliers de Paul aux talons un peu usés, couverts de poussière, posés l'un à côté de l'autre sur le carreau... Dans quelques jours, tout cela recommencerait.

— Oui, un kirsch, dit-elle.

D'un léger glissement des doigts elle aplatit ses cheveux châtains plutôt que blonds qui formaient un rouleau sur sa nuque. Avec une attention soutenue, ses coudes nus appuyés sur le bord de la table, Catherine écoutait les officiers discuter avec l'archiviste. Foudroyante la rapidité avec laquelle s'aggravait la situation, disaient-ils, et Irène chercha à se rappeler une phrase que Paul citait souvent à propos des Allemands. Mais après tout, cela s'appliquait peut-être aux Anglais. De peur de se tromper, elle se tut. « Ils vont me prendre pour une idiote », pensa-t-elle. Pourtant, non, pas idiote. Mais si elle n'avait pas fréquenté l'école très longtemps, y pouvait-elle quelque chose ? A l'âge de quatorze ans, elle cousait, sur des cartons, de la vaisselle de poupée en fer-blanc pour des magasins de Soleure. Ses doigts lui faisaient mal et, le soir, elle apprenait à écrire à la machine. Car ses parents, sans bagages, avaient dû s'enfuir de Russie avec elle, alors toute petite fille, et à cela aussi on ne pouvait rien.

A ce moment, elle s'aperçut que le capitaine la regardait. Chaque fois qu'il finissait de parler, il jetait un coup d'œil vers elle, avec une sorte de sourire

amusé. Non pas comme s'il s'attendait à ce qu'elle émît une opinion sur ce qui se passait en Europe, mais comme on regarde un objet attendrissant ou du moins qu'on voudrait protéger parce qu'on y attache quelque prix. Une expression de ce genre, Irène l'avait surprise ou peut-être avait-elle cru la surprendre sur le visage de Ric, le soir de l'arrivée au *Gros-Crêt*. On se souhaitait une bonne nuit. Ric dit alors : « Si vous entendez du bruit sous votre fenêtre, ne vous inquiétez pas : une de nos vaches est malade. » Cela s'adressait, au fond, à toute la famille, puisque Paul, Irène et May occupaient la même chambre. Mais Ric levait vers Irène ses yeux tellement bleus sous les cils blonds. Il lui parlait pour la première fois. Car *la chose* s'était produite quelques heures auparavant, alors que la vieille dame présentait son fils. A cause des larges épaules, des cils pâles du garçon, de cette santé ? Les mains d'Irène devinrent moites, une sensation inexplicable, soudaine, l'envahit toute, elle crut suffoquer. « Affreux, pensait-elle, que m'arrive-t-il ? » Jamais elle n'avait rien éprouvé de semblable, non pas même au temps de ses fiançailles, et maintenant il suffisait que Paul l'approchât pour que tous les vagues désirs qui sommeillaient au fond d'elle s'évanouissent d'un seul coup. Et elle sentait que ce garçon (c'était cela le pire), qui ne la connaissait pas cinq minutes plus tôt, n'osait pas relever la tête, que la même étrange brûlure gagnait son corps à lui. « Il faudra partir demain », se disait-elle, tout en sachant fort bien qu'elle resterait. Elle devait passer un mois et demi à la ferme, c'était convenu avec ces gens, et surtout, surtout, cette *chose* ne paraissait pas seulement effrayante, mais aussi assez délicieuse. Et le soir, quand toute la famille était réunie au salon, on entendait parfois un appel monter de la campagne silencieuse : « Hé... ho ! ». Ric se levait, ouvrait la fenêtre ; quelque journalier demandait du travail. Ric criait : « Viens demain à cinq heures, on verra ça » ; cette voix nette, autoritaire, donnait à Irène un choc brusque, violent et doux.

La fumée de la salle d'auberge imprégnait les cheveux d'Irène, les liqueurs et la rumeur des voix l'inclinait au sommeil, mais elle n'avait pas envie de bouger. Vaguement, très loin, le clocher dut sonner les quarts, les demies. Des soldats coiffaient leur bonnet de police. La salle se vidait. Dans un coin, quatre hommes jouaient au *yass* en mâchonnant des cigares à bout de paille. La servante emportait des carafes entre ses doigts.

De sa tunique, le capitaine sortit un étui à cigarettes :

— En villégiature dans le pays ? demanda-t-il à Irène.

— Oui, dit-elle.

— Mais pas Vaudoise ?

— Non, dit-elle. Je viens de Soleure.

— Soleuroise ?

Et l'officier ferma son briquet d'un coup sec. Irène fit « non » de la tête. Un menton soigneusement rasé, des ongles bombés et larges, et tandis qu'il continuait à lui parler, elle respirait encore l'odeur de graisse de mouton répandue dans sa cuisine ; elle entendait le bruit du store en coutil, les jours de bise. On bâtissait une usine devant la fenêtre de sa petite cuisine et le plafond devenait de plus en plus gris et enfumé. L'hiver précédent, Irène désirait repeindre sa cuisine en jaune ; durant un mois, cette idée l'avait réjouie ; mais Paul disait que, de la peinture, on s'en mettrait partout et repeint-on des cuisines en hiver et en jaune encore ? Pas méchant Paul pourtant, même plutôt gentil, mais le but de sa vie c'est de posséder des robinets chromés dans sa salle de bains, de boire un apéritif en sortant de la banque avec des camarades et, le dimanche après-midi, il va faire du vol à voile. Quand il pleut, on ne peut faire du vol à voile, et il est de mauvaise humeur.

— Alors, demanda le capitaine, si vous n'êtes ni Vaudoise, ni Grisonne, ni Fribourgeoise, peut-on savoir ce que vous êtes ?

Catherine rit.

— Russe, dit Irène.

— Sans blague ?

Catherine continua de rire. Pourtant Irène ne trouvait pas que sa réponse fût drôle.

— Mais, ajouta-t-elle, j'habite Soleure depuis l'âge de sept ans.

— L'idéologie russe... commença l'archiviste.

Lui, il ne s'intéressait pas aux gens, seulement aux idées. Il ne regardait jamais le temps à travers sa fenêtre, prétendait Catherine, mais dans le bulletin météorologique de la *Feuille d'Avis*.

Quelqu'un ferma la porte vitrée. Assise à côté du comptoir, ses mains posées sur son tablier blanc, la servante bâilla et croisa ses fortes jambes qui tendaient les bas noirs. Un des officiers glissa une pièce dans l'appareil à musique. Les autres commandèrent une bouteille de Dézaley.

Ce truc, dont ils parlaient depuis un instant, le capitaine l'avait vu faire, à Bière ou à Morges peut-être, c'est un truc très amusant.

Les verres, le cendrier, les boutons sur les uniformes, les joueurs de *yass*, Irène distingue tout cela comme à travers un voile. Ce qu'elle contemple en elle-même est beaucoup plus coloré et net : le pont du bateau encombré d'émigrants qui, de la mer Noire, voyagea des semaines en Méditerranée ; les hommes lançaient des cailloux contre les oiseaux marins et, ceux qui tombaient sur le pont, les femmes apprirent à les plumer, car il faut manger. Les petites plumes blanches volaient dans la lumière et les plumes blanches devenaient les flocons de neige qui tournoient autour de la maison. C'est là qu'habita la colonie ensuite, au nord de l'Italie. Cris des enfants, disputes des femmes. Autrefois, le père d'Irène enseignait le français au lycée impérial de Saint-Pétersbourg, sa mère était la demoiselle de compagnie d'une grande-duchesse (ou d'une princesse, Irène ne sait plus). Et la neige tombe toujours ; on s'en va encore. La France, la Suisse, une petite ville au bord de l'Aar, et enfin, le professeur trouve une place de garçon de bureau. Paul occupait déjà un emploi dans cette banque et quand Irène put cesser de coudre des cafetières de poupées sur du carton, ce fut pour tout le monde une très grande joie.

— Un truc inouï... expliqua le capitaine, et la servante riait en essuyant la bouteille de Dézaley.

On versa le vin. La couleur des verres devint celle de l'ambre clair. Une charrette attardée roula sur les pavés et, en écoutant la petite mélodie plaintive qui s'élevait de la boîte à musique, Irène crut entendre sa propre voix quand elle disait : « Je n'ai pas le temps de lire, Paul, je n'ai de temps pour rien... » et Paul, debout devant les robinets chromés : « Ne peux-tu pas lire en raccommodant ? » tandis qu'il brossait en arrière ses mèches ; puis il ouvrait la porte percée du petit judas qui permet de voir les gens qui sonnent (comme ça on ne laisse pas entrer n'importe qui chez soi) ; la mosaïque du palier brille et la lumière rouge de l'ascenseur, et Paul descend, heureux de sa chemise bien repassée, et Irène l'aime bien, elle l'aime beaucoup, mais jamais il n'éprouvera, comme elle, cette impression de marcher dans une rue obscure à la recherche de quelque chose qu'on ne trouve pas...

— Un truc inouï ! continuait à s'exclamer le capitaine. Et il reprit son explication : « Vous posez un verre plein, en équilibre sur votre tête, et pendant que le verre demeure ainsi en équilibre, ah ! ah ! sur votre tête,

eh bien, il faut boire le contenu d'un autre verre, le boire d'un seul coup, bien sûr ! »

— C'est un truc impossible ! dit Catherine.

— On essaye ? proposa un des jeunes officiers.

— Merci ! On sera inondé de vin !

— Pour les dames, le verre posé sur la tête peut être vide. C'est le privilège des dames.

— Et la casse ?

La casse, les officiers se chargaient de la régler. Du reste, les verres au *Vieux et au Nouveau* sont solides et puis, si l'on ne voit pas d'autre casse en Europe...

— Oh ! non, non, non, dit Irène, ne parlons plus de ces choses.

— Alors voulez-vous essayer le truc du verre ? demanda le capitaine. Les femmes russes savent tout faire, paraît-il.

— Mais certainement je le ferai, dit Irène.

— Allez-y ! s'écria un des jeunes lieutenants.

Irène éclata de rire.

— Pourquoi pas ?

— Ça ratera, voyons, dit Catherine, c'est un truc impossible.

— On parie ?

— Entendu, dit le capitaine. Je parie que vous n'y arrivez pas.

Et l'enjeu? crient les autres, l'enjeu ? Le perdant paiera le champagne, naturellement. Deux bouteilles. Oh ! non, quatre au moins. Ou six. Quatre ou six ? Tout le monde parle à la fois. Six bouteilles. Mais halte-là ! Si la dame gagne, le capitaine offre le champagne, mais la dame peut demander en plus, quelque chose, ce qu'elle voudra, quelque chose pour elle.

— Alors, madame ? dirent les jeunes gens.

— Eh bien !...

Avec son pouce, Irène fit tourner autour de son quatrième doigt sa petite bague ornée d'un trèfle vert.

— Eh bien, un bouquet de roses rouges, des vraies, demain matin devant ma porte, avant sept heures.

Les jeunes officiers applaudirent. Ils jubilaient. L'un d'eux se tapa les cuisses du plat de ses mains. Pas un seul fleuriste dans ce village, ni dans aucun des pays d'alentour ; la saison des roses passée depuis longtemps ; et le capitaine doit se trouver à huit heures du matin sur la place d'exercices. Ah ! quel tour splendide joué au capitaine !

Alors le Saint-Saphorin succéda au Dézaley, le Fendant au Saint-Saphorin. La servante ne somnolait plus contre le comptoir. Elle allait chercher les bouteilles, les serrait entre ses genoux et hop ! le bouchon. Le temps passait. Irène vidait un verre après l'autre. Ses joues devenaient brûlantes sous leur hâle. Elle riait. « Folle, se disait-elle, je suis folle. » Leur truc, elle savait bien qu'elle ne le réussirait pas. Et avec quoi payerait-elle le champagne ? Sa houppe à poudre et quelques francs, voilà tout ce que contenait son sac. Eh bien tant pis. On s'arrangerait. Et si l'on ne s'arrangeait pas, quelle importance, je vous prie ? Tout commence à devenir trouble et mouvant. Le bégonia se balance dans son cache-pot, les rideaux ondulent devant la fenêtre couverte de buée. Elle rit. Elle n'a plus du tout sommeil. Elle boit. Des verres roulent sur le plancher. Des verres se brisent. « Continuez... s'il le faut on attendra jusqu'à demain... Courage, madame », disent les officiers et Irène se sent heureuse, comme emportée loin d'elle-même. Ah ! vivre ainsi seule, libre, recevoir des bouquets de roses et qu'on l'emmène dans des restaurants, qu'on la promène en voiture et « vous êtes jolie » et « vous êtes charmante »,

et ne plus traîner, le matin, l'aspirateur à poussière et ne plus voir gonfler l'éternelle bouillie d'avoine...

Soudain elle entendit un cri frénétique :

— Hurrah ! bravo, madame, bravo !

Sans s'en apercevoir elle l'avait réussi, le truc.

Plus tard, elle ne put se rendre compte comment elle arriva sur le chemin qui monte au *Gros-Crêt*. Des cailloux la blessaient à travers ses sandales blanches. Catherine devait marcher en avant ou en arrière et Irène s'aperçut qu'elle-même donnait un bras au capitaine, un bras à l'un des lieutenants, que sa tête roulait sans cesse d'une épaule d'homme à l'autre, et elle riait toujours. Mais comment se termina la soirée, comment ils sortirent tous de l'auberge, non, impossible de se rappeler cela... Vaguement elle croyait distinguer encore la rangée de têtes dorées des bouteilles de champagne, vaguement entendre chanter : « *Le temps n'est plus de la folie* », et les pois bleus bougèrent sur la robe de Catherine et elle se rappela, tout à coup, que Ric n'était pas venu et que, pendant tout ce temps, elle avait espéré qu'il entrerait. Sorti à cheval, Ric ? Il monte son cheval chaque jour. « Ces hommes de cheval sont toujours stupides », avait déclaré Paul, le lendemain de leur arrivée au *Gros-Crêt*.

Autour de la maison, les peupliers noirs se dessinent contre le ciel et oh ! toutes ces étoiles et oh ! ce bruit de la fontaine ! Des fenouils humides frôlent les chevilles d'Irène ; Irène serre le bras de l'officier et elle écoute ses propres paroles comme si une autre personne les prononçait. Elle entend les rires éclater dans la nuit.

— Chut, chut, ma fille dort là-haut, pas tant de bruit.

— Chut, chut, l'enfant de Madame dort, et les jeunes lieutenants se mirent à marcher sur la pointe de leurs pieds ; ils riaient tout aussi fort. Le gros chien, qui se nommait *Chien*, tira sur sa chaîne, se secoua, étouffa un aboiement et Irène se souvint alors qu'au moment de quitter l'auberge, ils parlaient tous de son bouquet de roses rouges et « il faudra réveiller toutes les fleuristes de la contrée et filer jusqu'à Lausanne, Vevey, Dieu sait où, au moins cinquante kilomètres, mon capitaine ! »

Derrière Catherine, Irène monte l'escalier de bois. Elle se retient à la rampe. On entend une mélodie assourdie, grêle et lente : « Ah !... io... ah !... io. » La domestique doit jouer des cantiques méthodistes sur sa mandoline. Catherine ouvre la porte de sa chambre. A travers une sorte de nuage, Irène aperçoit la photographie du fiancé de Catherine. Elle s'appuie contre le chambranle.

— Et vous savez, Catherine, je ne suis pas ivre. Le croyez-vous vraiment ? Quelle sotte! J'ai bien joué la comédie, pas ?... Ses mains se collent à la paroi. Elle s'aperçoit alors que, sur sa robe elle porte son manteau bleu bordé de tresses.

— Oui, oui, dit Catherine. Allez vous coucher maintenant. Elle a fait un petit signe avec ses doigts. « Et bonne nuit ».

Le couloir pavé de briques, le téléphone contre le mur, l'annuaire suspendu à un clou, les chapeaux... Sur sa table de chevet Irène allume la lampe, le papier semé de pâquerettes s'éclaire, et plus haut, dans leur cadre, les Apôtres courent parmi les blés pour annoncer la Résurrection du Seigneur. La chambre tourne. Toujours plus vite. Irène peut encore arriver jusqu'au lit où la petite May, le derrière en l'air, laisse pendre sa tête au bord du matelas. Sans même s'en rendre compte, Irène soulève sa fille endormie,

remonte la couverture. Puis elle se sent tomber ; sa tête heurte les barreaux de fer.

May ouvre les yeux. Ses yeux s'agrandissent, regardent tout autour d'elle. Pour Irène c'est comme si elle s'éveillait aussi.

— Dors, May, dors vite, murmure-t-elle, et légèrement, du bout des doigts, elle abaisse les paupières de l'enfant. Puis elle va remplir sa cuvette. Ses idées redeviennent claires. Pourvu que la petite n'ait rien remarqué ! Irène plonge son visage dans l'eau froide. « Ah ! ça va mieux », se dit-elle en s'épongeant avec une serviette, puis elle s'approche de May. L'enfant dort de nouveau, sa chemise paraît plus bleue sur l'oreiller blanc ; l'ombre de ses longs cils se projette sur ses joues. Un bébé comme on n'en voit que sur les images. « Oui, oui, tu es belle », pensa Irène, puis elle éteignit la lumière.

Les persiennes de bois plein grincèrent et le grand ciel de l'été s'encadra dans la fenêtre. Du côté de l'Ouest étincelait cette constellation que les gens de la ferme appelaient les *Cheveux de Marguerite* et la silhouette des pommiers s'enchevêtrait sur la ligne déclive des prairies. Le matin, en se penchant, Irène pouvait apercevoir les hydrangées d'un blanc d'ivoire, et en automne « des fois plus tard, des fois plus tôt » leur couleur change, disait Catherine, et peut-être Irène les emporterait-elle roses, les hydrangées qu'on cueillerait le jour de son départ.

Soudain, Irène crut entendre quelque chose, des pas sur le sol de la cour. Rêvait-elle ? Et ce bruit de chaîne et le son de cette voix d'homme : « Tranquille, *Chien*, tranquille », tout cela venait-il d'ailleurs que de son imagination ? Tant de prodigieuses étoiles lui donnaient le vertige. Pourtant, autour d'elle, les choses tournaient moins vite. Mais ces bruits, elle venait de se rendre compte qu'elle désirait les entendre, une minute, une seconde auparavant, et voici qu'ils existaient comme si son désir les eût fait naître de la nuit. Elle se cramponna à l'un des crochets de la persienne. Tout son corps devint moite et tremblant. Le gravier du jardin allait-il crisser, ou le couloir de briques résonnerait-il sous la pression des épaisses semelles ? Elle retint sa respiration. La mélodie grêle du cantique méthodiste s'était tue. L'eau s'écoulait dans le bassin, s'écoulait dans le silence. Irène rêvait-elle, tout à l'heure ? Mais pourquoi son rêve perdait-il maintenant sa soudaine et fluide et bouleversante réalité ? Quand son espoir et son doute se tendirent jusqu'à l'angoisse, Irène recula au fond de la chambre ; elle comprit qu'elle allait faire quelque chose, elle ne savait pas quoi mais, elle le sentait, la seule chose qui pût la calmer.

Lâché par les mains chaudes d'Irène, le crochet de fer de la persienne oscilla contre le mur suivant un demi-cercle gravé dans la pierre depuis des années ; il se balançait encore, tandis que les mains chaudes glissaient le long de la rampe de l'escalier, puis le mouvement se ralentit, et quand le crochet pendit de nouveau, immobile sous les étoiles, Irène s'arrêtait derrière la maison, à l'entrée de la remise qui projetait un triangle clair entre les peupliers.

Les feuilles bougeaient légèrement, mais aucun vent ne s'élevait ; on respirait une odeur de fruit. Quelque chose de flasque, de grisâtre, plié en deux sur une corde, dessinait de l'ombre sur le plancher de la remise. Dans un coin Irène crut voir remuer des formes vagues comme si l'on déplaçait des caisses ; ou peut-être soulevait-on de la ferraille. Elle demeura immobile. Quand le garçon surgit du fond obscur, elle étouffa un cri.

Il demanda :

— Je vous ai fait peur ? Et elle vit sa silhouette se préciser, grandir,

arriver jusqu'à la masse grise et flasque, presque humaine, de l'uniforme pendu sur la corde.

— Pas encore couchée ? dit-il.

— Et vous ?

— Vous vouliez me dire quoi ?

— Rien..., dit-elle, et elle fit un pas. « Rien », reprit-elle, et un peu de poussière vola autour de ses sandales. Elle s'arrêta, et elle dit encore : « Rien. »

— Ça m'aurait étonné, dit Ric, et Irène s'aperçut qu'il tirait une petite malle noire, et que l'ampoule sous l'abat-jour d'émail faisait luire ses cheveux souples et blonds. Sa chemise collait contre sa poitrine. Derrière lui, tout au haut d'un tas de vieilles boîtes se dressait une chouette empaillée, reléguée là car elle se mitait.

— Moi, je vérifie mes selles militaires, reprit Ric.

— A cette heure-ci ?

— Vous ne savez pas qu'ils peuvent annoncer la mobilisation d'un moment à l'autre ?

— Oh !... croyez-vous ? dit Irène ; et lui remuait les lèvres, il prononça quelque chose qui devait signifier : « Bien sûr. » D'un mouvement du menton, il désigna la forme en drap grisâtre sur la corde : sa capote de lieutenant. Puis il posa un pied sur la malle et demanda d'un ton brusque :

— Pourquoi êtes-vous venue ici ?

— J'ai vu de la lumière... j'avais très chaud.

Elle ne savait plus ce qu'elle disait. Elle allait dire d'autres choses, elle ne savait pas lesquelles et, tout à coup, elle cria : « Ah ! » et la chouette empaillée dégringola de sa haute pile de vieilles boîtes.

— Quelle frousse ! s'exclama Irène en renversant la tête en arrière, la bouche entr'ouverte comme pour reprendre son souffle. « Tout me fait peur ce soir, je ne sais pas ce que j'ai... »

Ric se mit à rire. Elle sentit qu'il regardait ses lèvres, peut-être ses dents, puis le regard descendit plus bas, vers son cou dont les muscles se crispaient encore un peu, à cause de cette frayeur. Elle détourna son visage. A travers la vitre, on distinguait les branches noires des pommiers et les *Cheveux de Marguerite* continuaient à descendre vers l'Ouest. Un moucheron heurta l'abat-jour. L'émail tinta.

— Vous allez vous refroidir maintenant, dit Ric.

Il la poussa hors de la remise, ou plutôt elle se sentit poussée hors de la remise par une force étrange. Pourtant, elle savait qu'il ne la touchait pas. Elle l'entendit fermer la grosse porte et, de nouveau, elle se sentit menée sur les marches, le long du couloir. Elle avançait non pas comme on marche d'habitude, mais comme on flotte parfois en songe. Et devant ses yeux luisaient encore la rangée des goulots dorés des bouteilles et l'éclair brodé sur la manche des officiers, et quand donc cesserait-elle de le fredonner tout bas, le refrain plaintif et lent de l'appareil à musique ?

Ce ne fut que lorsque Irène se trouva sur le seuil de la chambre de Ric qu'autour d'elle les objets cessèrent de tourner. « Folle, pensa-t-elle, encore plus folle qu'en parlant avec le capitaine », et il lui sembla qu'elle pénétrait dans un pays nouveau, inattendu, à peine réel. Cette pièce, elle la connaissait pourtant ; on s'y tenait, les jours de pluie. Voici, entouré d'ébène, l'affreux portrait du père de Ric ; sur le bureau les livres de comptes, car Ric est le maître de la ferme. Voici le petit siège en peluche rouge, à bascule, sur lequel May se balance quand elle ne peut jouer dehors et où le père de Ric, autrefois, reposait sa jambe gonflée par la goutte. Pour Irène, cette chambre s'emplissait de la clarté verte des feuilles mouillées et d'un

incessant bruit d'eau qui ruisselait sur l'avant-toit. Mais maintenant, une ampoule rougeâtre et terne brûle au-dessus du lit et, derrière elle, Irène entend la voix de Ric sourde, saccadée, une voix qui ne lui est point habituelle :

— Ça m'embêterait terriblement de partir.

— Oh ! non, dit Irène. Elle venait de se rappeler son expression jeune et ardente au moment où il lui montrait son uniforme, « au fond vous serez content, je crois ».

— Avant, oui... mais maintenant, l'idée de partir, je ne peux plus la supporter.

Ses yeux étaient-ils vraiment humides ? Tellement étrange, des larmes dans ce visage d'homme aux fortes épaules. Mais peut-être Irène se trompait-elle ?

— Pourquoi avez-vous été aussi froide, tout le temps ? demanda Ric, et il lui saisit les poignets. Elle ressentit un tel choc qu'elle crut tomber en arrière. Elle heurta le petit siège à bascule ; elle s'y laissa glisser.

— Non, ce n'est pas vrai, murmura-t-elle. Je ne suis pas froide.

Alors, du bout du pied, légèrement, Ric se mit à balancer le petit siège. Irène ferma à demi ses paupières ; elle se laissait bercer et ce balancement faisait renaître en elle des images d'escarpolette dans des parcs où elle n'irait jamais. Peu à peu, le balancement devint plus accentué et plus rapide. Ric était assis sur le rebord de la fenêtre ; de ses deux paumes appuyées sur la peluche rouge, il abaissait et relevait le petit siège. Chaque fois qu'il l'attirait vers lui, la tête d'Irène frôlait les genoux de Ric. Sous sa nuque, Irène sentait ces deux genoux d'homme, au-dessus d'elle elle voyait ces yeux bleus sous les cils pâles, et chaque fois qu'en basculant elle s'éloignait de Ric, elle s'arrêtait de respirer, attendant le moment où, de nouveau, elle retomberait et sa tête devenait de plus en plus pesante, son rouleau de cheveux s'écrasait, son corps s'amollissait et, maintenant, les mains de Ric pressent non plus la peluche du meuble mais la taille d'Irène, elles enveloppent ses épaules, glissent jusqu'à son cou et plus il la touche, plus elle a envie qu'il la touche.

Mais soudain, les talons d'Irène frappèrent le plancher. Le balancement s'arrêta. Elle voulut se redresser, mais Ric la maintenait en arrière et il sentit se raidir cette chair, un instant auparavant douce et chaude. Il se pencha vers le visage d'Irène, suivit des yeux son regard. Elle regardait fixement la porte et, oui, ils ne se trompaient pas, ils ne rêvaient pas, le point brillant sur la poignée tournait lentement. Irène se leva, se tint toute droite à côté du siège en peluche rouge. Alors, elle entendit quelque chose, un bruit léger et, alors, elle se rendit compte que, sans qu'elle s'en aperçût, ce bruit arrivait jusqu'à elle depuis un moment déjà. La poignée cessait de tourner et derrière la porte, tout contre la porte, il y avait ce bruit d'une présence, et la porte s'ouvrit.

Les deux tresses grises de la vieille dame pendaient sur son peignoir que dépassait sa chemise de nuit. « Qu'elle est laide ! » pensa Irène. Car elle eut le temps de formuler cette phrase en elle-même tout à fait distinctement. Pourtant elle trouvait, d'habitude, la vieille dame très belle et elle la revit, la tête inclinée sur son corsage, devant la vapeur montant de son assiette à potage : « Seigneur, nous Te remercions pour ces biens que Tu nous donnes. » Car c'est incroyable le nombre de choses qui vous viennent à l'esprit en quelques secondes, aux moments les plus angoissants de l'existence et même quand on entend ces phrases :

— Votre petite est malade... elle appelle sa maman. On vous a cherchée partout.

Alors commença pour Irène cette traversée de la chambre de Ric qui devait rester dans sa mémoire comme un de ces trajets qu'on n'accomplit que dans les cauchemars. Il suffit de quelques pas pour franchir la distance, pourtant cette distance paraît démesurée. De la fenêtre au lit, du lit à l'armoire, l'espace se dilatait. Pourtant cela ne fut rien encore à côté de ce qu'Irène eut à entreprendre ensuite : passer le seuil devant la vieille dame drapée dans son peignoir violet, immobile comme une sorte d'ange de pierre, épouvantable. Mais à ce moment-là, au moment où toutes les forces qui vivaient au-dedans d'Irène et en dehors d'elle lui ordonnaient ce difficile passage, elle s'aperçut que Ric la suivait. Il s'approcha d'elle. Peut-être allait-il l'entourer de son bras, peut-être simplement poser sa main sur l'épaule d'Irène. Voulut-il défendre l'étrangère contre les anges épouvantables de sa maison ou bien braver sa mère, lui affirmer son droit, leur droit à Irène et à lui d'être ensemble à cette heure, et n'importe où ? Elle n'en saurait jamais rien, car elle l'écarta d'un mouvement presque brutal. Entre Ric et elle toutes choses devenaient déjà du passé.

Dans la chambre d'Irène, Catherine, une écharpe jetée sur ses épaules, assise au chevet du petit lit, essayait de calmer l'enfant qui se débattait, tapait des pieds contre les barreaux et articulait : « Maman... an », à travers ses mâchoires serrées. Ses poings tremblaient, ses tempes se couvraient de sueur.

— Ah ! vous voilà enfin, dit simplement Catherine.

Quand la frange laiteuse apparue au-dessus des pommiers se fondit en une bande d'un vert qui était déjà de la lumière, May commençait à s'assoupir. A côté du lit, Irène posa la cuvette. Des bulles légères éclataient dans la casserole, sur le réchaud à alcool. Irène trempa un mouchoir, le serra entre ses doigts. Elle n'avait pas enlevé son manteau. La petite chemise bleue, toute moite, elle la secoua devant la flamme. « Affreuse petite mioche... elle a remarqué... elle a fait exprès de tomber malade. » Les enfants savent plus de choses que les grandes personnes ne soupçonneront jamais et ils se vengent. Pourtant, cette crise de nerfs ne pouvait pas être feinte, non, et compresses, thé de menthe, compresses, sans doute faudrait-il continuer cela toute la journée. Et ensuite partir, puisqu'on pouvait annoncer la mobilisation d'une heure à l'autre, et qu'Irène ne supporterait pas de rester dans cette ferme et que du reste...

Oh ! on ne la chasserait pas. On se montrerait même probablement très gentil ; on viendrait prendre des nouvelles de l'enfant, mais leur réserve soudaine, comme Irène la comprendrait ! Une étrangère qui abandonne sa fille souffrante et qu'on découvre dans la chambre du fils de la maison qu'elle a sans doute poursuivi pendant tout son séjour. Et celui-ci, si elle le rencontrait, ce matin, dans la brume impalpable qui flotte sur les regains, lui accorderait-elle plus d'attention qu'au premier passant qu'elle croise dans la rue, à Soleure, quand elle s'en va au marché ? Ce marché qu'il faut toujours faire en courant parce qu'elle part toujours trop tard, puis il y a le déjeuner à préparer en hâte — les employés de banque rentrent à des heures précises. « Et je prendrai encore ces choux-raves, Madame », et elle voit déjà les paniers de prunes alignés au bord du trottoir, les poireaux fraîchement nettoyés, brossés, étalés par terre sur des toiles. Et à son bras le filet pèse lourd et elle pense que, plus tard, elle ira chercher les perruches de May chez la voisine qui les a gardées pendant les vacances, et elle aura mal au dos en repassant les rideaux du salon ; devant l'échoppe du cordonnier, près de la Tour de l'Horloge, elle se souvient des chaussures de Paul, ses chaussures de soldat auxquelles manquent plusieurs clous ; car, c'est vrai, on parle de mobilisation générale et il faut monter au grenier chercher le

casque. Maintenant elle se tient debout devant la fenêtre de sa cuisine jamais repeinte. A l'aide d'un chiffon elle frotte une tache sur la tunique de Paul ; l'odeur de l'essence se répand et, à travers une sorte de voile, Irène distingue d'autres uniformes, des boutons brillants, des gens jouent au *yass*, des verres se brisent et hop ! les bouchons sautent dans la salle de l'auberge. Ah ! oui, l'auberge *Au Vieux et au Nouveau*.

Elle s'approcha de la fenêtre, saisit le crochet de la persienne qui pendait immobile. Dans ses mains chaudes, comme cette nuit, le fer était froid... Non, elle ne se trouvait pas encore dans sa petite cuisine de Soleure, elle habitait toujours la ferme du *Gros-Crêt*. La brume impalpable achevait de se dissiper au-dessus des regains et, sur le chemin caillouteux, elle aperçut une petite voiture. Elle ne se trompait pas. Un officier la conduisait.

Le bouquet qui fut remis à Irène était enveloppé de papier glacé. Une étiquette dorée portait le nom d'un fleuriste de Montreux. Les roses rouges, humides, se gonflaient. Ce sont de ces roses qu'on force à fleurir hors de saison entre des parois de verre.

Il n'était pas encore sept heures.

Irène regarda les roses, un instant. « Pourquoi ? se demanda-t-elle. Pourquoi cinquante kilomètres au moins et tant d'argent dépensé ? Pourquoi s'être donné tout ce mal ? » Elle ne comprenait pas. Pourtant, elle se rappelait son pari.

Elle posa le bouquet sur la chaise paillée, et il lui sembla que ce bouquet devenait lointain, étranger, comme un bouquet exigé par une autre femme, le bouquet d'une autre vie. Sa vie, la vie de la femme qu'elle allait être, de nouveau, à Soleure, dans la petite cuisine, en compagnie des robinets chromés de Paul, elle la détestait tout autant, mais soudain, comme entre elle et Ric, la nuit dernière, certaines choses devinrent du passé. Dans la chambre encombrée par les valises, les ficelles et les sacs à éponges, le bouquet de l'autre femme resta, toute la journée, sur la chaise. Le soir, Irène le jeta dans un coin.

CLARISSE FRANCILLON

LA " RÉSISTANCE " AUX ANTILLES

Notre collaborateur, le Lieutenant-Colonel Massip, n'évoque pas la résistance aux Antilles en historien d'archives. Pendant deux ans, de juillet 1941 à juillet 1943, il fut le représentant du Général de Gaulle dans les Antilles anglaises ; en cette qualité il participa à l'organisation de la résistance dans nos colonies et il créa, à Sainte-Lucie et à la Dominique, les centres d'accueil, d'instruction et de transit des volontaires de la France combattante qui s'évadèrent de nos îles. (N.D.L.R.)

INAUGURÉE par le Tchad le 26 août 1940, la rentrée de l'Empire dans la guerre s'acheva — Indochine mise à part — le 14 juillet 1943 par le ralliement des Antilles au Comité d'Alger. Ce sont donc nos vieilles colonies du Nouveau-Monde, la Martinique et la Guadeloupe qui, de toutes les provinces d'outre-mer, rentrèrent les dernières dans la guerre. Mais qu'on ne voie pas dans cette constatation résultant du rappel de deux dates qui marquent le début et le terme d'un grand événement, une remarque désobligeante à l'adresse de nos populations antillaises. On verra d'ailleurs, par l'évocation de ce qui se passa dans nos deux colonies entre juin 1940 et juillet 1943, que si leurs populations avaient été libres d'agir selon leur vœu, elles eussent été les premières à répondre à l'appel du Général de Gaulle.

Cet appel ne trouva nulle part un écho plus profond et ne suscita nulle part une adhésion plus spontanée qu'à Fort-de-France et à Basse-Terre. A la Martinique comme à la Guadeloupe, les élus politiques votèrent des motions et accomplirent des démarches pour informer l'Amiral Robert, Haut-Commissaire, et les deux Gouverneurs, que les populations désiraient continuer à combattre aux côtés de l'Angleterre pour la libération de la France.

A Fort-de-France, c'est le 24 juin 1940, le jour même où se déroulait l'horrible cérémonie de Rethondes, que des maires, des conseillers municipaux et des conseillers généraux, venus de tous les coins de l'île, votaient une motion affirmant « l'indéfectible attachement de la population de l'île à la France et sa volonté de consentir les derniers sacrifices pour parvenir à la victoire finale par la continuation de la lutte aux côtés des Alliés avec l'Empire français d'outre-mer ».

A la Guadeloupe, la résistance est également spontanée ; dans le courant de juillet, le Conseil général désigne une délégation exécutive de cinq membres qui ne va pas tarder à marquer une hostilité résolue à la politique de Vichy. Son président, M. Paul Valentino, l'actuel délégué de la Guadeloupe à l'Assemblée Consultative, organise l'agitation en faveur du ralliement à

la France libre. Cela lui vaut d'être arrêté et envoyé aux îles du Salut où il demeurera interné jusqu'à la libération de la Guyane, en mars 1943.

Il ne fait point de doute que si l'Amiral Robert, Haut-Commissaire, avait décidé de maintenir les deux îles dans la guerre, il aurait été suivi avec enthousiasme. Mais c'est la décision contraire qu'il prit, et qu'il put imposer, car il disposait de forces suffisantes pour briser tout mouvement organisé de résistance. Il mit d'ailleurs immédiatement en vigueur les méthodes de gouvernement instaurées en France : le fonctionnement des institutions républicaines fut suspendu ; il y eut une police spéciale chargée de surveiller les adversaires du nouveau régime ; on entreprit d'empêcher les patriotes de s'évader pour aller s'enrôler dans les Forces françaises libres et l'on frappa de peines sévères ceux qui étaient surpris en cours d'évasion ainsi que ceux qui les avaient assistés dans leurs entreprises; le port de la croix de Lorraine fut déclaré séditieux, et affirmer publiquement sa foi en la victoire en mettant un V sur sa voiture ou en klaxonnant le V en morse devint passible de l'internement administratif au Fort Napoléon, dans un îlot des Saintes. Par surcroît, la propagande du Service d'information jetait habilement le trouble dans les esprits. Utilisant la presse, la radio, la conférence et l'image, ce Service développait, jour après jour et sans qu'aucune contradiction fût possible — la censure était rigoureuse et l'écoute de la radio de Londres interdite — les thèmes de la propagande de Vichy, prêchait la résignation à la défaite, réclamait la soumission aveugle au Maréchal et soutenait qu'il fallait maintenir l'Empire hors du conflit pour le garder dans le cadre français.

Ces sophismes, et bien d'autres, mordirent — c'était inévitable — sur quelques esprits qui, résistants le 24 juin 1940, se muèrent peu à peu et parfois en toute honnêteté de conscience en collaborateurs dociles. Il y eut aussi ceux qui, là-bas comme en France, se laissèrent égarer par la passion politique ou cédèrent à l'appât de faveurs administratives. Mais la masse des Antillais, d'instinct, réagit sainement. Ils ne voulurent pas croire à la défaite définitive de la France. Ils n'acceptèrent pas de renoncer à l'espérance. Ni les séductions, ni les menaces n'empêchèrent plus de 4 000 d'entre eux de quitter leurs îles pour se rendre dans les îles anglaises de Sainte-Lucie et de la Dominique où la France libre avait créé, à leur intention, des centres d'accueil. Et ils eurent d'autant plus de mérite à s'évader que l'aventure n'allait pas sans difficultés et comportait des risques sérieux : il leur fallait s'assurer le service de bateliers qui ne fussent pas à la solde de la police et rassembler à deux ou trois les milliers de francs exigés par les passeurs ; même en prenant les plus rigoureuses précautions, ils couraient le risque de capture au départ et ils devaient ensuite affronter les dangers que présente la traversée nocturne des détroits, d'une vingtaine de kilomètres de large, qui séparent nos îles des îles anglaises les plus proches. Le passage de ces détroits que parcourent fréquemment de forts courants venus de l'Atlantique devait s'effectuer à bord de gommiers, petits voiliers de 5 à 7 m de long, sur lesquels le voyage, toujours très inconfortable, est presque toujours hasardeux. Il fut fatal à plusieurs de nos volontaires.

Mais en dépit de ces difficultés et de ces périls, les évasions commencées à la fin de 1940 s'accrurent en 1941 et devinrent massives vers la fin de 1942 et surtout au début de 1943.

Jusqu'au mois d'octobre 1942, tous les volontaires antillais furent dirigés

1. C'est ainsi que trois sergents-chefs arrêtés au moment où ils se disposaient à partir pour Sainte-Lucie furent condamnés à 3 ans d'emprisonnement, et que M. Maurice Desétages, l'actuel délégué de la Martinique à l'Assemblée Consultative, qui avait aidé aux évasions, fut condamné à 15 ans de travaux forcés et envoyé aux îles du Salut, où il resta comme M. Valentinojus qu'en mars 1943.

sur les camps d'instruction que la France libre avait organisés en Angleterre. A partir de ce moment, c'est dans les camps créés aux Etats-Unis qu'on les envoya. D'octobre 1942 à juin 1943, environ 1 800 partirent ainsi à cinq reprises du Roseau, capitale de la Dominique, pour un port américain. Il était impératif que les mouvements des navires qui les transportaient fussent tenus secrets. On ne pouvait donc pas les informer, à l'avance, de la date de leur départ, mais on leur avait donné la consigne générale suivante : « Lorsque de jour et de nuit vous entendrez le clairon sonner le rassemblement dans les rues du Roseau, cela signifiera que le navire qui vient vous prendre est signalé à l'horizon et, dans la demi-heure qui suivra, vous devez être rassemblés dans un endroit déterminé avec tout votre équipement. » Eh bien, la consigne fut scrupuleusement observée. Jamais il n'y eut d'absents ou de retardataires à ce rassemblement — ce qui est déjà remarquable de la part d'Antillais, dont la vertu maîtresse n'est pas l'exactitude — et parmi ceux à qui fut révélée au dernier moment leur inaptitude au service armé, il en est qui manifestèrent un véritable désespoir de ne pouvoir s'embarquer avec leurs camarades. Preuve évidente que c'est bien la volonté du combat qui les avait portés dans nos rangs.

De cette volonté, nous avons d'ailleurs eu, depuis, d'autres manifestations d'un caractère plus tangible. Les premiers volontaires, ceux qui se rendirent en Angleterre, ont pris part aux campagnes africaines de la France libre ; les contingents envoyés aux Etats-Unis se distinguèrent en Italie et viennent encore de se battre en Alsace où ils se sont conduits d'une façon particulièrement brillante. Quant à ceux qui se trouvaient à la Dominique ou à Sainte-Lucie en juillet 1943, ils furent ramenés à la Martinique après le ralliement des deux colonies au Comité d'Alger et ceux qui furent reconnus aptes au service armé forment le gros d'un bataillon qui est actuellement aux armées quelque part en France et qui lui aussi vient de témoigner de son ardeur au combat.

Ainsi, malgré l'interdiction des autorités de Vichy, malgré la vigilance de leur police et malgré les risques d'ordre multiple que comportaient les évasions, 4 000 Antillais, dont près de 3 000 sont actuellement au front, s'étaient enrôlés dans les Forces de la France combattante avant que leurs îles aient pu s'incorporer officiellement dans l'Empire en guerre.

A lui seul, ce fait suffirait à illustrer la vigueur du patriotisme qui anime les populations antillaises, car si ces volontaires choisirent de partir et s'ils purent dans la plupart des cas déjouer la surveillance de la police, c'est qu'ils vivaient dans une atmosphère de résistance et qu'ils trouvèrent autour d'eux les concours nécessaires pour préparer et accomplir secrètement leurs évasions. Au surplus, les correspondances clandestines qu'entretenaient certains patriotes avec le représentant de la France combattante dans les îles anglaises voisines prouvent qu'à l'intérieur de nos colonies s'organisait, parallèlement, un mouvement de résistance où se trouvaient associés des hommes de toutes les classes sociales, de toutes les races et de tous les partis.

Le première affirmation ouverte de ce mouvement prit à la Martinique la forme d'une pétition couverte de plusieurs centaines de signatures et qui fut adressée à l'Amiral Robert le 28 novembre 1942, c'est-à-dire au lendemain du sacrifice de la flotte française à Toulon.

Voici le texte de cette pétition :

« Depuis plus de deux ans la France subit le contrôle allemand et nous, ici, nous vivons dans la douleur et l'humiliation. Aujourd'hui, la presque totalité de l'Empire, brisant le joug, vient de se lever les armes à la main pour aider

à la libération de la patrie. La marine française, préférant le sacrifice total, vient de donner au monde le spectacle d'un héroïsme unique dans l'histoire.

Nous vous adjurons, Amiral, de permettre à la Martinique de reprendre sa place au combat.

Ne permettez pas que plus tard, après la tourmente, le peuple de France libéré puisse nous reprocher une neutralité égoïste. La Martinique veut rester française. Elle doit le mériter en payant à la France la dette que tout Français doit à sa patrie. Tel fut toujours et tel demeure le sentiment profond de la Martinique unanime.

Sans manquer à la discrétion que commande la position présente de l'Amiral Robert, on a le droit de s'étonner qu'à l'heure où le drame de Toulon venait de montrer plus clairement encore la voie du devoir il soit demeuré sourd à un appel aussi justifié et aussi pressant ? Comment ne comprit-il pas qu'en déférant au vœu des populations antillaises — car la Martinique traduisait, il n'en pouvait douter, les aspirations de la Guadeloupe — il aurait renforcé l'unité impériale française ? Comment ne se rendit-il pas compte, lui qui connaissait la psychologie antillaise et le rôle que la sensibilité joue, là-bas plus que partout ailleurs, dans les réactions populaires, que ce document qu'on lui remettait à visage découvert annonçait une épreuve de force, d'où il sortirait vaincu, et que, par conséquent, son patriotisme lui commandait de ne pas affronter ? Aberration de l'esprit ? Soumission aveugle au Maréchal ? Sentiment du chef qui tient pour dangereux d'admettre qu'il s'est trompé ? Influence de conseillers funestes ? Peut-être toutes ces causes ont-elles joué. Toujours est-il que la pétition le laissa ancré sur ses positions et que le Comité clandestin de Libération, tirant la leçon de son refus, intensifia sa propagande en vue de préparer le public à une action d'ensemble qu'il voulait décisive et dont l'heure serait fixée, compte tenu des circonstances.

Les effets de cette propagande se traduisirent d'abord par l'accélération du rythme des évasions de volontaires ; un chef de bataillon d'infanterie coloniale alla rejoindre à Sainte-Lucie le délégué de la France combattante. L'événement fit sensation à Fort-de-France. Le Haut-Commissariat s'en alarma, mais les patriotes y trouvèrent un motif d'encouragement. Entre le centre d'accueil de la Dominique et les Comités de Libération de Fort-de-France et de Basse-Terre, les échanges de correspondances s'intensifièrent. De semaine en semaine, la cause de la libération gagnait du terrain. A la fin de mars 1943, la Guyane se débarrassa du régime de Vichy et la nouvelle de l'événement stimula l'activité des patriotes martiniquais et guadeloupéens. En 1943, le Comité local de la Résistance de Port-Louis, en Guadeloupe, tente de s'emparer des armes entreposées à la gendarmerie. L'assaut auquel la foule prend part est repoussé, mais les esprits vont s'échauffer au commentaire de l'événement.

Au début de mai, à Basse-Terre, à l'issue d'un match de football, les jeunes gens et la foule se forment en cortège et défilent aux cris de : Bravo le Goal ! Vive le Goal ! Vive la France !

La police intervient, tire, il y a des blessés.

A bord du croiseur *Jeanne-d'Arc* qui, depuis près de trois ans, est au mouillage dans le port de Pointe-à-Pitre, se manifeste une effervescence croissante qu'y entretiennent certains officiers partisans de la rentrée dans le combat. Alarmé de cette situation, l'Amiral envoie à la Guadeloupe le croiseur auxiliaire *Barfleur* qui en ramènera à Fort-de-France, où ils seront moins dangereux, le Secrétaire général de la Guadeloupe, M. Poirier, et un officier mécanicien de la *Jeanne-d'Arc*.

Durant tout le mois de mai, les marins affluent au centre d'accueil de la

France combattante à la Dominique. Ils viennent soit de la *Jeanne-d'Arc* à Pointe-à-Pitre, soit du croiseur *Emile-Bertin*, du porte-avion *Béarn*, du croiseur auxiliaire *Barfleur* ou des pétroliers de Fort-de-France. Au début de juin, quatre officiers du croiseur *Jeanne-d'Arc* arrivent à leur tour un matin à la Dominique. Et pendant ce temps, M. Paul Valentino, revenu de Guyane et débarqué secrètement une nuit sur les côtes de la Guadeloupe, près du Gosier, prépare avec les chefs locaux de la résistance un coup de force qui, espère-t-il, libérera la Guadeloupe et enhardira les patriotes de la Martinique que tiennent plus étroitement les forces imposantes dont dispose l'Amiral Robert.

La tentative s'opère dans la nuit du 3 au 4 juin. Elle échoue et, deux jours plus tard, M. Valentino n'échappe à l'arrestation qu'en se réfugiant à la Dominique, où le reçoit le délégué de la France combattante. C'est la Martinique qui va prendre la revanche de cet insuccès et, du même coup, redonner à la Guadeloupe sa liberté.

Depuis la pétition du 28 novembre 1942, l'opinion martiniquaise était en état d'alerte. Elle soutenait le Comité de Libération dont l'animateur, M. Emmanuel Rimbaud, entrait en polémique avec les rédacteurs du *Bulletin hebdomadaire*, organe officiel du Service d'information. L'agitation prenant un caractère de plus en plus aigu, douze membres du groupe de la résistance adressaient le 6 juin, à l'Amiral Robert, une lettre où, après avoir fait état de l'isolement auquel sa politique avait réduit la Martinique, ils ajoutaient notamment :

Les souffrances inutiles qui sont ou seront imposées à la population, il faut craindre qu'elles ne produisent des troubles profonds dont aucune répression n'aurait raison. Et cette répression elle-même n'aurait d'autres résultats que de provoquer une intervention étrangère dans les conditions les plus périlleuses pour l'avenir de la colonie...

C'est pourquoi nous venons vous conjurer de parer, coûte que coûte, au péril d'ingérence étrangère qui nous menace, en laissant à la Martinique la liberté de se rallier aux Français qui se battent déjà pour la libération de la France...

Un Comité national pourra se constituer avec tous les éléments représentatifs de la population, qui assumera les responsabilités du maintien de l'ordre et assurera la continuation de l'activité martiniquaise sous toutes ses formes. Il rejoindra l'Empire un et indivisible dans la lutte pour la libération de la patrie, sauvegardant ainsi le principe qui lui est le plus cher, celui de la souveraineté intangible de la France.

Les signataires de cette adjuration n'eurent pas plus de succès que les pétitionnaires du 28 novembre 1942. Et Dieu sait pourtant que l'Amiral Robert avait fréquemment dénoncé le péril de l'ingérence étrangère ! Mais il n'en était pas à une contradiction près.

Et son Service d'information, perdant toute mesure, allait publier dans le *Bulletin de France*, à la date du 15 juin, un article si injurieux pour les officiers de l'armée d'Afrique que le Colonel Commandant supérieur des troupes jugea devoir interdire la lecture du bulletin aux officiers, sous-officiers et soldats sous ses ordres et rappeler à la décence l'Officier de marine, chef du Service de propagande.

Cet incident accentua l'antagonisme qui existait déjà entre l'armée et la marine et qui allait jouer un rôle très important au cours des événements décisifs dont la date du 18 juin marquerait le départ.

C'est en effet la décision du Comité d'Alger de commémorer le 18 juin le troisième anniversaire du premier appel du Général de Gaulle qui précipita le mouvement de libération.

L'invitation du Comité d'Alger ne fut connue à Fort-de-France que dans

l'après-midi du 17 juin, c'est-à-dire trop tard pour permettre au Comité de Libération d'organiser une démonstration de grande ampleur. Cependant un groupe de patriotes se trouvaient réunis le lendemain à midi devant le Monument aux Morts. Bien que très discrète, cette manifestation de piété patriotique et de foi en la victoire déplut aux autorités et une quinzaine de personnes reçurent le lendemain, du Gouverneur Nicol, une lettre dont voici le texte :

Vous avez pris part, le 18 juin, sur la Savane, à une manifestation interdite par les règlements en vigueur. Il tombe sous le sens que toute autre manifestation non autorisée engagera votre responsabilité et justifiera les mesures qui pourraient être prises en conséquence.

A cette menace, le Comité de Libération riposta par le lancement immédiat d'un tract ainsi conçu :

Rassemblement de tous les bons Français sur la Savane, le jeudi 24 juin à 13 heures précises, à l'occasion de l'anniversaire du douloureux armistice qui accable la France, pour une minute de recueillement au Monument aux Morts, afin de manifester notre attachement à la Patrie et notre foi dans la libération.

Comme on pouvait s'y attendre, la manifestation fut interdite, mais le Comité décida de passer outre. Et le 24 au matin il y eut, dans Fort-de-France, un grand déploiement de forces armées composées de gendarmes, de marins et de soldats. Un barrage fut établi autour de la Savane afin de fermer les voies d'accès au Monument aux Morts. La foule reçut alors pour consigne de se masser en deux groupes des deux côtés de la Savane, l'un dans le jardin de M. Rimbaud, l'autre au Club martiniquais de Fort-Royal, d'y chanter *la Marseillaise* et de se disloquer ensuite afin d'éviter toute collision avec la police.

Mais le groupe de Fort-Royal, qui était le plus proche du Monument aux Morts, n'observa pas jusqu'au bout la consigne. Au lieu de se disloquer il décida d'aller, coûte que coûte, au Monument et il partit avec une telle détermination qu'il réussit à franchir le barrage. Du Monument il envahit la grande allée. L'autre groupe le rejoignit et ce fut alors une vague irrésistible de manifestants qui déferla dans les rues aux cris de : Vive la France ! Vive de Gaulle ! Les forces armées du service d'ordre eurent la sagesse de n'opposer qu'une molle résistance au flot sans cesse grossissant de la foule qui alla se disloquer sur la place de l'église des Terres-Sainville.

L'épreuve de force débutait ainsi par un succès des patriotes. L'émotion dut être grande à l'Amirauté où l'on résolut de prendre immédiatement des sanctions contre cinq membres du Comité : résidence forcée pour deux d'entre eux, MM. Sévère et Symphor ; internement administratif pour MM. Rimbaud, Cognet et Réjon. Les arrestations eurent lieu le 25 dans la matinée et, dès qu'elle en fut informée, la foule se livra à des démonstrations d'un caractère si menaçant que l'Amiral, après avoir accepté de parlementer, promit pour le lendemain la libération des internés. Et dans la matinée du 26 la foule, massée sur la Savane, attendit le retour de ses chefs auxquels elle fit, à midi, une réception grandiose suivie d'un rassemblement devant le Monument aux Morts et d'un défilé dans les rues aux cris de : Vive la France ! Vive de Gaulle.

En laissant cette manifestation se dérouler librement, l'administration reconnaissait sa défaite. Mais elle demeurait en fonctions. C'est l'intervention des résistants de l'armée qui allait la contraindre à capituler. Quatre jours devaient suffire pour conduire à ce dénouement.

Le dimanche 27 juin, le 3e Compagnie du Bataillon d'Infanterie colo-

niale se mutine au camp de Balata, situé sur un plateau à quelque onze kilomètres au nord de Fort-de-France, et elle fait demander au Commandant Tourtet, dont les sentiments sont bien connus, de se mettre à sa tête pour faire triompher le mouvement de libération.

Le lendemain 28, l'Amiral Robert, inaugurant le bassin de radoub où le croiseur *Emile-Bertin* a été mis en cale sèche, prononce un discours contenant cette phrase où chacun voit une menace : « L'ordre sera maintenu coûte que coûte ».

Et le lendemain, monseigneur Varin de la Brunelière, évêque de la Martinique, qui avait déjà protesté contre les procédés tyranniques du régime imposé à la colonie, se rend auprès de l'Amiral et l'exhorte à reconnaître la défaite qu'il vient d'essuyer.

« Amiral, lui dit-il, vous êtes vaincu, je vous conseille de déposer les armes pour n'avoir pas à en user inutilement. »

Le refus de l'Amiral est catégorique. L'évêque usera encore de son influence pour empêcher un combat sanglant, mais si le pire ne peut être évité, il est résolu — M. Rimbaud en reçoit la confidence — à se jeter entre les combattants pour subir le sort que son devoir de pasteur l'oblige à rechercher.

Entre temps le Commandant Tourtet prend la direction du mouvement militaire d'opposition et reçoit le ralliement de divers détachements que lui amènent leurs officiers.

Il répartit les missions, prend ses dispositions de combat, organise son poste d'émission radiophonique et, à 16 h. 45, le mardi 2 juin, il entre ouvertement dans la lutte en lançant du camp de Balata le message suivant :

« Troupes camp Balata auxquelles se sont joints nombreux éléments de l'armée se déclarent en dissidence et demandent ralliement au Gouvernement de la France combattante. Défendront leur décision par les armes et jusqu'au bout. »

Simultanément, le Comité de Libération déclenche une grande manifestation populaire à Fort-de-France.

Impressionné par ces deux actions conjuguées de l'armée et de la population, l'Amiral Robert quitte l'Amirauté où il ne se sent pas en sécurité et se réfugie à bord du croiseur *Emile-Bertin*.

A 20 h. 15, le Commandant Tourtet adresse à l'état-major du Fort Desaix, dont la mission consiste à protéger l'or de la Banque de France qui s'y trouve entreposé, ce message d'encouragement :

« Tout va bien. Renforts affluent. Moral excellent. Vive la France combattante ! »

Dans la soirée, il reçoit des deux lieutenants de gendarmerie une communication lui faisant prévoir que, d'accord avec la majorité de leurs détachements, ils ne tireront pas sur l'armée ; et à 21 h. 50, il confirme à la population, par un nouveau message, qu'il est décidé à aller jusqu'au bout.

Le lendemain 30, à 12 h. 15, il définit son action dans un quatrième message ainsi conçu : « P.C. Balata à population Fort-de-France et à toutes autorités. Nous sommes toujours aussi résolus et nos moyens se renforcent. Cependant, pour éviter toute effusion de sang, nous n'avons pas l'intention d'user de nos forces ni même pour le moment de descendre à Fort-de-France. Et cela tant que la marine ne fera pas usage de ses armes. Nous laissons au Comité directeur le soin de négocier avec l'Amiral. Toutefois, si les marins tirent sur la population, nous descendrons immédiatement et nous déclinons toute responsabilité quant aux conséquences qui s'ensuivront. Vive la France combattante ! »

A l'heure même où ce message est diffusé, le Commandant Tourtet reçoit la visite du Colonel Commandant supérieur des troupes qui vient l'informer que l'Amiral est sur le point de faire appel à des plénipotentiaires américains et de passer ses pouvoirs à l'Amiral Leloup ou à lui-même. Le Colonel assure en même temps Tourtet que si l'Amiral ne donne pas suite à son intention, il remontera à Balata et prendra la tête du mouvement.

Après cette démarche rassurante, le Commandant Tourtet adresse à 13 h. 30 à la population un appel au calme et à la discipline.

C'est au cours de cet après-midi que l'Amiral va prendre définitivement la décision de se retirer. Après tant de faits qui s'inscrivent à son passif il faut, en toute justice, retenir à sa décharge qu'il eut, à la dernière minute, la sagesse d'épargner à la colonie une guerre civile où la population, les soldats et les marins se seraient entre-tués. Dans l'acte d'abdication qu'il communiqua au Comité de Libération avant de le publier, il disait notamment :

Afin d'éviter l'effusion de sang entre Français, et pour lever les rigueurs d'un blocus impitoyable, j'ai demandé au Gouvernement des Etats-Unis, sous la double condition du renouvellement de la garantie du maintien de la souveraineté française dans ces îles et de la non-intervention des forces américaines, l'envoi d'un plénipotentiaire pour fixer les modalités d'un changement d'autorité française, après quoi je me retirerai conscient d'avoir rempli tout mon devoir.

Je demande d'ici là à la marine et à l'armée d'observer la plus stricte discipline et à la population de rester dans le calme.

Et Tourtet de lancer aussitôt à la population, à 19 h. 15, un nouveau message où, après avoir annoncé la victoire comme une probabilité, il ajoute : « Nous resterons cependant à notre poste et continuerons à veiller avec la même vigilance jusqu'à ce que le pouvoir soit remis aux autorités que désignera le Gouvernement de la France combattante. »

Mais déjà un délégué du Comité de Libération était allé mettre au courant de ce qui se passait à Fort-de-France le représentant de la France combattante à la Dominique. Celui-ci en informa aussitôt télégraphiquement le Comité d'Alger qui constitua la mission chargée de se rendre aux Antilles pour y procéder à l'installation des nouvelles autorités. Mais jusqu'à l'arrivée de cette mission, le Commandant Tourtet maintint ses unités en état d'alerte, cependant qu'à Fort-de-France un groupe résolu de marins prenait des dispositions pour empêcher — s'il était tenté — le sabordage des navires.

La mission du Comité d'Alger, que présidait M. Hoppenot, arriva à Fort-de-France le 14 juillet 1944 et y fut accueillie par les ovations enthousiastes d'une population qui, aux cris de « Vive de Gaulle ! Vive la France ! », clamait sa joie de la liberté retrouvée. Ce fut également une foule en délire qui salua le lendemain la mission Hoppenot lorsqu'elle débarqua à Basse-Terre en Guadeloupe.

Les deux îles, qui avaient en juin 1940 revendiqué l'honneur de poursuivre la lutte et qui, trois années durant, avaient protesté de bien des manières contre une neutralité impie, venaient ainsi de reconquérir le droit de rentrer dans le devoir, c'est-à-dire dans la guerre. Et ces deux vieilles terres françaises, qui sont en fait deux départements français, ont la légitime fierté de s'être libérées elles-mêmes, sans aucune intervention extérieure.

JEAN MASSIP

LES DERNIÈRES ARMES
D'UN PEUPLE TRAQUÉ

Lorsque l'Allemagne, vers la fin de l'année 1940, lança à l'assaut de l'Angleterre ses puissantes escadrilles aériennes, elle n'avait pas prévu que non seulement le peuple anglais, luttant le dos au mur avec une farouche énergie, supporterait sans faiblir l'avalanche de fer et de feu qui s'abattrait sur lui, mais qu'encore il trouverait la force nécessaire pour organiser une défense efficace et préparer activement la revanche. Deux ans s'étaient à peine écoulés que déjà la Luftwaffe ne possédait plus la maîtrise des airs, et le territoire allemand connaissait à son tour les ravages des attaques aériennes. Goering, qui avait solennellement promis au peuple allemand qu'aucun avion ennemi ne survolerait le Reich, annonçait alors à son Etat-Major que, sans avoir à risquer machines et vies humaines, des armes nouvelles, conçues dans le plus grand mystère par le génie allemand, permettraient sous peu la plus fulgurante riposte, capable même d'enlever la décision.

C'est dans ces conditions que savants et techniciens allaient fiévreusement poursuivre la solution de ce problème : envoyer aux distances de plusieurs centaines de kilomètres qui séparent le continent de l'intérieur de la terre d'Angleterre des engins suffisamment puissants pour opérer de massives destructions et frapper le moral de l'ennemi, et cela en ne faisant intervenir l'homme que pour leur lancement.

L'artillerie, telle qu'elle était conçue jusque-là, ne pouvait apporter son concours aux réalisations projetées. On sait en effet que la portée d'un projectile dépend essentiellement de la vitesse qui lui a été communiquée au départ, et que cette vitesse est elle-même sous la dépendance du poids du projectile. C'est ainsi que certains canons de 210 envoient à 120 km des obus pesant 100 kg grâce à une vitesse initiale du projectile de l'ordre de 1 600 m/sec ; par contre, avec un canon de 380 qui tire des obus de 500 kg, la vitesse initiale n'est plus que de 1 025 m/sec et la portée maximum de 55 km. On conçoit donc, que pour envoyer un projectile de poids bien plus important sur un objectif situé à plus de 300 km de distance, la vitesse initiale nécessaire serait telle qu'aucune bouche à feu ne pourrait résister au choc subi au départ du coup.

Il fallait donc partir de principes nouveaux, et les premières réalisations allemandes se sont orientées suivant deux conceptions distinctes.

L'une d'elles a conduit à la construction d'une véritable « torpille

aérienne » qui, tout comme la torpille marine, « est un projectile à autopropulsion tendant vers son but en trajectoire rectiligne avec une vitesse relativement modérée ». Elle se meut dans l'air qui lui sert de point d'appui pour sa navigation aérienne, et sa vitesse propre ne lui sert en principe qu'à assurer la stabilité qui lui est nécessaire dans sa course vers l'objectif. C'est « l'avion sans pilote » que les Allemands ont utilisé sous le nom de « V1 ».

L'autre conception a pris comme point de départ une idée déjà ancienne, la fusée, mais qui, considérablement perfectionnée et développée, a abouti à la naissance du V2 : gigantesque projectile dont l'autopropulsion par réaction chimique, dans la première partie de sa trajectoire, lui permet d'acquérir une vitesse initiale telle qu'il puisse décrire, dans les couches d'air raréfié de la stratosphère, une parabole théorique l'élevant à quelque cent kilomètres d'altitude, d'où il retombe ensuite en chute libre pour atteindre l'objectif visé avec une vitesse dépassant trois fois celle du son.

Passons maintenant à l'examen plus détaillé, quoique succinct en regard de leur complexité de destruction, des deux engins qui nous intéressent.

Le V1

La silhouette du V1, vulgarisée par la presse, les expositions et le cinéma, est maintenant bien connue du public : petit avion sans hélice, assez rudimentaire de lignes, avec un corps fuselé, deux ailes rectangulaires et un empennage arrière, il apparaît curieusement surmonté à sa partie postérieure d'une sorte de long tuyau d'où, en vol, s'échappe une traînée de feu, et qui achève de lui donner son aspect si caractéristique.

Ce dernier organe, qui ne figure pas sur les avions, constitue le système propulseur de l'engin, c'est-à-dire son moteur. C'est en fait une « tuyère à réaction », d'une réalisation à la fois simple et originale, dont voici le mécanisme. A l'avant de la tuyère se trouve un obturateur constitué par un grand nombre de clapets s'ouvrant de l'extérieur vers l'intérieur. Lorsque le V1 navigue, l'air s'engouffre dans le dispositif par les petits clapets qui s'ouvrent sous l'effet de la pression extérieure ; il se forme à l'intérieur, avec de l'essence pulvérisée par un distributeur, un mélange qui détone dans la chambre à combustion encore chaude des explosions précédentes. La détente des gaz issus de l'explosion referme les clapets, et les gaz brûlés se trouvent astreints à s'échapper vers l'arrière, communiquant ainsi au V1 une « impulsion » vers l'avant. Ces explosions se succèdent à la cadence de 40 environ à la seconde, ce qui explique le bruit très particulier du moteur en vol.

Le corps de l'engin renferme, outre le réservoir de combustible et l'explosif, une série d'appareils destinés à lui permettre d'accomplir la mission dont il est chargé.

J'ai dit plus haut que le V1 « devait tendre vers son but en une trajectoire rectiligne ». Il est pourvu à cet effet d'organes automatiques de stabilisation et d'orientation. La pièce principale est un pilote automatique à trois gyroscopes stabilisateurs. Il n'est peut-être pas inutile, pour faciliter la compréhension de leur rôle fondamental, de rappeler ici brièvement ce qu'est un gyroscope stabilisateur : c'est en principe un solide animé d'une très grande vitesse de rotation sur lui-même (de l'ordre de 700 tours par seconde), autour d'un axe passant par son centre de gravité. Sa propriété mécanique essentielle réside dans le fait que, dès qu'il est soumis à un couple de forces tendant à écarter son axe fixe de sa position d'équilibre, il réagit par un mouvement dit de « précession » qui donne à son axe une nouvelle position

d'équilibre. On conçoit immédiatement tout le parti qu'il est possible de tirer d'une telle propriété, en reliant les différentes gouvernes de l' « avion sans pilote » à des gyroscopes convenablement orientés qui réagiront à ses moindres fluctuations.

Dans le V1, deux de ces gyroscopes sont chargés de provoquer des corrections instantanées du roulis, du tangage et du cap, c'est-à-dire de veiller en quelque sorte à ce que les perturbations atmosphériques ne contrarient pas la bonne marche de l'appareil. Le troisième gyroscope, ou « gyropilote », a pour rôle de guider le V1 vers son but à une altitude déterminée. Il est en conséquence relié à un compas magnétique et à un altimètre réglés minutieusement au départ. C'est donc le gyropilote qui, agissant au moment du lancement sur les servomoteurs des gouvernes, fait prendre au V1 la direction de l'objectif et l'amène à l'altitude choisie.

En fait, ces divers appareils sont utilisés dans l'aviation moderne et le pilotage automatique des avions en vol est couramment pratiqué depuis plusieurs années. Dans ce domaine, les Allemands n'ont donc rien innové,

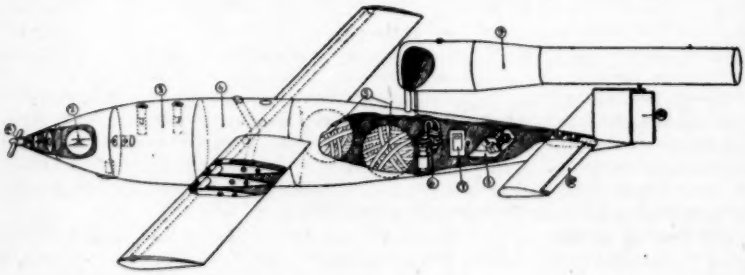

Schéma de principe du V1.

1. Loch. — 2. Compas magnétique. — 3. Chambre à explosif. — 4. Réservoir d'essence. — 5. Sphères frettées renfermant de l'air comprimé. — 6. Distributeur de combustible. — 7. Compteur-totalisateur des distances parcourues — 8. Pilote automatique. — 9. Tuyère propulsive. — 10. Gouvernail de profondeur. — 11. Gouvernail de direction.

ils ont cependant utilisé avec beaucoup d'habileté un ensemble de principes connus.

Propulsé par son moteur à réaction, guidé par son pilote automatique, le V1, véritable monstre aveugle, arrive au-dessus de l'objectif qui lui a été assigné. A ce moment intervient un compteur enregistreur de distance, réglé lui aussi au départ : commandé par la rotation d'un loch fixé au nez de l'engin, il provoque électriquement, par l'explosion de deux petites charges explosives, la détente d'un ressort qui braque à fond le volet de profondeur. L'appareil pique alors au sol où il percute et explose.

La charge explosive du V1, d'environ 500 kg, amorcée par des fusées très sensibles au choc, provoque de gros effets de souffle et, par contre, des cratères peu importants. Les victimes sont surtout le fait de l'écroulement des maisons et du bris des vitres. Comme la vitesse du V1 en fin de course ne dépasse pas 500 km/h et que, d'autre part, le bruit caractéristique de son moteur le signale nettement, un service de guet bien organisé permet de donner l'alarme suffisamment à temps pour que la population puisse se mettre à l'abri.

Un point particulièrement important reste à examiner, celui du lancement

du V1. Jusqu'ici relativement peu d'informations ont été données sur ce sujet qui, pourtant, présente un grand intérêt. Le V1 est catapulté d'une rampe de lancement à une vitesse suffisante pour permettre au moteur de démarrer et d'entraîner ensuite, à lui seul, l'appareil que ne guide plus que son pilote automatique. Le dispositif employé n'est en quelque sorte qu'un canon pneumatique constitué par un long tube de fer incliné, soutenu par des pylônes métalliques et terminé à sa partie antérieure par une chambre à réaction blindée. Deux rails fixés sur le tube permettent à un chariot, porteur du V1, de s'y déplacer. Ce chariot est lui-même solidaire d'un lourd piston qui peut se mouvoir à l'intérieur du canon pneumatique, et qu'une forte quantité de gaz, brusquement libérée dans la chambre à réaction, pousse irrésistiblement vers l'avant.

La grande originalité du système réside dans le choix de la réaction chimique destinée à produire en un court laps de temps un fort dégagement gazeux. Il s'agit de la décomposition catalytique de l'eau oxygénée concentrée sous l'influence du permanganate de calcium. Il est bien connu que l'eau oxygénée se scinde spontanément en eau et oxygène gazeux. Cette réaction est lente ; elle peut même être freinée dans le but de faciliter le transport et le stockage de ce produit ; mais elle peut aussi être accélérée par l'adjonction de corps convenablement choisis, et tend alors à prendre une allure explosive, surtout si la concentration de l'eau oxygénée est élevée. C'est l'emploi de cette réaction comme source de force propulsive que les Allemands ont mis au point et adaptée pour la première fois à l'art militaire. C'est incontestablement une véritable innovation appelée à avoir de nombreuses applications, car on dispose, sous un volume peu important, d'une réserve d'énergie considérable. Et il m'apparaît que, de tout l'ensemble de réalisations qui a abouti à l'arme nouvelle V1, ce soit là le point le plus intéressant à retenir.

Le V 2

Nos connaissances relatives à la fusée stratosphérique V2 ne sont pas aussi définitives qu'en ce qui concerne le V1. Si de nombreux exemplaires de ce dernier ont pu tomber à peu près intacts entre nos mains, il n'en va pas de même du V2, car il existe fort peu de chances pour qu'un engin de telle importance, percutant au sol à une vitesse supersonique, puisse être, même en cas de raté du système d'amorçage de l'explosif, retrouvé en bon état. Par contre, il arrive parfois que, pour des causes indéterminées, le V2 éclate en l'air ; c'est ce qui s'est produit à plusieurs reprises au début d'octobre 1944 dans la région parisienne, qui avait eu l'honneur d'être choisie comme objectif par ces nouvelles batteries à longue portée tirant de la région de Trèves. Ces explosions prématurées permirent à mon Service de recueillir un certain nombre de pièces importantes dont l'étude a orienté nos investigations. Il a pu ainsi être procédé à une reconstitution théorique de l'engin dont voici les grandes lignes.

Le V2 se présente sous l'aspect d'un gigantesque obus, affectant la forme d'un long cigare, légèrement effilé vers l'arrière et terminé par un empennage. Ses caractéristiques dimensionnelles sont imposantes : longueur, 14 m ; diamètre, 1 m 65 ; poids à vide, 4 t ; en ordre de marche, environ 13 t.

Véritable petite usine, il renferme dans ses flancs, outre une charge d'explosif d'une tonne, toute une série de machines et d'appareillages, de réserves de réactifs, de combustible et de comburant qui lui permettront à la fois de

quitter le sol, d'atteindre la stratosphère et de décrire la parabole qui, en cinq minutes, pourra l'amener jusqu'à 350 km de son point de départ.

A l'encontre du V1 à qui l'on doit communiquer une certaine vitesse initiale, nécessitant la construction d'installations spéciales, le V2 décolle par ses propres moyens et ne demande pour son lancement qu'une simple plate-forme mobile, transportable et d'un encombrement restreint.

Sur cette plate-forme rigoureusement horizontale, le V2 est posé verticalement. Un réglage minutieux de son orientation et des appareils de guidage est effectué, puis on commande à distance le démarrage du système propulseur.

Situé à l'arrière de l'engin, celui-ci est constitué par un brûleur où se combinent alcool et oxygène liquide : 4 t du premier et 5 t du second sont nécessaires pour enlever les 13 t de l'engin et lui communiquer la vitesse qui doit lui permettre d'atteindre l'objectif visé. Les deux liquides sont injectés dans le brûleur par deux pompes qu'entraîne une turbine, d'une puissance de 6 à 800 CV, tournant à 8 000 tours/minute, actionnée par le courant gazeux provenant de la réaction eau oxygénée/permanganate de

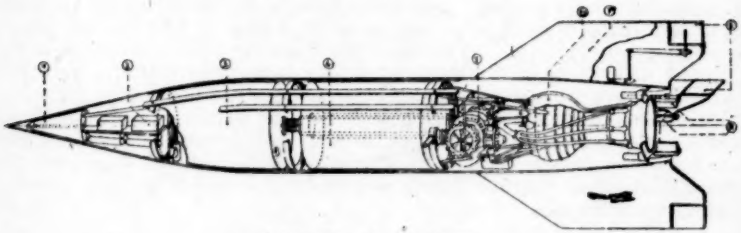

Schéma de principe du V2.

1. Explosif. — 2. Appareils de guidage. — 3. Réservoir à alcool. — 4. Réservoir à oxygène liquide. — 5. Pompes et turbine. — 6. Tuyère de propulsion. — 7. Empennage. — 8. Gouvernails de profondeur et de direction. — 9. Volets de graphite.

calcium examinée plus haut, et dont nous trouvons déjà ici une seconde utilisation. Les deux réactifs sont stockés dans le V2 sous pression d'air comprimé et leur refoulement vers la turbine est commandé par des robinets électro-magnétiques.

La fusée, sous l' « impulsion » de l'énorme flamme qui s'échappe de sa base, s'élève verticalement jusqu'à quelques kilomètres. Puis entrent en jeu deux gyroscopes ; l'un la maintient dans la direction qui lui a été assignée, l'autre l'oblige à s'infléchir pour décrire une trajectoire déterminée à l'avance. Pour ce faire, les gyroscopes agissent, par l'intermédiaire de servomoteurs, à la fois sur les volets de l'empennage arrière et sur des volets de graphite disposés à la sortie du brûleur, dans le jet des gaz enflammés qui se trouve dévié, imprimant ainsi le changement de direction voulu à l'impulsion subie par la fusée. La propulsion dure jusqu'à ce que l'engin ait accumulé une réserve d'énergie suffisante pour lui permettre de poursuivre sa route en n'étant plus soumis qu'aux seules lois de la pesanteur, et dès que la vitesse nécessitée par la portée que l'on recherche est atteinte, un gyroscope spécial, dit gyroscope intégrateur d'accélération, provoque la fermeture des robinets alimentant la turbine, ce qui interrompt du même coup l'alimentation du brûleur. Le V2 doit se trouver à ce moment à quelque 30 km d'altitude ; son ascension n'a duré qu'une minute. Décrivant alors sa

parabole, il continue à monter jusqu'à 100 km de hauteur, puis il redescend et percute au sol sous un angle de 75°, avec une vitesse dépassant 1 000 m/sec.

L'arrivée de ce bolide peut provoquer un curieux phénomène d'audition : on entend le bruit de l'explosion avant de percevoir celui qui accompagne normalement tout projectile circulant dans la basse atmosphère à une vitesse supersonique. Nombreux sont les témoins qui ont pu ainsi affirmer avoir entendu deux explosions successives.

Les dégâts provoqués par cet engin sont infiniment plus graves que ceux résultant de la chute de V1. Sa grande force de pénétration augmente les effets de l'explosif et des ébranlements du sol peuvent faire sentir leurs effets à plusieurs centaines de mètres. On cite le cas, à Anvers, d'une maison de six étages qu'un V2 aurait entièrement traversée, explosant dans les fondations. Le danger qu'il présente est d'autant plus grand que son arrivée ne peut être signalée. Par ailleurs, la mobilité de ses bases de lancement en rend très difficiles le repérage et la destruction par l'aviation. Il constitue donc une menace redoutable pour les agglomérations situées à sa portée. Certaines villes d'Angleterre et de Belgique en ont fait récemment la triste expérience et si la contre-attaque allemande de la fin de l'année 1944 n'avait pu être enrayée rapidement, il est certain que les villes françaises du Nord et de l'Est auraient pu avoir à en souffrir à leur tour.

⁂

Telles sont les caractéristiques principales de ces deux armes nouvelles que l'Allemagne présenta elle-même sous le qualificatif de « V », initiale du mot allemand signifiant représailles. Inutilisables pour l'instant sur les champs de bataille, en raison de leur imprécision de tir, frappant à tâtons par delà les frontières et les mers les populations civiles, elles sont bien les instruments de vengeance d'un peuple orgueilleux qui sent la victoire lui échapper et ne peut plus lutter à armes égales avec l'adversaire.

Il semble d'ailleurs que les événements aient obligé l'Etat-Major allemand à les utiliser avant leur complète mise au point, avant certainement qu'elles aient atteint le développement prévu. Il m'a été donné, en effet, au cours de missions dans l'Est et le Nord de la France, après la libération de notre territoire, de visiter de gigantesques constructions entreprises par l'ennemi : usines souterraines installées dans d'anciennes mines de fer désaffectées et équipées pour produire 2 000 V1 par jour ; usines bétonnées protégées des bombardements par des épaisseurs de 5 à 7 m de béton, prévues pour fournir, près des bases de lancement, l'oxygène liquide et les réactifs nécessaires au lancement des V1 et V2 ; ateliers de montage creusés dans des plateaux, avec des galeries de 30 m de hauteur, parcourues par des voies de chemin de fer ; tout cela montre quelle ampleur les Allemands comptaient donner à leur entreprise de destruction. Les bombardements massifs de ces points névralgiques par l'aviation anglo-américaine, le débarquement des Alliés et leur avance rapide en France ont interrompu la réalisation de ce rêve démoniaque et sauvé l'Angleterre d'un péril dont nous pouvons mesurer maintenant toute la gravité.

Sans nier l'étendue du mal qu'elles ont fait et peuvent encore faire durant la guerre actuelle, ces armes secrètes ont cependant atteint d'appréciables résultats que n'escomptaient certes pas ceux qui les ont utilisées : celui de susciter à leur encontre de la part de nos amis Anglais, qui en ont le plus souffert, une solide et durable haine ; celui aussi, devant la menace que

depuis quelques mois ils sentaient peser sur eux, de hâter peut-être l'heure de notre libération.

Ce bilan plutôt favorable en ce qui nous concerne ne doit cependant pas nous faire perdre un instant de vue tout l'intérêt militaire qui s'attache à ces armes, ni les développements qui s'ensuivront. Forme nouvelle d'artillerie à longue portée, elles permettent d'entrevoir, à plus ou moins longue échéance, la possibilité de bombardements intercontinentaux. Nul à cet égard n'a le droit de sous-estimer l'infernale puissance de la science lorsque sa mission bienfaisante est détournée au profit des forces du mal. Demain, c'est peut-être l'énergie formidable issue de la désintégration de certains atomes que l'on saura libérer, mettant encore à la disposition de l'homme une nouvelle source de richesse ou de malheur.

Peut-être alors les habitants du pays de Gœthe, en jouant ainsi à l'Apprenti Sorcier, auront-ils au moins fait définitivement comprendre à l'humanité tout entière qu'il serait temps de rechercher ensemble les moyens d'empêcher que ne se réalisent un jour ces anticipations, en mettant un terme final aux monstrueuses tueries qui la déshonorent.

HENRI MOUREU,

Directeur du Laboratoire municipal de Paris.
Conseiller technique de la Défense Passive.

NATIONALISATIONS

La reconstruction matérielle de la France pose des problèmes considérables. Les richesses détruites sont immenses ; tandis que les moyens humains et matériels dont nous disposons sont réduits. Les hommes restés vivants sont affaiblis et notre outillage non détruit est usé. Le pays attend beaucoup de la reprise des importations, nos Alliés apportant, dans leur aide économique, la même générosité émouvante que dans la conduite de la guerre. Mais ce n'est qu'un remède passager, concevable seulement pour compenser une déficience passagère. Et finalement, le régime de vie que nous connaîtrons dans la France de demain doit être notre œuvre personnelle.

D'autre part, un drame aussi profond que celui qui vient d'ébranler l'Europe, fait jaillir un besoin évident de nouveauté. Chacun se doit de réviser les valeurs admises, pour qu'au moins nous sortions de la sombre folie qu'est la guerre avec le seul bénéfice peut-être qu'elle rapporte, qui est la volonté de construire un monde meilleur que celui du passé.

Ni une nation, ni une classe sociale, ni une profession, ni un individu, ne peut prétendre rester à l'abri des sacrifices qu'il faut aujourd'hui consentir. Au surplus, il n'existe personne en France qui n'ait été touché déjà dans ses affections, dans ses biens, dans son activité. Devant de pareilles blessures, on peut dire que les contributions matérielles exigées de chacun pour le relèvement national, doivent — quel que soit leur poids — apparaître légères par comparaison. Aussi bien, le pays a tellement conscience de la solidarité qui naît dans le malheur, que les réactions de l'égoïsme sont rares et que même, à proprement parler, elles sont impensables. Mais on a le devoir d'exiger que tout programme tendant à la reconstruction de notre pays soit inspiré de la seule volonté de remettre la France en état de vivre dignement le plus vite possible. Aucun sacrifice même lourd ne doit être écarté, s'il est efficace ; par contre, aucune mesure n'est justifiable si, au lieu de servir la communauté nationale, elle vient à empirer sa situation.

C'est à ce point de vue que nous examinerons le problème des nationalisations. Laissant ici de côté tout aspect politique, on voudrait examiner comment se présentent la répartition des profits dans notre économie, les conséquences de la nationalisation sur la productivité nationale, et les rapports qui doivent exister entre les secteurs socialisés et libres dans un pays qui entend progresser économiquement et socialement.

⁂

Le problème des droits réciproques du capital et du travail dans la répartition des bénéfices est le type des questions mal posées. Si les revenus du capital étaient, selon des théories complètement erronées mais encore vivaces dans l'opinion générale, une sorte de redevance comparable à la rente du sol, leur montant, si infime qu'il soit, serait encore excessif parce qu'injustifié. Mais, comme ils sont la rémunération de richesses représentant elles-mêmes du travail accumulé sous forme d'usines, de machines, de stocks, on constate que tout le profit d'une entreprise va au travail, que ce soit un travail immédiatement rémunéré, ou un travail passé mais dont ceux qui l'ont fourni ont accepté de différer le salaire. Un pays qui amenuise systématiquement les revenus dus aux investissements compromet son standard de vie de demain au profit de sa consommation présente.

On dit souvent que les bénéfices des grandes entreprises sont responsables de l'élévation des prix, et que si cette dîme inutile était supprimée, il en résulterait des facilités générales plus grandes pour la vie de chacun. Les chiffres prouvent l'erreur complète de cette affirmation. L'industrie des houillères a exigé l'investissement de capitaux considérables pour aménager les puits et les moyens d'extraction. Les dividendes bruts représentaient, en 1901, 15 p. 100 de la valeur totale de la production. Cette proportion est tombée à 10 p. 100 en 1931 et à 4 p. 100 en 1942. Le bénéfice laissé à la Société qui extrait un sac de charbon est inférieur au cinquième du pourboire payé habituellement par l'acheteur au livreur qui le lui porte à domicile. En 1943, les parts respectives des salaires payés au personnel, des impôts payés à l'Etat et des dividendes payés au capital s'établissaient à 83, 14 et 3. Dans l'assurance, qui met en jeu des capitaux et de la technicité beaucoup plus que de la main-d'œuvre, les salaires payés en 1944 ont atteint 1 800 millions et les dividendes 172 millions. On pourrait faire des comparaisons analogues pour toutes sortes d'autres industries.

Encore la fiscalité vient-elle exercer des ravages particuliers dans les revenus déjà réduits des capitaux. C'est ainsi que, pour prendre des entreprises particulièrement connues, le dernier coupon de l'Union d'Electricité s'élève, brut, à 24 francs, mais le titre au porteur ne reçoit que 2 fr. 47 ; celui de Rhône-Poulenc est bien de 34 francs, mais il ne laisse que 1 fr. 40 à son porteur ; sur le coupon de 40 francs de la Société d'Ugine, le fisc a tout absorbé. Au surplus, les revenus du capital sont à nouveau taxés par l'impôt général qui prend 70 p. 100 de tout revenu net dépassant 400 000 francs. Comme on sait qu'ils partagent avec les traitements le privilège d'être imposés sur des déclarations de tiers ne laissant aucune place à la dissimulation, on conviendra qu'il est difficile de faire mieux. Au total, il est impossible de contester qu'en France la rémunération des capitaux investis dans les grandes entreprises ne soit extraordinairement faible et que celles-ci ne travaillent essentiellement au profit de ceux qu'elles emploient et, pour la quasi-totalité de ce qui reste, au profit de la collectivité par l'intermédiaire du fisc.

Une pareille situation est grave. Elle se rapproche de celle qui est faite à la propriété bâtie en France. Il est incontestable que, depuis des années, la richesse immobilière de la France, non seulement ne se renouvelle pas, mais se dégrade. La hausse constante du prix de construction et la fixité maintenue aux loyers conduisent inévitablement à l'arrêt des chantiers. Le loyer d'une maison est destiné, à travers le propriétaire, à payer l'entrepreneur, le maçon, le charpentier qui l'ont construite. Alors que le bien-être national exigerait des logements spacieux, salubres, confortables, on cons-

tate que, depuis des années, notre activité a été à peu près limitée à « construire des taudis neufs ». Ce spectacle effrayant devrait nous éclairer sur le paradoxe qui consiste à réduire, puis à supprimer la rémunération des capitaux. Les mêmes erreurs conduisent, dans tous les domaines, aux mêmes impasses.

***

La France a un besoin impérieux de produits de toute espèce, et chacun a pu se rendre compte qu'il existe une telle solidarité entre les divers secteurs de l'économie, que le ralentissement d'un seul d'entre eux paralyse l'ensemble. Nous devons être hantés par la nécessité de créer par tous les moyens possibles les biens matériels dont manque notre population épuisée.

Après un hiver pendant lequel les Français n'ont pas disposé d'un kilo de charbon pour leur foyer, la question du régime des mines se présente de façon particulièrement intéressante. Les Houillères du Nord produisaient 35 millions de tonnes en 1930, 28 en 1938 et 37 sur la base d'avril 1940. La production est tombée à 27 en moyenne de 1941 à 1943, et à 18,5 millions sur la base de mars 1945. Les causes les plus diverses, et dont certaines étaient inévitables, sont responsables d'une situation aussi grave. Les conséquences de la guerre n'ont pas fini de se faire sentir. Les conditions extraordinairement pénibles du travail de fond exigent que tout soit mis en œuvre pour rendre plus supportable la vie des mineurs. Il n'en reste pas moins que le régime du travail doit être fixé par la législation sociale, tandis que tout programme économique et politique doit être jugé par rapport à son aptitude à retrouver, puis à dépasser le niveau de la production d'avant-guerre, puisque de ce résultat dépend le bien-être ou la souffrance de la totalité des Français. Si la nationalisation devait atteindre ce but, la cause serait entendue, car, dans des circonstances aussi dramatiques, il ne peut être question de préférence intellectuelle, de goût personnel, voire d'intérêts, même respectables, à ménager. Il ne peut pas y avoir de place pour une autre préoccupation que celle du bien commun.

La productivité de l'appareil économique sera-t-elle stimulée ou ralentie par un développement du fonctionnarisme, voilà la question à laquelle chacun doit répondre suivant son expérience personnelle. Il ne s'agit pas de jongler avec des idées pures, mais de regarder dans le concret ce qui se passe autour de nous.

On lit, dans le manifeste commun socialiste et communiste de mars 1945, que le Canada et la Suisse ont une consommation électrique, par habitant, supérieure à quatre fois celle de la France. Mais on ne sache pas que l'industrie électrique soit nationalisée dans ces deux pays. Au surplus, la France est loin d'être en retard sur ce point, car si elle utilise moins de force électrique, c'est qu'elle dispose du charbon que ces deux pays n'ont pas. D'ailleurs le réseau de transport français de force est le plus dense du monde. Si nous n'avions pas tellement le goût de critiquer ce que nous faisons, nous admirerions l'activité créatrice de ces économies libres, entreprenantes, toujours à l'affût de la nouveauté.

Sait-on que les trois plus grandes banques de dépôts françaises ont des positions considérables à l'étranger ; l'une en Egypte et en Espagne, l'autre en Argentine, la troisième en Australie ? Cela ne résulte d'aucune loi géographique ni historique, mais simplement de cette heureuse rencontre de l'audace personnelle et de l'intelligence qui, dans le domaine militaire, nous a valu un immense Empire colonial, conquis malgré la volonté contraire de

l'Etat. Peut-on imaginer sans effroi que la France songerait à décourager ceux qui la servent à l'étranger, comme si elle entendait tarir les sources de son prestige et de sa richesse, à une époque où la compétition internationale ne se fait déjà pas faute, à elle seule, de les rendre plus vulnérables ?

L'industrie aéronautique française était une des premières du monde il y a vingt ans ; notre pays exportait avions et moteurs. L'initiative privée avait également créé, au prix de mille difficultés, les premières lignes aériennes reliant les continents. On peut aujourd'hui constater ce qu'est devenue chez nous, après des années de nationalisation, la force expansive de cette magnifique branche de l'activité moderne. Quant au matériel, aucun combattant français ne peut oublier avec quel désespoir il constatait l'absence d'avions dans notre ciel en 1940 : « Où sont les nôtres ? »... Pour ce qui est du réseau aérien, le développement des lignes étrangères faisait, avec le rétrécissement des nôtres, un contraste désespérant pour les Français qui voyageaient. Et l'aviation civile connaissait progressivement cette même torpeur qui s'était abattue sur notre marine marchande, dont le déclin avant la guerre était un des signes les plus palpables de la sclérose française.

Une économie saine, constamment mise au service de la nation, mais d'autre part, volontairement, résolument expansive, semble exiger des entreprises suffisamment puissantes, aiguillonnées par la concurrence, et strictement contrôlées par l'Etat. Le « remplacement du dynamisme privé par la léthargie administrative » ne saurait être un facteur de progrès. Notre pays a déjà fait à ce sujet des expériences assez vastes pour en tirer les enseignements. L'intervention de plus en plus poussée de l'Etat dans le ravitaillement peut difficilement passer pour un succès. Nous voyons tous la prolifération d'organismes inutiles et consommateurs, qui achèvent d'épuiser un corps qui n'en peut mais : c'est un fait que l'Etat, bien qu'il dispose actuellement de toutes les forces créatrices du pays, loin de construire des immeubles pour y loger les citoyens, réquisitionne, pour ses propres besoins, des maisons que d'autres que lui ont édifiées. Comme le problème à résoudre est celui de l'efficacité économique de notre pays, tous les Français sont intéressés par les solutions qui lui seront données.

La conclusion empirique a été tirée par les délégués de 51 nations, qui se sont réunis à Rye aux Etats-Unis, en novembre 1944, pour étudier les questions posées par l'après-guerre et qui ont déclaré : « Le système de l'entreprise privée est le meilleur moyen qu'on connaisse de donner au monde une prospérité véritable, d'employer toute la main-d'œuvre, d'assurer et de maintenir la paix, et d'améliorer ainsi le niveau de vie de tous les peuples. » La délégation américaine a ajouté : « Nous tenons avec fierté à nos traditions de confiance en soi, de liberté et d'égalité des chances offertes à chacun. C'est en Amérique, aujourd'hui, que l'entreprise est le plus solidement aux mains des particuliers, qu'elle est la plus libre et qu'elle a un caractère de concurrence plus réelle que dans beaucoup d'autres pays. A cela est due, croyons-nous, la superbe vitalité qui a permis à notre nation de réaliser le miracle de la production américaine. » On aime l'optimisme et le courage qui inspirent cette claire vision des possibilités offertes au monde de demain.

⁂

Les chemins de fer français ont fonctionné au milieu des circonstances les plus difficiles de façon proprement admirable. L'organisation des chemins de fer américains est elle-même un modèle. Constatons donc que le public

est également bien servi dans les deux pays, de telle sorte que la question de l'efficacité ne se pose pas dans ce cas précis. Par ailleurs, pour l'exercice en cours, le déficit du réseau français est de l'ordre de 20 milliards ; les bénéfices nets des chemins de fer américains, en 1940, année normale, ont été de 189 millions de dollars et, en 1944, ont atteint 650 millions de dollars, sans relèvement des tarifs et malgré une hausse des salaires de 25 p. 100 depuis 1940. Voilà donc un service public essentiel, qui ne peut être géré, la question ne se discute même pas, que dans le seul intérêt du public. Il n'en reste pas moins qu'en France, où il est étatisé, il constitue une perte pour le Trésor et, aux États-Unis où il est libre, un bénéfice pour la nation. Ceci nous oblige à considérer la place que les nationalisations peuvent tenir dans notre organisation économique.

Il n'est pas évident que la conception française, qui néglige l'équilibre financier des entreprises publiques au profit de l'intérêt général des usagers, soit une erreur. Mais il est certain que pareille méthode ne peut être appliquée qu'avec prudence et progressivement. Il y a quelques années le problème se posait de façon apparemment plus facile, car notre pays pouvait vivre assez longtemps sur ses capitaux antérieurs ; les conséquences d'une erreur économique n'en étaient pas moins précises, mais leur échéance était reportée. Aujourd'hui, la France est obligée de vivre dans l'immédiat. Elle consomme le soir ce qu'elle a produit le matin et elle habite le jour dans le bâtiment qu'elle a construit la veille. On ne peut plus se permettre par conséquent d'accroître, ou même simplement de maintenir, la consommation nationale au delà de la production.

Nous sommes persuadés que le progrès social nous conduit à considérer que, d'année en année, la zone de l'économie appartenant au service public doit aller en s'accroissant. Quand une branche de l'activité est arrivée à un état suffisamment statique, elle tolère sans dommage d'être retranchée du secteur libre ; ce dernier doit d'ailleurs compenser plus que largement ses pertes par la conquête des domaines nouveaux que l'ingéniosité privée, l'ardeur, l'initiative, le goût de la conquête ne cessent de lui ouvrir. Mais il apparaît avec la même évidence qu'on ne saurait imposer à un secteur libre trop faible le poids que représente une activité étatique presque sûrement déficitaire et, dans la meilleure hypothèse, tout juste équilibrée. Cette considération de bon sens prend une importance particulière lorsque le secteur libre est, comme aujourd'hui, dans un état d'anémie profond. La question qui se pose alors n'est pas de savoir s'il convient pour des raisons théoriques de faire passer une activité productrice au rang d'activité passive ou inerte, mais de savoir si l'ankylose gagnant un membre nouveau ne risque pas de condamner le corps entier au dépérissement.

On se demande si la branche des Accidents du travail ne serait pas opportunément rattachée à la Caisse nationale des Assurances sociales. La question mérite d'être posée et peut se discuter valablement. Mais on ne peut oublier que le rapporteur du Ministère du Travail a déclaré, en octobre 1944, à l'Assemblée consultative : « Les Assurances sociales françaises sont, aujourd'hui, en faillite », le déficit étant de 3,5 milliards, en raison notamment de l'insuffisance des cotisations perçues par rapport aux prestations fournies. Par ailleurs, les Assurances françaises libres ont payé au Trésor, en 1944, 2200 millions d'impôts. Il n'est tout de même pas indifférent à l'ensemble de la nation française de savoir s'il est opportun de remplacer une recette par une dépense, et il est en tout cas évident que si une substitution de cet ordre peut être supportable pour un pays prospère, deux ne le sont pas, et trois, au lieu d'amener le bien-être, constitueraient un désordre irréparable.

Jusqu'à présent, les entreprises industrielles de l'Etat n'ont jamais rapporté de bénéfice à la nation. Nous ne croyons pas qu'il y ait encore au budget de la France une ligne de recettes prévoyant les dividendes des sociétés nationales aéronautiques ou d'Air-France, voire des entreprises nouvelles qui sont gérées par l'Etat depuis quelques mois. La nationalisation s'accompagne, en fait, de la disparition de tout bénéfice et finit plus ou moins vite par mettre à la charge de l'ensemble du pays qui travaille le déficit provenant de l'insuffisance de la production étatique par rapport à son prix de revient. Il n'est pas exact d'y voir une opération remettant à la nation le fruit d'une activité auquel elle a droit et dont elle était privée ; plus justement, elle enlève à l'ensemble du pays des bénéfices qui ne sont même pas transférés à un petit nombre d'agents nouveaux plus ou moins privilégiés, mais simplement détruits, pour le plus grand dommage de tous.

***

Il ne saurait être question de prétendre que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. En réalité, il n'est pas de jour où l'on ne doive se réformer quelque peu soi-même, et améliorer l'édifice économique dans lequel nous vivons. De plus en plus les entreprises, comme les hommes, doivent être au service de la nation, mais ce serait la plus lourde erreur que de voir dans la socialisation des entreprises le meilleur moyen d'améliorer les services que le pays est en droit d'attendre d'elles.

A vrai dire, le problème de la direction des affaires reste constamment posé et il ne comporte aucune solution automatique ou définitive. L'état actuel de nos mœurs ne tolère pas qu'une entreprise soit dirigée dans l'intérêt exclusif, ni même dans l'intérêt dominant de ses propriétaires. Et il n'en est d'ailleurs ainsi dans aucune société importante. Mais on a le droit d'estimer que les lois sont sur ce point en désaccord avec les faits et qu'il est indispensable d'enregistrer, et de faciliter, l'évolution qui doit associer à la gestion intégrale d'une entreprise tous les éléments qui collaborent à sa prospérité. Par contre, il faudrait être aveugle pour penser que la nomination des dirigeants par l'Etat leur confère infailliblement la capacité, alors qu'au contraire, cette intervention introduit dans la promotion des élites, aussi difficile que nécessaire, toutes les incertitudes de la politique et l'irresponsabilité des camaraderies.

Les hommes méritent de ne pas s'affranchir d'une servitude pour tomber dans une autre. Non seulement le capitalisme d'Etat est le plus tyrannique, le plus étouffant qui soit, mais son extension risquerait d'imposer au pays une expérience théorique dont il ferait les frais, alors qu'il a besoin de ménagements, de soins et d'encouragements plutôt que de nouvelles épreuves.

Nous avons vu avec quelle facilité un peuple oubliait ce qu'est la liberté, et comment les notions de justice s'embrouillent facilement même aux yeux des meilleurs. En serait-il de même pour les conditions de la vie matérielle ? On a peine à imaginer que les peuples s'habituent à avoir froid, à avoir faim, et qu'ils arrivent à oublier qu'ils ont connu un temps où ce n'était pas un miracle que de prendre le train, où on pouvait montrer dans le métro sans risquer d'y périr par étouffement, où les magasins offraient autre chose que des étalages vides et où l'homme de la rue pouvait, sans être millionnaire, acheter une layette pour son enfant nouveau-né.

Tous les Français désirent retrouver des conditions honorables d'existence. Il est du devoir de ceux qui peuvent y contribuer de les ramener sur les chemins de la prospérité, et de cette dignité qui n'est pas compatible avec le souci quotidien d'une vie difficile. Cette œuvre n'est pas simple. Les conséquences d'une erreur seraient incalculables. Le chemin de l'enfer, lui aussi, est pavé de bonnes intentions : ce n'est pas une raison suffisante pour le suivre.

ED. GISCARD D'ESTAING

C'EST de la disposition des choses que naît l'émotion. Les mêmes objets passent inaperçus ou deviennent évidents selon qu'ils sont placés de telle ou telle manière. Les yeux ne s'y trompent pas. Occupés du matin au soir à veiller sur nous, à nous indiquer les dangers qui nous menacent (flaques d'eau, trappes béantes, arêtes de poisson, araignées), il faut, pour fixer leur attention et les distraire de leur guet incessant, que les éléments qui s'offrent à eux présentent un caractère particulier. Ils sont si bien habitués à tout et ils ont tant à faire, qu'ils passent souvent à côté de la beauté si le génie des hommes et le génie du hasard ne la mettent pas en évidence, ne la leur imposent pas comme une tentation irrésistible qui les séduit, les arrête et leur fait oublier leur rôle de gardiens. Lorsque les yeux sont charmés, il est rare qu'ils n'ouvrent pas les portes du cœur et de la pensée.

C'est ce que je constatais, c'est aussi ce que je ressentais tandis que mon regard allait toujours plus avant dans la contemplation des décors miniatures et des mannequins-poupées qui forment le cadre et sont les étoiles de cet émouvant « Théâtre de la Mode » au Pavillon de Marsan.

D'ordinaire, lorsqu'on se rend à une exposition, on connaît d'avance le genre d'atmosphère et d'éclairage qu'on y trouvera. On sait que les œuvres exposées, si remarquables soient-elles, seront banalisées. La lumière ne s'adressera pas à elles personnellement ; spectateurs et objets seront traités d'égal à égal ; ils baigneront dans les eaux neutres de l'indifférence et il faudra que nous fassions appel à notre imagination pour ne pas voir les choses telles qu'on nous les montrera, mais les placer sous un jour qui leur conviendrait mieux. Au Pavillon de Marsan, les œuvres, savamment illuminées, répandent dans les salles un peu du reflet de leur propre éclairage. Grâce à cela les choses qu'on est venu voir sont mises en évidence, tandis que le public, qui évolue dans la pénombre, est rendu aussi invisible que possible. Il devrait toujours en être ainsi. L'impression reçue est celle donnée par la lumière dépaysante des aquariums souterrains à quoi viendrait s'ajouter une musique incessante

et rôdant en sourdine. Comme de grands tableaux clairs appuyés à l'obscurité s'ouvrent des baies où s'élèvent des décors bâtis à l'échelle des personnages qu'ils abritent. Ces personnages, hauts de soixante-cinq centimètres, sont des poupées. Non pas des poupées ordinaires, mais plutôt des âmes de poupées. Elles ne sont faites ni de bois, ni de peau, ni d'étoffe. Elles n'ont que le dessin d'un corps construit en fil de fer. Ce sont des cages en forme de corps ; des apparitions sentimentales vêtues, parées et coiffées à la dernière mode de Paris. Elles sont toutes de même taille et pourtant il y en a de grandes et de petites, de minces et de replètes. Elles ont reçu pour visages des masques de plâtre nullement maquillés. Ces masques n'étant que de trois sortes, celles qui portent les mêmes devraient se ressembler. Eh bien! pas du tout. Elles n'ont rien de commun entre elles et rien ne les lie l'une à l'autre que leur présence simultanée. C'est que leurs caractères sont divers, cela se voit clairement.

Chacune, par sa robe, indique l'heure du jour, le projet qu'elle a en tête, l'endroit où elle se rend ; le plaisir qu'elle prend à la mélancolie ou la mélancolie qu'elle attache au plaisir. Comment n'être pas sensible aux gestes éplorés ou joyeux de ces petits êtres solitaires que chaque femme porte en soi et qui traduisent ses propres sentiments? Les femmes fatales, les naïves, les raisonnables se reconnaissent sous la parure souhaitée. Les mondaines se font des compliments et se jalousent un peu. Les sportives ont l'air de ne penser qu'au beau temps. Les amoureuses sont tristes. Il y a dans ce peuple féminin des Iseults qui attendent, en belles robes du soir, le retour de leurs Tristans prisonniers. D'autres, celles qui n'ont plus le privilège d'attendre, sont là comme prises au piège des souvenirs Elles chantent : « Nul ne peut nous aider, car nous sommes fidèles. Seules les infidèles transforment le passé. »

La plus importante des constructions qui abritent ces poupées représente un théâtre avec ses loges et ses baignoires où des dames sont assises. Ces dames sont apparentées à celles qui sont en scène tout comme les êtres humains sont entre eux, à la fois parents et étrangers. Les unes sont là pour se taire et applaudir, les autres pour traduire et illustrer. Toutes se compromettent, c'est dire qu'elles jouent leurs rôles de façon exemplaire. Le décor nous fait voir une nuit romanesque qui nous tient en respect. Ce ciel est bien le nôtre. C'est celui de l'imagination aux mille métamorphoses, de la patience aux mille bénédictions, et du travail aux mille conquêtes. C'est un ciel privé. Lourd et sombre, il est jaloux d'une trinité qui bannit l'indifférence.

Ces poupées innombrables, dans leurs décors français, sont vraiment des Françaises. Personne ne peut s'y méprendre. Qu'on les voie se promener au Palais-Royal ou descendre, en se tenant par la main, les marches d'un escalier d'allégresse, qu'elles se balancent et dansent dans un jardin, qu'elles traversent la Place Vendôme ou aillent à bicyclette sur les grands boulevards, qu'elles entourent une mariée infortunée dans une mansarde, ce sont toutes des Françaises, même la sorcière qui s'envole, cramponnée à son fameux balai, par le trou d'un toit incendié. Devant une architecture schématique, au pied d'un carrousel, sur le quai d'un port, dans un salon de damas jaune ou au théâtre, elles ont toutes l'accent et la voix de chez nous. Car elles parlent. Elles nous parlent à nous qui venons les voir et répondent avec simplicité aux questions qu'on leur pose. C'est ainsi que je les sais enchantées de leurs robes, de leurs chapeaux et de tout ce qu'elles portent : bijoux vrais, gants et souliers, sacs à main, manteaux de fourrure. Elles chantent les louanges de leurs coiffeurs et la gloire de l'invention parisienne. Elles disent que nos couturiers sont incomparables, que nos ouvrières sont les meilleures au monde et qu'il faut les aimer. Et puis elles se taisent un instant et leurs petits visages, empreints de gravité poétique et de simplicité, deviennent presque intimidants. Nous sommes confondus par la sagesse de ce royaume enchanté, par

l'élégance de cette sagesse et par le ton soudain sérieux de ces poupées patriotes. Elles nous demandent de comprendre la mission qu'elles sont destinées à remplir lorsqu'elles iront, un jour prochain, illustrer dans d'autres capitales la force de cet esprit français qui d'un jeu fait un exemple. Les Parisiens les regardent pensifs. Au lendemain des années sombres où nos villes devaient cacher leurs âmes et leurs voix, où la vie n'apportait que pesanteur insupportable, elles apparaissent, elles viennent à nous sur la pointe des pieds, elles nous appellent et murmurent : « Vous avez été malheureux et courageux durant des années où les saisons ne donnaient que douleur ; aujourd'hui, au seuil de ce premier printemps ouvert à la liberté, nous sommes nées de vos larmes de joie. » Elles disent aussi que les sanglots sont l'eau pure que boivent les héros et que les songes sont cruels, mais que le rêve est l'ami de la réalité.

LOUISE DE VILMORIN

NOTES ANGLAISES

On avait vu, à la huitième page des journaux (car les journaux ont huit pages), de grandes photographies montrant des crocus en fleurs, au pied des chênes, puis, devant les façades noires de suies séculaires, des arbres qu'on n'avait pas remarqués sont devenus roses, roses, et, quand les premières annonces pour paying guests à la campagne ont paru, quand les auberges d'un XVe siècle authentique ont commencé leur publicité, alors les plus indifférents se sont repris à espérer : les beaux jours allaient revenir.

Ce printemps de 1945, qui vient — tendre obus, discret obus — d'éclater sur l'Angleterre, serait-il la jeunesse, non plus seulement de l'année, mais la jeunesse de la paix ?

***

Il a surpris le pays au travail, d'Aberdeen à Portsmouth, des chantiers de la Clyde aux plaines labourées du Sussex ; il a surpris Londres, la ville fière, en tenue de combat.

Tout y est en effet consacré à la gloire du soldat, à l'amour du soldat, à la joie du soldat. Les tailleurs, les bottiers, ne travaillent, semble-t-il, que pour lui : leurs étalages sont remplis d'uniformes et de chaussures de campagne. Des dancings grands comme des halles leur sont réservés. Des expositions évoquent leur existence, leurs exploits. Ils figurent sur toutes les affiches. Ils sont deux ou trois sur chaque marche des interminables escaliers mécaniques qui font émerger des entrailles de Piccadilly Circus une foule assoiffée de plaisirs faciles. Ils envahissent les bars de Soho, déambulent en foule le long de Shaftesbury Avenue et, si les hussards portaient encore des brandebourgs, les grenadiers des bonnets à poil, si l'épaulette, la chapska, le dolman, la sabretache étaient encore de mode, quelle étonnante image d'Épinal offrirait Leicester Square, où tous les guerriers de tous les coins de la terre se sont donné rendez-vous, où les femmes elles-mêmes ne portent que le képi, le béret, le bonnet de police, où les sergents se fiancent aux caporales !

Ils reviennent, ces permissionnaires, d'Allemagne ou de Belgique, d'Italie, de Birmanie ; ils ont, la veille au soir, survolé Berlin ; ils ont été torpillés, quelque part, sur la mer sans limites ; et ce ne sont plus que de grands enfants qui s'amusent. Les héros ne sont que des boys.

Cela, c'est le propre de Londres : la guerre y est partout présente, mais partout elle cache son visage tragique, elle s'efforce de sourire.

La guerre, c'est elle qui a abattu ces centaines, ces milliers, ces dizaines de milliers de maisons, mais les ruines se cachent derrière de petits murs de briques, bien propres, bien nets ; les carreaux, brisés par millions, sont remplacés par des châssis de toile huilée, presque coquets ; les devantures de bois sont peintes avec fantaisie ; l'église sans vitraux et sans toit porte un écriteau : « Les services sont

célébrés dans la sacristie », tandis qu'un immense panneau où des Vénitiennes décolletées vantent une eau de toilette célèbre se dresse à l'endroit du presbytère (et les recettes de la réclame serviront à réparer les dommages du lieu saint).

La guerre, c'est pour elle que les grilles des jardins publics ont été arrachées, à l'époque lointaine où la matière première manquait dans les usines à canons. C'est pour elle que chaque station de métro, que chaque entrée d'hôtel a été transformée en blockhaus. C'est à cause d'elle que les parcs sont devenus des camps, que chaque coin de rue s'orne d'un vaste réservoir, dont l'eau servirait en cas d'incendie, qu'à chaque tournant, à chaque pas, une lettre, une flèche, une phrase lumineuse indique au passant l'abri le plus proche. Mais cette guerre obsédante, vers laquelle tous les efforts sont tendus sans défaillance depuis cinq ans, depuis plus longtemps encore, cette guerre pour le succès de laquelle rien n'est négligé, tout est mis en œuvre cependant pour que les manifestations de son existence demeurent discrètes, pour qu'elles restent, pourrait-on dire, à leur place. Pas de défilés, pas de musiques militaires, pas de roulements de canon : à l'aube, parfois, dans un quartier excentrique, un convoi qui passe. Pas de drapeaux déployés, pas de salves les jours de victoire.

A cela, deux raisons. La première, c'est que l'Anglais a une pudeur extrême des sentiments. Il redoute l'enivrement patriotique, et cette volupté sombre qu'éprouvent certains peuples au spectacle de leurs propres souffrances. Il n'aime pas la guerre. Il doit la faire : il la fera jusqu'au bout, quels que soient les sacrifices dont il lui faudra acheter la victoire, mais il ne se laissera pas dominer par elle. La presse, qui lui fait cependant la place d'honneur, ne rend compte qu'à peine de son côté horrible : le sang n'est pas bien porté.

La seconde raison, c'est que, pour obtenir de chaque homme, de chaque femme, le maximum de rendement au profit de l'œuvre commune, il faut que leurs heures de liberté soient des heures de détente, il faut qu'ils aient le sentiment que leur vie, leur vie quotidienne, la vie qu'ils aiment, n'est pas tout à fait abolie.

Et voilà pourquoi, bien que les receveuses d'autobus portent des pantalons, bien que l'habit de soirée ne soit plus de mise au théâtre, bien que le pain qu'on mange ne soit plus fait de farine importée, bien que le commerce extérieur soit bouleversé, bien que l'économie même de l'Empire cherche un équilibre nouveau, les bases morales du pays demeurent intactes : le Londonien déjeune à son club et ne ment pas. Candide s'est réservé chaque jour, ne serait-ce que pour un quart d'heure, le temps de cultiver son jardin.

Il n'a rien gagné, dit l'Evangile, celui qui a perdu son âme. A quoi servirait de faire la guerre, de gagner la guerre, si c'était pour renoncer au privilège qu'on veut défendre en la faisant, le privilège de la liberté ?

Un film passe depuis plusieurs mois sur les écrans de Londres, *Millions like us, Des millions de gens comme vous et moi.* On y suit les aventures d'une famille quelconque que la guerre a touchée : les hommes au front, les femmes à l'usine. La plus jeune s'éprend d'un aviateur, l'épouse et, quelques jours après, son mari est tué. Elle ne crie pas, elle ne pleure pas, mais l'image de celui qu'elle a aimé la poursuit. Elle vient, à l'heure du déjeuner, s'asseoir au réfectoire. Elle pense au disparu. Elle n'entend pas l'orchestre qui joue pendant le repas. Mais toutes les ouvrières entonnent le refrain. La jeune femme voit sa voisine qui chante comme les autres. Elle la regarde. L'autre lui sourit, l'encourage et, peu à peu, elle se met, elle aussi, à chanter.

La guerre est hideuse. L'Anglais refuse d'être son esclave. Et c'est là tout le drame, toute la grandeur de l'Angleterre d'aujourd'hui.

Qu'on se souvienne de cette révolution que fut, il y a trente ans, l'établissement de la conscription. En 1939, elle fut reprise — c'était prévu — mais étendue à tous cette fois, aux hommes qui n'étaient pas en état de porter les armes, aux femmes mêmes. La carte d'identité, le rationnement, les réquisitions, les mobilisations d'usines, autant de mesures qui, pour le Français, ne constituent plus ou moins que le prolongement d'une paperasserie, d'un étatisme qu'il n'aime pas mais auxquels il est déjà résigné. Pour l'Anglais, ce sont autant d'atteintes à sa liberté. Il les accepte parce qu'il a le sentiment que cette acceptation est volontaire et que ces mesures sont temporaires. Pourtant il se rend de plus en plus compte que cet unanimisme auquel il est convié, cette puissance de masse à laquelle il apporte, de son plein gré, sa contribution personnelle, s'éloignent chaque jour

davantage de cet idéal traditionnel qu'il s'est de tout temps tracé à la taille de l'individu. Il se rend compte aussi que, dans le monde de demain, le culte des faux dieux subsistera peut-être. Pour que l'Angleterre non seulement vive, mais occupe la place à laquelle son passé et le rôle qu'elle aura joué dans cette guerre lui donnent droit, devra-t-elle encore sacrifier aux idoles? Il s'agissait, en 1940, de sauver la nation. Il s'agira bientôt de sauver l'homme. Et c'est le problème de l'après-guerre qui, déjà, se pose, en ce printemps anglais, tout vert, tout frais, tout humide de promesses.

***

Les années d'épreuves ne seront pas révolues quand le dernier coup de canon aura été tiré. En cet avril où les oiseaux du ciel prennent tous la forme d'une colombe, les orateurs politiques, les uns après les autres, avertissent ceux qui les écoutent que la paix sera difficile. L'armistice du 11 novembre, jadis, ouvrit toutes grandes les portes aux illusions. Il se trouve que l'homme à qui l'Angleterre a remis temporairement son destin fut alors l'un des grands liquidateurs de la guerre. Il sait les erreurs à éviter.

Le Congrès récent des conservateurs lui a fourni l'occasion de faire connaître la ligne de conduite qu'il entend suivre. Les trois partis représentés au Gouvernement ont renoncé à leur rivalité tant que le pays était en danger. Ils garderont la même attitude tant que l'ennemi ne sera pas abattu. Mais alors, reprendront-ils leur liberté? Travaillistes et libéraux le souhaitent. M. Churchill préconise au contraire la coopération continue des hommes de talent, quelle que soit leur nuance électorale. Sera-t-il écouté? Sera-t-il même suivi par ceux de son propre clan, persuadés d'obtenir à eux seuls, à la première consultation populaire, une majorité parlementaire écrasante? [1]

Un parti, s'il est seul au pouvoir, devra résoudre à lui seul les problèmes qui se poseront. La sagesse ne serait-elle pas de partager les responsabilités? Car les problèmes sont innombrables.

La solution que certains préconisent s'amorce, il est vrai, déjà. C'est ainsi que de toutes les usines, réquisitionnées pour la production de guerre, quelques-unes sont peu à peu rendues à l'industrie privée. « Ce sera la règle générale, disent les conservateurs; le contrôle de l'État sera partout aboli. » Mais les travaillistes dressent l'oreille. L'antique projet de nationalisation des mines ne pourrait-il trouver à la faveur des circonstances un début de réalisation?

Il s'agit là d'une question de principe. Ailleurs, on se trouve devant des nécessités immédiates à surmonter. Il faudra par exemple que les soldats, quand ils redeviendront civils, trouvent un toit, une maison. Or, les bombardements ont détruit une multitude d'habitations. Les ouvriers du bâtiment, mobilisés pourtant avec parcimonie, ont eu fort à faire jusqu'à présent pour réparer ce qui était réparable. Il n'était pas question de construire. Que va-t-on faire? Edifier, suivant l'habitude, des cottages de briques, avec des poutres de bois? Cela demandera du temps. Ne vaudrait-il pas mieux procéder en deux étapes? La première servirait à dresser à la hâte des demeures provisoires, fabriquées à l'avance, en pièces démontables. On aurait, en un délai record, le maximum de gîtes pour le plus grand nombre de sans-abri. Pendant la seconde étape, on donnerait à loisir aux agglomérations futures leur physionomie définitive. Enfin, les plus hardis proposent de renoncer à toutes les routines et préconisent la maison d'acier, facile à ajuster, résistante, et qui aurait l'avantage d'utiliser un matériau dont les fabriques de tanks désormais inutiles auront alors des stocks sans emploi.

Autre problème : l'agriculture. L'Angleterre, depuis plus d'un siècle, avait renoncé à faire pousser son blé. Les producteurs d'outremer le lui fournissaient à bon compte et l'industrialisation du pays avait contribué à l'abandon des guérets. D'où cette division bien connue entre le pays noir, celui des cheminées, des corons et des hauts-fourneaux, et le pays vert, celui des golfs, des chasses, des prairies. Brusquement, l'Angleterre, qui avait besoin de tous ses bateaux pour la guerre, s'est remise à la culture. Les tracteurs ont labouré un sol reposé et — tour de force imprévu — 80 p. 100 des produits agricoles consommés par le pays ont été

1. Depuis que M. Allary nous a envoyé cette étude de Londres, M. Bevin, ministre du Travail, a fait une déclaration qui semble annoncer la rupture prochaine de la coalition.

moissonnés sur place. Les fermiers, encouragés, financièrement aidés, redevenus prospères, vont-ils de nouveau se croiser les bras ? Non, dit M. Churchill, l'Angleterre, redevenue agricole, le restera.

La décision est d'importance. Prise à la lettre, elle n'annoncerait rien de moins qu'une révolution dans l'équilibre économique de la Grande-Bretagne. Ce n'est pas tout à fait cela.

Les deux piliers de la prospérité britannique sont en effet l'exportation et le crédit. Il ne s'agit pas d'en édifier, ou d'en consolider un troisième, qui serait l'agriculture. Mais il s'agit de donner aux finances et au commerce extérieur le temps de la convalescence. Ils ont, l'un et l'autre, singulièrement souffert de la crise dont l'Angleterre aperçoit seulement la fin, le commerce extérieur parce que la plupart des marchés étrangers se sont trouvés ou fermés ou inaccessibles, les finances parce qu'il a fallu faire constamment appel aux réserves de devises étrangères pour solder les gigantesques dépenses de guerre. Seules les exportations permettront de reconstituer les avoirs en dollars, en pesos, indispensables au maintien du crédit britannique. Mais il faudra trouver de nouveaux clients — et solvables —, il faudra lutter contre des rivalités nouvelles et les plus optimistes ne doutent pas que des années peut-être s'écouleront avant que les routes tracées au cours d'une longue histoire par les « merchants-adventurers » et leurs descendants ne reprennent, comme par le passé, leur glorieux et fructueux trafic. D'ici là, il sera sage d'éviter les hémorragies inutiles, c'est-à-dire d'acheter à prix d'or le blé qui peut mûrir au soleil doux d'Angleterre.

Ainsi se dessine entre la guerre et la paix une sorte de période intermédiaire pendant laquelle il se pourrait que le Gouvernement, sans être tout à fait une coalition, ne fût pas tout à fait aux mains d'un parti, que la famille anglaise, sans coucher à la belle étoile, n'habitât pas encore exactement la maison qu'on lui destine, que l'économie nationale, sans abandonner positivement la grand'route, s'en écartât un peu, du côté des champs.

Une fois de plus se vérifierait cette vertu de compromis qui fait la force du génie britannique. Mais ce qui demeure certain, c'est qu'un jour ou l'autre les partis se retrouveront face à face dans la salle rectangulaire des Communes, majorité d'un côté, opposition de Sa Majesté de l'autre, c'est que des rangées infinies de maisons toutes pareilles s'aligneront dans les faubourgs reconstruits et que les navires de la Mersey chargés de cotonnades reviendront des océans lointains lourds de froment, de sucre et d'oranges.

Alors seulement la paix sera redescendue sur la terre.

JEAN ALLARY

LES LIVRES D'HISTOIRE

Les livres nouveaux et de quelque valeur se font de plus en plus rares, si rares, surtout dans le domaine historique, que les lecteurs, soucieux de s'en approvisionner, les doivent quérir, dès leur apparition, avec des ruses de papelards, dans les officines de libraires. Qui tombera, parmi ces lecteurs, par chance du destin, sur le *Louis XIII et Richelieu* de M. Jean Canu (Arthème Fayard éditeur), trouvera, sans aucun doute, bonne pâture intellectuelle pour toute une grosse après-midi ou une longue soirée, pourvu que ce fortuné goûte les écrits sérieux et non pas les billevesées.

Car M. Jean Canu ne s'est pas donné la tâche d'embellir l'histoire de fioritures imaginatives. Bien que son étude soit restée sans références et que l'on n'y rencontre pas de sensationnels inédits, on peut se rendre compte aisément qu'elle est nourrie d'innombrables informations puisées à des sources très diverses. M. Canu ne cherche pas à aguicher son lecteur par une verve de méchant aloi, il le charme par la force de son style vivant, coloré, de belle tenue. A l'aide de ce style, il dresse, en de saisissants raccourcis, entremêlés à la biographie de ses deux héros, le panorama et aussi le bilan d'une période particulièrement embrouillée et dramatique de notre histoire ; période où la France faillit sombrer dans l'anarchie des factions politiques ameutées contre la couronne.

On ne peut naturellement songer à rendre compte en détail de son ouvrage, lequel, chargé, comme tous les écrits synthétiques, d'une multitude d'éléments disparates, échappe à une analyse sommaire. Bornons-nous donc à évoquer seulement, au milieu de ce brouillamini de faits et d'événements, les deux personnages qui en forment le centre, Louis XIII et son premier ministre, et à montrer comment, après bien des vicissitudes, se forma leur entente indispensable au salut du royaume.

A la mort de Henri IV, le roi, monté sur le trône sous la régence de sa mère, Marie de Médicis, est un garçonnet de neuf ans, un peu sauvageon de nature, auquel les courtisans portent une attention distraite. A peu près abandonné par cette mère qui ne le peut souffrir et le rudoie brutalement, il vit, avec un grand appétit d'affection, sevré de toutes caresses, parmi les gens de peu. Il ne reçoit guère d'instruction. Il n'aime d'ailleurs pas l'étude. Au fur et à mesure qu'il avance en âge, il gagne en taciturnité et en embarras. Hors les ballets et la musique, il s'intéresse peu aux divertissements du Louvre, fuit le sourire des femmes, recherche la solitude ou bien la compa-

gnie de ses familiers et domestiques. Il se plaît aux travaux manuels, à la chasse que lui enseigne Luynes, son favori, aux armes, aux exercices de guerre, à la peinture et au dessin.

Il a pris, dès l'enfance, très haute conscience de sa dignité royale et souffre de la voir bafouée, spécialement par Concini, qui lui a dérobé le cœur de sa mère, qui le méprise et le malmène. Au cours de cette période où il végète enseveli dans les ténèbres, il entretient dans son cœur une solide haine contre ce ruffian d'Italie, contre les princes du sang, les « partisans » qui raflent l'or du royaume, les religionnaires au surplus qui allument sans cesse, dans les provinces, des foyers de discorde.

Il écoute beaucoup, cherche à s'initier aux affaires d'Etat, tente de pénétrer au Conseil de Régence et regimbe d'en être évincé. En 1614, ayant atteint sa majorité et, dès lors tout à fait roi, mais exclu du trône comme incapable, il préside les Etats Généraux. Il n'y prononce, ce semble, que des phrases à lui dictées. Il y voit, pour la première fois, Richelieu.

Quel contraste entre les deux personnages ! Le jeune prélat, long et mince, tout juvénile encore, va et vient dans les groupes, avide de nouvelles, happant au passage les relations utiles. Aussi habile orateur que fin diplomate, il fait, dans l'assemblée, au nom du Clergé, un début de bien-disant si réussi qu'il gagne, du coup une célébrité et les sympathies de la reine-mère dont il a servi, dans sa harangue, les desseins politiques. Il ne tarde pas à en rappeler le souvenir à celle-ci. Après le mariage du roi, il reçoit d'elle la charge d'aumônier d'Anne d'Autriche. Sous sa protection active, il prend pied à la cour. Il en profite pour intriguer et montrer son savoir en politique. Il ne cherche pas à approcher le roi, adolescent insignifiant perdu dans son isolement, mais il noue cependant un lien secret avec Luynes, plus sociable. Il s'insinue en outre dans les bonnes grâces de Concini dont il juge la puissance durable et dans celles du ministre Barbin qui estime ses grandes capacités d'esprit. Le 25 novembre 1616, il a donné tant de gages de sa souplesse et de son intelligence qu'il attrape le Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères.

Il nage dans la joie et croit sa fortune établie. En fait, quatre mois plus tard, Concini assassiné, Marie de Médicis disgraciée, il est, derrière celle-ci, chassé du Louvre comme un valet, emportant dans ses grègues, la haine de Louis XIII. Le jeune roi, éveillé de sa léthargie, entend, après son geste viril de justicier, régner désormais sans partage sur son royaume. Voilà Richelieu à Blois, dans un foyer d'intrigues. Il sent le danger de sa situation équivoque, il se réfugie à Luçon d'où Sa Majesté, craignant encore son influence sur sa mère, l'envoie méditer à Avignon sur l'incertitude de son destin.

Le règne personnel de Louis XIII, conseillé par Luynes, aboutit au pillage de l'Etat et à la guerre civile. Les affaires tournent si mal que le jeune prince, pour arrêter tout au moins le conflit armé qui le dresse contre la reine-mère, rappelle Richelieu en médiateur. Le prélat négocie la paix d'Angers, réconcilie la mère avec le fils. Luynes meurt au siège de Montauban.

Louis XIII pressent obscurément que seul Richelieu remplacerait utilement au Ministère ce fripon enrichi des dépouilles du Trésor. Il n'écoute ni ses pressentiments, ni les pressantes sollicitations de Marie de Médicis, plus clairvoyante que lui. Il persiste dans sa haine. Tout plutôt que Richelieu, dit-il et, en sa place, il donne au prince de Condé, le pire des brouillons, le soin de conduire le destin de la France.

Grande faute. Depuis douze ans, le royaume, non gouverné, attend le « dictateur » (le mot est de M. Canu) qui le remettra dans la paix et la prospérité. Deux ans encore d'expériences de ministres incapables et les nouvelles

instances de Marie de Médicis sont nécessaires au roi pour le décider à ouvrir enfin le Conseil à Richelieu (1624). Encore n'accomplit-il ce geste qu'avec répugnance. Richelieu ne se fait point d'illusions. Il sait très exactement où il va et qu'il entre dans une atmosphère de jalousies, de défiances, de suspicions.

On a voulu, à tout prix, réhabiliter Louis XIII, faire de lui un grand roi. M. Canu ne semble pas partager cette conviction. Il montre, avec beaucoup de tact, quelle distance sépare le cardinal du souverain. L'un est tout intelligence ; l'autre témoigne surtout de bon sens. Le premier tranche d'un coup les difficultés, le second tourne autour avant de les comprendre et de les résoudre. Cela crée entre eux une gêne. Le roi, tatillon, veut tout connaître, tout vérifier. Le prélat, contraint de l'instruire, subit avec agacement sa lenteur d'esprit et gâche le temps. A la longue, il l'habitue à recevoir des mémoires aux marges desquels il inscrit ses réponses. Pour les questions importantes dont il souhaite, dans l'intérêt de sa politique, qu'elles soient réglées dans un sens particulier, il se voit dans l'obligation d'en plaider, par écrit ou verbalement, le pour et le contre en donnant au premier assez de force persuasive pour entraîner la décision de son maître.

Avec l'âge, les deux hommes arrivent à se supporter, mais croyons-nous, sans s'aimer. La *Journée des Dupes* prouve en effet qu'un état d'hostilité existe encore entre eux en 1630. Dans l'union mal assortie qui le liait au roi, Richelieu semble avoir le mérite principal, car il a accepté la tâche la plus ingrate, celle qui consistait à ne jouir jamais de la stabilité de sa fonction et à vivre dans l'appréhension. continue d'un assassinat auquel il échappa, au moins une fois, par miracle.

Entouré d'ennemis frénétiques, il comptait parmi eux beaucoup de femmes qui n'eussent pas mieux demandé que de le voir former, au gibet de Montfaucon, une « pendiloche » de son corps maigrelet. Il se méfiait d'elles et de leurs inventions diaboliques destinées à le perdre dans l'esprit du roi. C'est pourquoi, en 1635, quand il apprit que le roi, las de ses favoris, s'était amouraché, au cercle de la reine, de Louise-Angélique de Lafayette, conçut-il beaucoup d'effroi de cette brusque passion. On a maintes fois conté cette aventure extra-conjugale du souverain. M. Louis Vaunois, dans le *Roman de Louis XIII* (Grasset éditeur) a cru devoir nous en remémorer, d'ailleurs agréablement, les faits saillants sans y ajouter des nouveautés bien précises.

Le roi avait alors trente-quatre ans, un visage morose, enlaidi par le mal qui devait l'emporter. Toute sa vie il avait cherché, sans la trouver, une amitié désintéressée et qui lui inspirât confiance. Il s'embarqua dans celle-ci à plein cœur. Candide et douce, la demoiselle d'honneur d'Anne d'Autriche y répondit avec une tendresse craintive mais bientôt elle vit que ses parents et, plus spécialement son oncle, François de Lafayette, évêque de Limoges, ennemi de Richelieu, cherchait à la circonvenir et que, de son côté, le cardinal s'efforçait de l'attirer vers lui. Ainsi devenait-elle l'enjeu de cabales désireuses de profiter de sa faveur auprès du roi. Elle haïssait l'Eminentissime ; elle s'aliéna sa sympathie en lui résistant. Dès lors le prélat n'eut plus d'autre souci que celui d'éloigner du roi, en la claustrant au couvent, la charmante jouvencelle que ses goûts mystiques prédisposaient à cette claustration. Il réussit dans son dessein après des manœuvres indignes de son grand esprit. Louis XIII éprouva un chagrin cuisant et durable du sacrifice qu'il dut faire à la raison d'Etat.

EMILE MAGNE

Comte de Fels. — *La conquête de l'Allemagne par la Prusse.* (Imprimerie Chaix.)

Pour les Français de 1870, l'ennemi était le Prussien, bien plus que l'Allemand et M. Churchill lui-même, qui est bon historien, dans son allocution à l'Hôtel de Ville de Paris, le 11 novembre dernier, nous a rappelé l'opportunité de cette distinction. Le petit livre substantiel du comte de Fels s'attache, lui aussi, à démontrer que la Prusse est l'ennemie principale, non pas seulement des Français mais de l'Europe et de l'Allemagne elle-même, au sein de laquelle elle s'installa, dès le XVIIe siècle, comme une tumeur maligne.

En 1778 l'impératrice Marie-Thérèse écrivait déjà à sa fille, la reine de France : « La monarchie des Hohenzollern sera un jour la source de malheurs infinis, non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour toute l'Europe... Il se fait déjà bien sentir à présent, ce despotisme reniant tous les principes et qui ne connaît d'autre motif d'action que son propre profit. Si on laisse ce principe prussien gagner toujours plus de terrain, quel va donc être l'avenir de tous ceux qui doivent être nos successeurs ? »

Malheureusement pour la France, ni les salons du XVIIIe siècle, ni Voltaire, ni surtout les deux Napoléon, ne montrèrent autant de perspicacité devant l'asservissement progressif de l'Allemagne dont l'aboutissement fut l'Empire bismarckien. Leur aveuglement devait pourtant être dépassé par celui des démocraties et de leurs chefs, Lloyd-George, Wilson, Clemenceau. Ceux-ci restituèrent pieusement à la Prusse sa conquête presque intacte, abusés qu'ils étaient par le mythe de l'unité allemande, fabriqué par elle-même comme paravent à ses rapines.

Mais, dira-t-on, Hitler, qui tenta de transformer l'Empire bismarckien un Empire du monde, n'était pas prussien. Sans doute. Il confirmait la loi, énoncée par le comte de Fels, en vertu de laquelle la Prusse, ou plutôt la caste militaire qui lui sert d'âme, a toujours pratiqué l'art d'utiliser les immigrés. D'ailleurs les enfants adoptifs sont parfois les plus zélés pour les intérêts de la famille.

Une autre loi de l'histoire de la Prusse veut qu'elle se déroule suivant une alternance assez régulière de succès et de revers. Iéna a succédé aux victoires du grand Frédéric et la capitulation de Rethondes à celle de Sedan. Le rythme d'ailleurs devient plus rapide et la dent de scie plus profonde. L'effondrement de la Prusse hitlérienne est d'une amplitude, d'une horreur que l'imagination allemande complaisante aux visions de catastrophe n'avait peut-être pas osé concevoir.

Comment obtenir que cet effondrement soit durable ? Le comte de Fels préconise l'opération chirurgicale hardie propre à extirper les racines du cancer. Il faut ramener la Prusse aux limites du Brandebourg dont elle est sortie et lui appliquer la méthode des transferts de population chère à ses géopolitiques. Le Hanovre lui-même devrait faire retour à ses anciens propriétaires, les souverains britanniques de la présente dynastie. Quant au solde de 25 millions de Prussiens subsistant après la répartition des territoires amputés, entre la Russie, la Pologne, l'Angleterre et la France, il conviendrait de les grouper en une Confédération germanique comprenant un certain nombre des anciens Etats.

Les conclusions du comte de Fels sont logiques, comme son exposé historique est convaincant. Non, ce n'est pas la démocratie qui guérira l'Allemagne : il n'existe pas, d'ailleurs, deux peuples qui emploient ce terme dans le même sens. C'est son affranchissement du joug prussien. Puissent ses vainqueurs le comprendre !

J. Lorraine. — *Les Allemands en France* (Gründ).

Le militaire prussien tire sa force de ce qu'il utilise un des mythes nourriciers de l'imagination et de la sensibilité germaniques : celui de la divinité du *volk*, tribu ou race. Le pangermanisme en est l'expression moderne. J. Lorraine montre avec méthode et netteté que, de Herder et Fichte à Rosenberg, le développement est continu. Hitler a trouvé le combustible tout prêt et n'a eu qu'à en approcher sa torche. Il ne pouvait d'ailleurs s'en dispenser. Pour atteindre son but : rechercher tous les hommes du sang germanique et les rassembler dans un état modèle où l'individu est totalement soumis à la communauté, le pangermanisme doit nécessairement avoir recours à la guerre, car seule elle permet l'épuration des races mélangées et le refoulement des indésirables dans les zones réservées où ils s'éteindront d'eux-mêmes.

J. Lorraine n'a pas de peine à montrer, à l'aide de documents nombreux et bien choisis, que ces principes ont été impitoyablement appliqués par les Allemands à la France.

Dès 1905, le pangermaniste Reimer proposait un découpage en trois zones de la France lorsqu'elle serait vaincue. C'est ce découpage qui fut opéré en 1940 ; sauf en ce qui concerne la zone méditéranéenne, abandonnée aux valeureux alliés italiens.

La zone dite réservée — réservée en effet aux purs Germains — n'était autre chose que la vieille Lotharingie dont la reconquête, même partielle, donna tant de mal à nos rois : c'est-à-dire la Flandre, l'Artois, la Bourgogne, la Lorraine, la Franche-Comté. L'Alsace leur était, comme de juste, adjointe. La Flandre et l'Artois devaient être soudés à la Hollande et à la Belgique pour former l'Etat Thiois ou Tudesque, remarquable par la pureté de son sang allemand. Le reste devait former un glacis protecteur, destiné à préserver de toute pollution l'Alsace et la Lorraine, elles aussi terres d'élection.

En même temps qu'elle annexait, l'Allemagne détachait, ou du moins s'y ingéniait. Le pangermanisme enseignait que la Bretagne, pourtant peuplée de Celtes très méprisés, devait être radicalement séparée des Français, ses bourreaux. J. Lorraine nous fait un récit détaillé des efforts surprenants et des absurdes cruautés des Allemands pour arriver à ce résultat, sans d'ailleurs le moindre succès. Une fois de plus les lecteurs français s'émerveilleront que ce peuple puisse être à la fois si ingénieux et si bête.

Les chapitres les plus nombreux sont réservés à la Lorraine et à l'Alsace, car c'est à elles que l'Allemagne réservait surtout son effrayante sollicitude. Avec un amour minutieux et dépourvu de toute faiblesse, J. Burckel, administrateur de la Lorraine et Robert Wagner, chargé de l'Alsace, se consacrèrent à la rééducation de leurs frères germains, corrompus par la France que *Das Schwarze Korps* appelait, le 6 juin 1940, « bourbon pesteux, éternellement suppurant ». 500 000 Lorrains, 150 000 Alsaciens furent expulsés avec une demi-heure de préavis et 30 kilos de bagages, cependant que leurs expulseurs se remplissaient les poches de leurs possessions sans même attendre que se jouât la comédie des scellés. Les méchants incurables furent massacrés ou envoyés au camp de la mort lente, à Schirmeck. Les bons citoyens, aisément reconnaissables par leur zèle à ne parler que l'allemand, furent admis à divers degrés de citoyenneté au sein du peuple des seigneurs. Ils étaient fort peu nombreux. Les autres, dépravés par leur formation judéo-française, ne surent jamais se hausser à la mentalité germanique qu'ils tournaient obstinément en ridicule et de la façon la plus irritante. Grâce à cette mentalité pourtant, ils auraient pu adorer le Führer dans les églises désaffectées ; considérer avec satisfaction Sainte-Odile transformée en auberge hitlérienne ; jeter vengeressement aux flammes des milliers de livres impurs,

y compris une édition des œuvres de Victor Hugo annotée de la main de l'auteur de l'*Année terrible ;* entendre avec une patriotique approbation les institutrices enseigner aux écolières qu'à partir de douze ans une véritable Germaine doit tolérer les caresses d'un homme.

L'ouvrage de J. Lorraine n'est sans doute que la première ébauche du grand travail historique que nécessitera l'étude de la dernière tentative allemande pour détruire la France. Il suffit pourtant pour nous faire bien mesurer l'immensité du danger auquel nous avons échappé, ainsi que la perfidie ou la sottise de ceux qui ont voulu pousser notre patrie vers l'abattoir de la collaboration.

JACQUIER-BRUÈRE. — *Refaire la France* (Plon).

Cet ouvrage, modeste de dimensions ; clair, précis, chaleureux dans la forme ; considérable par la sûreté de son information, la richesse de son bon sens ; la sûreté avec laquelle il se concentre sur l'essentiel, constitue le vade-mecum que l'on souhaiterait voir entre les mains de tous rescapés titubants que nous sommes. Les auteurs sont, dit-on, deux hauts fonctionnaires abrités derrière des noms de guerre gagnés dans la résistance.

Ils n'ajoutent rien de nouveau au triste dossier de la décadence française, bien grossi depuis le temps où Taine et Renan — pour ne pas remonter plus haut — commencèrent à le constituer. Mais ils nous le présentent bien à jour et bien classé, affreux à parcourir. La France, pour la troisième fois en soixante-quinze ans, a roulé dans l'abîme et cette fois elle a bien failli rester au fond. Va-t-elle en sortir pour de bon ? Sans doute, assurent nos deux médecins penchés sur la malade, à condition qu'elle le veuille et prenne les moyens voulus. Ces moyens sont simples. Aucun parti n'en a le monopole. Ils sont même inconciliables avec certaine grossière et verbale politique que nous connaissons. Ils se situent au delà d'elle, sur le plan de l'observation du réel. S'engager dans la voie du développement et de la puissance ; renoncer au malthusianisme sous toutes ses formes, ainsi qu'à l'électoralisme ; rendre à l'Etat son rôle propre de contrôleur, d'animateur et d'arbitre ; au Gouvernement, la force, la durée, la responsabilité ; à l'administration l'initiative et l'autorité dans son domaine exclusif ; concilier le libéralisme et le socialisme dans la structure de la société ; restituer leur importance à la grande culture et à la religion ; développer le sens impérial ; plus précisément lutter contre la dépopulation et, par suite, contre l'alcoolisme et l'avortement, développer l'énergie hydro-électrique, organiser rationnellement l'agriculture, voilà un beau programme sur lequel tout le monde peut tomber d'accord.

Pour le réaliser, une profonde réforme de notre constitution et de nos mœurs est nécessaire. Or deux fois déjà la France s'est montrée incapable de se réformer, vaincue ou victorieuse. Se résignera-t-elle une fois de plus à demeurer « un pays sans enfants, sans idéal, déchiré par des luttes intestines, dont l'étranger se détourne et que son Empire abandonne » ?

MAURICE LANOIRE

Le Directeur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

Dépôt légal effectué dans le 1er trimestre 1945, sous le n° 94

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 907-4-45. — C.O.L. 31.3057. — (Encre Lorilleux).